

**M. Ecevit
a formé en Turquie
un gouvernement
minoritaire**

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.50 F

Algérie, 1,20 F; Arabie, 1,80 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 18
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4507-23 Paris
Tél. : 246-72-23

ULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les États américains et la morale

La septième assemblée générale de l'Organisation des États américains (O.E.A.), qui s'est ouverte le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, a été dominée par la question des droits de l'homme. La résolution présentée par le Venezuela, faisant état de la situation des droits de l'homme dans les pays latino-américains, a été adoptée à l'unanimité. Il est vrai, quelques résolutions ont été adoptées concernant la situation des droits de l'homme dans les pays latino-américains. L'O.E.A. demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

La diplomatie de M. Carter apparaît dans ce domaine plus active et plus cohérente que celle des précédents présidents américains. M. Carter a fait passer le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, une résolution relative aux droits de l'homme. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

Le document de M. Carter apparaît dans ce domaine plus actif et plus cohérent que celui des précédents présidents américains. M. Carter a fait passer le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, une résolution relative aux droits de l'homme. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

Le document de M. Carter apparaît dans ce domaine plus actif et plus cohérent que celui des précédents présidents américains. M. Carter a fait passer le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, une résolution relative aux droits de l'homme. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

Le document de M. Carter apparaît dans ce domaine plus actif et plus cohérent que celui des précédents présidents américains. M. Carter a fait passer le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, une résolution relative aux droits de l'homme. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

Le document de M. Carter apparaît dans ce domaine plus actif et plus cohérent que celui des précédents présidents américains. M. Carter a fait passer le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, une résolution relative aux droits de l'homme. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

Le document de M. Carter apparaît dans ce domaine plus actif et plus cohérent que celui des précédents présidents américains. M. Carter a fait passer le 21 juin dans l'édifice de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, une résolution relative aux droits de l'homme. Cette résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demande solennellement au gouvernement chilien de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que ces droits soient réellement garantis.

La fin de la visite de M. Brejnev à Paris

- La France et l'U.R.S.S. appellent à des « initiatives décisives » pour le désarmement
- Le respect des droits de l'homme est l'une des bases de l'amélioration des relations mutuelles

M. Brejnev quitte la France ce mercredi 23 juin, à 16 heures, après un déjeuner offert dans le nouveau bâtiment de son ambassade, boulevard Lannes, en l'honneur de M. Giscard d'Estaing et de nombreuses personnalités, dont M. Chirac, maire de Paris. Avant de partir, le chef de l'État soviétique a eu à l'ambassade un ultime entretien, très écourté, avec le président de la République. Le rendez-vous, qui avait été fixé à 10 heures, a en effet été reporté d'une heure. Les documents finaux de la rencontre n'ont pas moins été signés comme prévu par les deux présidents en fin de matinée.

Il s'agit notamment d'une déclaration commune (lire page 3) qui pose en revue les grands problèmes internationaux et affirme notamment l'attachement des deux parties au respect de l'intégrité territoriale des États africains et de leur droit à décider librement de leur sort « sans ingérence de l'extérieur ». Sur le plan bilatéral, Paris et Moscou ont évoqué la possibilité d'un élargissement de leur coopération dans le domaine nucléaire civil, pour la construction non seulement de centrales mais aussi de réacteurs surrogénateurs. Une déclaration spéciale sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme par ailleurs l'intérêt des deux pays pour le développement des usages pacifiques de l'atome.

Une autre déclaration conjointe énumère un certain nombre d'efforts considérés par les deux parties comme nécessaires à la poursuite et à l'intensification de la politique de détente. Il s'agit notamment de prendre des « initiatives décisives » en direction du désarmement et de « favoriser la compréhension entre les hommes par un développement de leurs contacts et par un progrès de la connaissance mutuelle ».

Enfin les deux parties « confirment que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par tous les États constitue l'une des bases d'une amélioration profonde de leurs relations mutuelles ».

D'autre part, M. Giscard d'Estaing et M. Brejnev ont signé deux accords sur la chimie et les transports, et un document portant sur les échanges commerciaux à été signé par MM. Padoa-Schioppa et André Rossi.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Après avoir signé ces accords, M. Brejnev a eu un entretien avec le général de Gaulle, la politique française est indépendante en matière de défense.

Berliet et la Saviem sont regroupés dans une filiale de Renault

Les comités centraux d'entreprise de la Saviem et de Berliet, réunis ce mercredi après-midi 22 juin respectivement à Suresnes et à Lyon, ont été informés de la disparition, le 30 juin 1978, de ces deux sociétés et du regroupement de leurs services dans une filiale unique qui portera le nom de Renault Véhicules Industriels. Les douze mois à venir seront mis à profit pour régler des différents points de la procédure applicable en cas de pareille fusion.

Des assemblées générales extraordinaires seront réunies pour prononcer officiellement la dissolution, d'une part, de la Société anonyme des Véhicules Industriels et d'équipements mécaniques (SAVIM) — née en 1955 de la concentration des sociétés Somua, Latil et de la division des poids lourds de Renault, — d'autre part, celle de la société anonyme des Automobiles Berliet, fondée en 1917 et devenue filiale de Renault il y a un an. Par la même occasion sera approuvée la constitution de la nouvelle société, dont la naissance rétroactive prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1978.

L'annonce de la création d'une filiale unique chargée de la conception, de la construction et de la commercialisation des véhicules industriels — camions, autocars, autobus, véhicules agricoles de voirie et d'industrie, véhicules militaires — au sein de la Régie Renault, marque de façon spectaculaire une nouvelle étape dans le rapprochement des deux constructeurs de poids lourds français, amorcé en décembre 1974. Même si les directions des deux sociétés assurent que les productions continueront à l'avenir à être commercialisées sous les marques distinctes : Berliet et Saviem, il ne fait aucun doute que la volonté de la Régie — et de son P.-D. G. M. Bernard Varner-Pallier — de doter Renault d'une « division poids lourds » — digne de la réputation du constructeur automobile et d'une taille lui permettant de concurrencer ses rivaux européens, se trouve clairement confirmée aujourd'hui.

BERNARD ÉLIE.
(Lire la suite page 36.)

Écoutait-on M. Defferre ?
LE PROCÈS DE LYON
ENTRE LE GANGSTÉRISME
ET LA POLITIQUE
(Lire page 14 le compte-rendu de PIERRE GEORGES.)

DE LA MAJORITÉ À L'OPPOSITION

Un spectacle dérisoire

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

On a assez dit que les institutions de la V^e République, leur pratique, les mécanismes électoraux poussaient à la constitution de deux camps et de deux seulement, à la bipolarisation. C'est vrai.

On savait aussi, et depuis longtemps, qu'il n'y a pas en France deux familles politiques, mais au moins quatre, et peut-être cinq — là-dessus les analyses varient. Des lors, la disparité entre un partage imposé artificiellement et une réalité plus diverse ne pouvait manquer de provoquer des tensions et des conflits à l'intérieur de chacun des deux camps.

C'est ce qui est en train de se produire. Tout se passe, à droite aussi bien qu'à gauche, comme si le corps social et la classe politique réagissaient par les malaises et la fièvre aux contraintes qui leur sont imposées.

M. Giscard d'Estaing ne peut supporter de voir son ancien lieutenant devenir son rival, lui rappeler sans cesse qu'il l'a fait roi, postuler sa place et prétendre détenir une position dominante, exercer même son autorité, dans le régime. M. Chirac entend bien conserver l'avantage que possède son parti et se poser en chef de la majorité, en attendant d'être chef de l'État. D'où leur conflit.

M. Marchais n'admet pas que la primauté dont dispose le parti communiste dans l'union de la gauche soit battue en brèche, et il ne supporte pas que son principal associé s'exprime au nom de l'opposition tout entière.

M. Mitterrand ne manque pas cependant une occasion de donner à entendre qu'il exerce, en cas de victoire de son camp, la direction de la politique qui serait mise en œuvre, du gouvernement et, peut-être, la responsabilité de l'État. D'où leurs divergences.

Ainsi se reconstruisent et se manifestent, par-delà les ententes forcées, quatre familles, divisant chacun des deux camps. Pour avoir voulu enfermer le jeu politique dans un cadre factice et trop rigide, on a transféré tout simplement l'affrontement des grandes forces à l'intérieur de chaque coalition.

Leur compétition et les rivalités de leurs chefs de file empruntent de ce fait un tour moins direct, plus sournois : au lieu de se mesurer en pleine lumière à

grand fracas, on se dérange à mi-voix, on se boude, différenciant ici une invitation à dîner.

L'acharnement est d'autant plus vif entre les rivaux et entre leurs troupes que son expression publique doit être modérée, qu'il y a en outre, et ce point guère de manifester au grand jour. Alors, un mot échappé dans le feu de l'action, un emportement de colère, un geste de nervosité font ainsi, de loin en loin, apparaître soudain aux regards stupéfaits des spectateurs à quel degré non plus de simple méfiance, non plus de rivalité ordinaire, mais parfois de haine virulente sont parvenus, ici et là, les partisans.

Demain, il faudra bien masquer, l'espace d'un scrutin, ces querelles qui tantôt semblent s'apaiser, tantôt éclatent d'autant plus vives qu'il avait fallu pour un temps feindre une trêve. Elles ressembleront inévitablement de

leurs cendres à chaque carrefour de la route. La politique, par nature, divise plus qu'elle n'unit. L'idée de l'union nationale, chère au cœur de nombreux Français, n'est pas réaliste, sinon dans quelques très exceptionnels et fragiles instants d'immense péril ou d'éclatant succès : peut-on alors s'écarter de la voie ? Pourtant, il est des moments de la vie publique où la virulence, l'obscurité et le caractère factice, aux yeux de la foule, des rivalités et des haines qui déchirent la classe politique risquent de la disputer tout entière.

Même si chacun d'eux est persuadé d'avoir seul raison, avec les meilleurs arguments du monde, les responsables des grandes forces, à droite comme à gauche, seraient bien avisés de se demander si le spectacle dérisoire qu'ils offrent actuellement, en alternance, sur la scène politique française, n'est pas de nature à ébranler leurs partisans, à démotiver la nation et à détacher le pays de son dirigeant d'aujourd'hui comme de demain.

AU JOUR LE JOUR

Deux inséparables

Faut-il préférer l'émulation idéologique à la compétition idéologique, ou bien le contraire ?

Pour en décider, il faut d'abord savoir que la compétition idéologique se matérialise par le stockage et le commerce désintéressés des armements, qu'on appelle aussi la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays.

Après quoi, on peut choisir entre les deux. A moins qu'émulation et compétition ne soient inséparables comme les deux mamelles de la détente.

BERNARD CHAPUIS.

GREUZE À DIJON

Une injustice réparée

Ah ! la belle exposition ! le beau catalogue ! Quels instants charmants passés en compagnie de la décente et de la vertu ! Quelle œuvre délicate et sensible ! Qu'il est doux de voir l'injustice réparée et l'envie confondue ! L'homme de bien en fait gloire à l'humanité, le méchant lui-même est ému.

C'est de l'exposition Greuze qu'il s'agit, laquelle vient d'être inaugurée au Palais des États de Bourgogne à Dijon : Dijon n'est pas loin de Tournus où notre ami (vocabulaire Diderot) est né en 1725, et la présence dans un musée de province d'une manifestation de cette qualité est un événement dont il est à peine besoin de souligner l'importance, et dont il convient de remercier ceux qui ont mis leur industrie à la réaliser.

Une injustice réparée, disons-nous. Tout le monde, en effet, a entendu parler de Greuze, mais c'est presque toujours en termes de défaveur ou d'ironique condescen-

dance. Bien avant sa mort (survenue en 1805), Greuze est presque un oublié.

Sans doute le dix-neuvième siècle l'a-t-il, d'une certaine manière, retrouvé, mais, en général, pour de mauvaises raisons (sensiblerie, érotisme douteux et en des termes, ceux des Goncourt en particulier, qui lui ont fait plus de tort que de bien. Quant à notre époque, des historiens comme Michaël Levey et Anita Brookner, il n'y a pas si longtemps encore, ne semblent avoir pris Greuze en considération comme phénomène culturel que pour mieux le récuser en tant que peintre.

Une réhabilitation donc s'imposait, ou tout au moins la mise en place d'une œuvre extrêmement originale, animée d'ambitions très hautes, et moins sentimentale qu'on ne l'a dit. C'est désormais chose faite.

(Lire page 17 l'article d'ANDRÉ FERRIER.)

FRANÇOIS DE CLOSETS



la france
et ses
mensonges
savoir
aujourd'hui,
choisir
demain.

1 vol. 45 F

denoël

M. Brejnev : il n'y a pas de problème plus brûlant que la cessation de la course aux armements

« C'est le cas au Moyen-Orient à nos deux pays peuvent faire beaucoup pour favoriser le règlement juste et durable dont ils

» Dans les conditions actuelles, la perspective de la dissémination

internationales. J'estime que nous entretenons avec vous, monsieur le président, les ententes sur la réalisation desquelles il y a des raisons de compter, les confirmeront, une fois de plus. »

L'« autre » réception

es bacs à fleurs pour mieux voir, étaient frappés au passage par les policiers munis de lattes de bois. Notre confrère amé-

queue dès le matin pour avoir les places au restaurant si nous voulions y déjeuner ; mal, d'ailleurs. A côté il y avait

Politique social-impérialiste so-
viétique et pour protester contre
l'arrivée en France de Brejnev ».

10 juil. est « une atteinte de ph
aux libertés ».

et S.N.J. ont également émis de
protestations.

La déclaration commune : « la France et l'U.R.S.S. continueront de donner à la détente un contenu tangible et concret »

dans la région corrépondante et
constituent de ce fait un des
éléments fondamentaux du muni-
cipien de la détente en Europe.

» Les deux parties relèvent la
concordance de leurs vues sur
la nécessité de régler le problème
de Chypre sur la base du respect
des droits inhérents de la popu-
larneté et de l'intégrité terri-
toriale de la République de
Chypre. Un règlement équitable
et durable doit être trouvé par
la voie des négociations. Elles se
prononcent pour l'association
de la région de Chypre à la zone
de Chypre par toutes les troupes
étrangères. (...)

neutres dans les deux camps. On peut se demander si elles ont été faites dans l'attente que les éléments essentiels du règlement soient maintenant l'objet d'une large approbation. Elles sentaient que l'établissement d'une poitrine de draps repose sur le retrait des troubles israéliennes de tous les territoires arabes occupés en 1967, le respect des droits légitimes du peuple palestinien, y compris celui de disposer d'une patrie, le droit à une existence indépendante de tous les États de la région, y compris Israël, dans des frontières

« Dans cet esprit, la France et l'U.R.S.S. espèrent que la conférence de la paix à Genève pourra se réunir avant la fin de l'année avec la participation de plein droit de toutes les parties concernées, y compris les représentants du peuple palestinien.

politiques et adéquates qu'il nécessite de la détente leur action dans toutes les régions du monde. Les deux parties ont souligné la grande importance qu'elles attachent à l'accord quadripartite du 3 septembre 1971 (sur le respect, N.D.L.R.), dont le strict respect et la pleine application assurent la garantie de la stabilité

lance qui s'attache, pour le renforcement de la paix sur le continent africain, au respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats africains, ainsi qu'à la réalisation du droit des peuples d'Afrique à décider pour eux-mêmes et librement

nev est accueilli par MCM. Yvon Bourges, ministre de la défense, et André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, ainsi que par le général Favereau, gouverneur militaire de Paris. Après avoir écouté les hymnes nationaux et observé une minute de silence, M. Brejnev dépose une gerbe de roses et d'armes rouges sur la tombe du Soldat inconnu, signe le livre d'or et salue des délégations d'anciens combattants.

A 17 h. 10, la cérémonie terminée, le cortège descend le Champs-Élysées et se dirige vers l'ambassade soviétique, rue de Grenelle, pour participer à une réception donnée en l'honneur des groupes parlementaires d'amitié franco-soviétique et des dirigeants

de France-U.R.S.S.

« Avant le début de la réception, le secrétaire général prend le temps de faire une courte déclamation à la télévision soviétique. Les entretiens, dit-il, ont été « bons », « l'U.R.S.S. et la France travaillent activement pour la détente, contre la guerre et tout particulièrement contre la guerre nucléaire ». M. Brejnev faisait allusion à des conversations du matin, juste cependant : « Nous nous disons parfois des choses agréables et parfois des choses désagréables, mais nous les disons sincèrement... »

Une centaine de personnalités étaient présentes, dont le général Pierre Pouyade, ancien commandant de l'escadillon Normandie-Niemen, et récipiendaire du Léopard international ; M^{lle} Louis Jore et Danielle Dejean, anciens ambassadeurs de France à Moscou ; Claudius-Petit, Jean-Louis Vigier, président du groupe d'amitié France-U.R.S.S. au Sénat ; Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, députée, maire (M.R.G.) de Rambouillet ; M. Louis Baillet, député (C.F.R.) de Paris.

A 19 h 20, M. Leonid Brignev est accueilli sur le perron de l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chirac, en présence de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur. Le chef de l'Etat soviétique, accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, a inscrit sur le livre d'or de la Ville un « message aux parisiennes et aux parisiens » souhaitant « la prospérité de Paris et le bonheur de ses habitants ». M. Chirac offre alors à son hôte

des efforts dans ce domaine et à accroître l'efficacité des mécanismes de négociations existants, ne diminue en rien leur intérêt pour la réunion d'une conférence mondiale du désarmement. Elles souhaitent que les conditions requises pour une telle réunion — en particulier l'adhésion de toutes les puissances nucléaires — puissent être remplies dans un proche avenir. (—).

» La partie française continue de considérer avec intérêt les pro-

On notait, en revanche, la présence de nombreuses personnalités du monde des affaires, celle aussi de la chanteuse Mireille Mathieu et du champion du monde de Judo, Jean-Luc Rougé. M. Brejnev ayant demandé que les débuts soient solennels, on a d'abord et non à la fin du dîner, c'est-à-dire à l'eau minérale que l'on trinqua à l'amitié entre les deux peuples.

portés par le développement de la connaissance mutuelle de la culture et des réalisations des deux peuples ainsi que des contacts entre Français et Soviétiques. Elles considèrent qu'ainsi le pourratur l'instauration d'un climat propice à l'accomplissement des tâches importantes que sont fixées la France et l'Union soviétique tant dans le domaine de leurs rapports bilatéraux que dans celui de la consolidation de la paix dans le monde. »

« Les deux parties confirment, en outre, que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par tous les Etats constitue l'une des bases d'une améloration profonde de leurs relations mutuelles.

« La France et l'U.R.S.S. sont résolues à développer leur action en faveur de la détente, à la fois par leur politique propre, par leurs efforts conjoints, et à travers le système de coopération.

entre elles dans le domaine de la technologie nucléaire.

» La France et l'URSS attachent une grande importance à la protection physique des matières nucléaires afin d'éviter tout usage ou manquement non autorisé. Elles se prononcent en faveur de l'élaboration d'une convention internationale à ce sujet.

» Elles poursuivront leurs consultations sur l'ensemble de



AFRIQUE

ORAGES SUR LA MER ROUGE

II. — Mogadiscio : le dilemme somalien

de notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

L'engagement des Soviétiques en Éthiopie constitue un pari dangereux — pour Moscou, compte tenu des innombrables menaces que doit affronter le régime révolutionnaire d'Addis-Abeba. N'ayant pas réussi à promouvoir une solution négociée en Érythrée, ni à réconcilier la Somalie et l'Éthiopie, qui se disputent le territoire de l'Opaden, l'U.R.S.S. se trouve contrainte d'accroître son soutien militaire à Addis-Abeba. Le monde du 22 juin.

Mogadiscio. Deux mois récents ont bien le climat d'insécurité et de désastre.

Alors, depuis dix-sept ans à l'U.R.S.S., dotée par Moscou de l'une des armées les mieux équipées et les plus modernes d'Afrique (1), armée mise principalement au service du grand dessein national, qui vise toujours à réunir en une seule nation homogène les cinq branches de la famille somalie (2), Mogadiscio se trouve subitement placée dans la position d'une partenaire trompée par son protecteur ayant succombé — au nom de la Révolution — aux avantages de l'ennemi éthiopien.

Adultère qui fut, au demeurant, très brutal. En décembre 1976 — et l'on en croit certains commandements recueillis — le commandant en chef de quelque quatre mille conseillers soviétiques stationnés en Somalie a quitté son poste pour Moscou. Quelques semaines plus tard, il était nommé à l'ambassade soviétique d'Addis-Abeba.

Depuis cette date, et surtout après le voyage à Moscou du chef d'État éthiopien début mai, les dirigeants somaliens ont acquis deux convictions plus douloureuses encore. D'une part, le soutien qu'apporte l'U.R.S.S. à la révolution éthiopienne paraît bien définitif et sans nuances. D'autre part, si l'évolution de la situation et l'absence définitive des tentatives de conciliation entre les deux pays obligent demain l'U.R.S.S. à choisir, tout porte à croire que l'Éthiopie, plus intéressante par sa population, sa situation géographique, son « poids » en Afrique, sera préférée à la petite Somalie abandonnée, alors, à ses seules ressources de réunification.

Ces déclarations récentes et ce comportement contrastent avec le ton général des conversations que l'on peut avoir dans la capitale somalienne. Ambiguïté calculée ? Souds de gagner du temps ? Certes, les Soviétiques ont offert aux dirigeants somaliens — notamment sur le plan économique — des « dédommagements » appréciables destinés à contrebalancer l'effet des échecs militaires et politiques. Mais ils ne suffisent pas à expliquer la « patience », a priori singulière, dont fait preuve Mogadiscio.

En réalité, la Somalie, qui s'est vouée pendant très longtemps au même protecteur, se trouve aujourd'hui prisonnière de tout un ensemble de contraintes qui rendent bien difficile — et très périlleux — un brusque changement de camp.

Contraintes militaires d'abord. L'armée subit en quelque sorte les inconvénients de ses avantages. Moderne, équipée, certes, mais largement contrôlée par les conseillers soviétiques qui, en prise directe, assurent notamment toute la logistique. Les officiers de l'armée rouge sont présents dans les unités somaliennes jusqu'aux plus bas échelons opérationnels. « Un bel outil technique, dit-on parfois à Mogadiscio, mais dont Moscou garde encore en main la clé de contact ». En outre, et mis à part ce contrôle très serré au niveau des hommes, il n'est pas simple pour des généraux en guerre de devoir changer du jour au lendemain de matériel et de fournisseur.

Un président circospect

Ce n'est pas tout. A supposer qu'ils le voulaient, les dirigeants somaliens ne sont pas du tout certains, s'ils rompaient avec Moscou, de trouver un ou des partenaires occidentaux capables de leur fournir, au plus vite, les armes qui leur feraient défaut. Les États-Unis paraissent fort peu soucieux de se lancer, du jour au lendemain, dans une opération. Selon *Newsweek*, l'administration Carter aurait même très nettement refusé au mois de mai, comme le lui suggérèrent les princes *Paik* du régime militaire à Mogadiscio. Quant à la France qui pourrait — selon un « circuit » désormais classique — vendre à ce pays africain des armes payées avec l'argent arabe, elle doit déjà faire face à d'autres demandes beaucoup plus pressantes (celles du Soudan ou de la Mauritanie par exemple).

A ces contraintes militaires s'ajoutent bien entendu des contraintes idéologiques qu'on aurait tort de négliger. La Somalie est lancée depuis longtemps dans une expérience socialiste assez originale qui, à bien des égards, est plus réussie que dans la plupart des pays du tiers-monde. Séduits par les succès de la révolution éthiopienne, les dirigeants somaliens, par conséquent, ne peuvent pas se résoudre à abandonner le modèle soviétique. Tout l'appareil politique civil qui est mis progressivement en place (parti unique : le parti socialiste révolutionnaire somalien, organisations de jeunesse, etc.) et tend, lentement, à substituer au pouvoir militaire, rendrait, lui aussi, assez difficile un rapide virage à l'occidental.

L'U.R.S.S. sait d'ailleurs parfaitement qu'en dépit des irritations que provoque son « jeu éthiopien », elle dispose encore à l'égard de la capitale somalienne d'un avantage décisif. Mohamed Aden et Mohamed Youssef Wehabe, notamment, marxistes convaincus (avec lesquels le président *Syaad Barre*, lui-même, est en malles à partir, puisqu'il s'est momentané assigner certains d'entre eux à résidence) ont ouvert des contacts à une rupture avec Moscou. Au sein de l'armée, le général *Samantar* n'est pas, loin s'en faut, le seul représentant d'une tendance pro-soviétique avec laquelle il faudrait éventuellement compter. On dénonce l'an passé, à Mogadiscio, les « manigances » islamiques occultes, disait-il, avec la bénédiction des *Baas* pour renverser le régime. Aujourd'hui, on évoque plus volontiers les « pressions » (pour ne pas dire plus) que devraient exercer le président *Syaad Barre* s'il voulait s'éloigner de Moscou.

Vrais ou faux progressistes

La Somalie et surtout son président se trouvent donc placés devant une équation apparemment insoluble. Si l'est difficile à ce dernier de rompre avec Moscou, il lui est encore moins facile de renouer avec les revendications territoriales sur lesquelles il a fondé non seulement sa politique, mais l'espèce de « mystique » nationaliste qui anime tout le pays. La lutte incessante contre les (nombreuses) séquelles du tribu-

lisme, l'invention et l'introduction progressive dans l'enseignement d'une langue écrite, l'abolition permanente depuis l'indépendance de l'« homogénéité » de la nation somalie édictée arbitrairement par la colonisation : tout cela, comme on le voit, n'est pas chose facile. Et tel est bien le dilemme. Si l'on presse de questions les membres de l'entourage du président ou les quelques intellectuels qui comptent, on recueille des réponses qui permettent de résumer en gros la politique provisoire que semble avoir choisie Mogadiscio.

Pas question tout d'abord de pactiser avec l'Éthiopie ou de mettre une sourde aux déclarations du régime éthiopien d'Addis-Abeba. Un moment calmé, cette guerre des mots entre deux pays qui se saluent du « bonjour » à la radio, ne doit pas être, notamment après les attentats commis le 2 juin, contre le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, l'occasion d'un rapprochement officiel. L'éthiopien *Adde-Zemen* accusait le 8 juin, les classes dirigeantes de Mogadiscio de s'être laissées « acheter » par les « baobabs » saoudiens. De son côté, le journal *Horseed*, publié en arabe et en italien à Mogadiscio, traitait récemment de « fasciste » le régime éthiopien. Les Somaliens prennent ainsi à témoin la communauté internationale — et surtout l'opinion progressiste — du fourvoiement des Soviétiques aux côtés d'une « fautive réaction ».

Cette hostilité ne s'arrête pas, bien sûr, au stade verbal. En privé, les intellectuels les plus proches du pouvoir et les dirigeants du parti reconnaissent qu'ils médisent sur une possible arrivée au pouvoir de l'opposition « progressiste » éthiopienne et plus précisément du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.).

« Pour nous, nous confie l'un d'eux, le P.R.P.E. représente les véritables forces progressistes d'Éthiopie. Pour l'instant, son audience est encore assez largement limitée aux villes et à la petite bourgeoisie. Mais elle va s'étendre à mesure que la répression et d'une réforme agraire précipitée et mal conduite. L'Éthiopie des Russes est fautive. Ils pensent que Mengistu est l'homme qui pourra mener le processus révolutionnaire. Nous pensons, nous, qu'il y a effectivement une situation de crise. L'Éthiopie n'est pas l'homme de cette révolution ».

Si les Somaliens misent sur le P.R.P.E. et lui apportent vraisemblablement une aide concrète, c'est qu'ils espèrent pouvoir un jour « dialoguer avec de vrais progressistes ». Ils font valoir notamment que le P.R.P.E. a accepté dans son programme le droit à l'autodétermination — compris jusqu'à la sécession — des diverses nationalités qui composent l'Éthiopie. La question de l'Opaden pourrait donc être résolue pacifiquement, ajoutent-ils. Le raisonnement est discutable. Si l'on s'en tient à l'exégèse des textes politiques, le parti *MEISON* (Mouvement pour l'Éthiopie nouvelle) rival du P.R.P.E., et qui collabore avec le régime militaire à Addis-Abeba, admet lui aussi le principe de l'autodétermination jusqu'à la sécession. Cela n'empêche nullement le gouvernement qu'il soutient d'exprimer dans son action une intransigeance absolue au sujet de l'intégrité territoriale.

De l'Opaden à Djibouti

Mogadiscio, il est vrai, ne se contente pas de tabler sur un éventuel changement d'équipe à Addis-Abeba. Les dirigeants somaliens semblent bien décidés à intensifier au maximum leur propre action ou les activités de guérilla qu'ils soutiennent dans les trois provinces du sud de l'Éthiopie constituant l'Opaden. Cette relance de la guérilla — officiellement menée par un Front de libération somali dont le leader est *Abdullah Hassan Mohamed* — s'est concrétisée en avril et en mai par de violents affrontements avec l'armée éthiopienne et les milices paysannes. Dans plusieurs de ces régions (*Bassir*, *Jijiga*, *Gode*, *El Kere*), les Éthiopiens ont perdu beaucoup de terrain et ne contrôlent plus guère que les villes et les axes de communication. Les représentants des Fronts somali à Mogadiscio et à Djibouti affirment même avoir pris le contrôle de sept villes et détruit six bataillons de l'armée éthiopienne. Addis-Abeba ne cesse aujourd'hui de dénoncer l'action des « terroristes » nomades de la Somalie et reconnaît ainsi direc-

tement la gravité de la situation dans le Sud.

Ces initiatives militaires sont très fortement encouragées par les officiers les plus nationalistes de l'armée somalienne qui — depuis 1974 — n'apprécient guère l'action modératrice qu'exerce, autoritairement, l'U.R.S.S. sur Mogadiscio en ce qui concerne l'Opaden. « Les Soviétiques nous ont empêchés d'attaquer l'Éthiopie quand elle était la plus vulnérable, disent-ils. Ils nous ont peut-être fait rater une chance historique ».

Aujourd'hui, la reprise de cette « guerre du Sud » représente un double échec pour l'U.R.S.S. Elle prouve d'abord que la Somalie, si elle ne se résout pas à « changer de camp », n'accepte plus d'être contrôlée par un allié capable de « trahison ». Elle souligne, enfin, de façon spectaculaire l'échec de la grande « réconciliation » que Moscou et La Havane rêvaient de parvenir à.

Un raisonnement stimulant peut être tenu à propos de Djibouti. À l'issue du référendum du 8 mai, qui consacrait la prépondérance politique des forces somali dans le T.F.A.I., on pouvait estimer largement satisfaites les revendications de Mogadiscio. La Somalie, si elle faisait preuve de patience, avait toutes chances, en effet, de recueillir « sans tirer un coup de fusil » l'héritage de la France à Djibouti. Sans qu'il soit question d'annexion brutale, tout portait à croire que des liens de plus en plus étroits allaient se nouer entre la future République et la Somalie, réalisant peu à peu — et en douceur — une intégration de fait.

Or on ressent aujourd'hui à Mogadiscio tous les symptômes d'une impatience de compromettre l'accession de l'ancienne colonie à l'indépendance et le fragile consensus international schaudé à Djibouti. Poussée par ses officiers nationalistes, craignant une évolution de ses rapports avec Moscou qui la laisserait demain désarmée, la Somalie est tentée de s'assurer sans plus attendre le maximum d'avantages, de prendre des gages. Le sabotage, le 1^{er} juin, du chemin de fer franco-éthiopien — que la Somalie s'était jusqu'à présent refusé à mener — est-il le premier résultat de cette impatience ?

Prochain article :

KHARTOUM : le pion fragile ?

(1) Elle dispose notamment de 175 chars T-54, d'une centaine de T-54 et T-55 plus modernes, de 210 véhicules blindés, de 220 pièces d'artillerie de 70 à 122 mm et d'une cinquantaine de Mig-17 et Mig-19 (Sources : *Insights* d'études stratégiques de l'Armée et du Conflict Study n° 54, 1976).

(2) L'ex-Somaliland britannique et la Somalie italienne, qui réunies depuis 1969, forment la République de Somalie. L'Opaden, peuple de nomades somalis, conquis au dix-neuvième siècle par l'Éthiopie, est perçus aujourd'hui entre les provinces éthiopiennes du Hararghe, du Bale et du Sidamo ; la Côte française de Somalie (région de l'ancien territoire français de l'Afrique française équatoriale) est aujourd'hui au Kenya.

VOTRE PRINCESS 1800 HL



Direction assistée
Suspension
hydraulique

Traction avant
Moteur transversal 10 CV

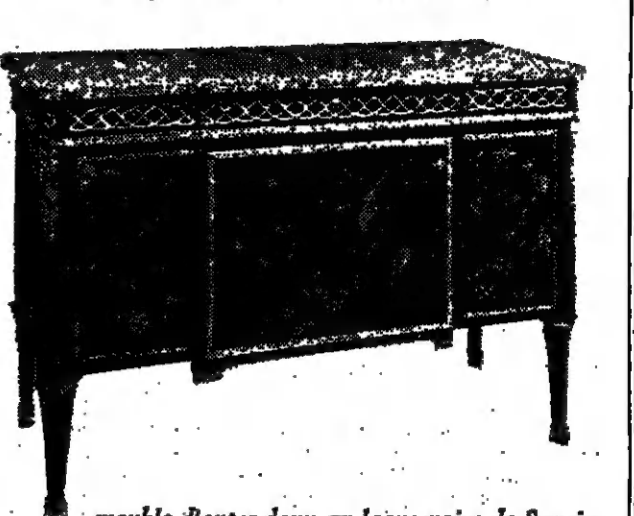
900 F PAR MOIS

SANS DÉPÔT DE GARANTIE
PENDANT 48 MOIS
OU À VOTRE CHOIX
PREMIER LOYER DE 20 % : 6 317 F ET 47 MENSUALITÉS DE 742 F

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15 JUILLET
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN

Leyland c'est :
JAGUAR, ROVER, TRIUMPH, AUSTIN,
MORRIS, MINI.
Pour tous renseignements complémentaires,
s'adresser à British Leyland France, rue Ambroise
Croizat - Z.I. - 95101 Argenteuil - Tél. 982 09-22.

Sotheby Parke Bernet MONACO



meuble d'entre-deux en laque noire de Sannier
430 000 F. Monte-Carlo le 3 mai 1977

**PROCHAINE GRANDE VENTE
DE BEL AMEUBLEMENT
A MONTE-CARLO, AUTOMNE 1977**
les collectionneurs désirant inclure leur mobilier
dans cette vente pourront nous contacter jusqu'au
1^{er} Septembre 1977

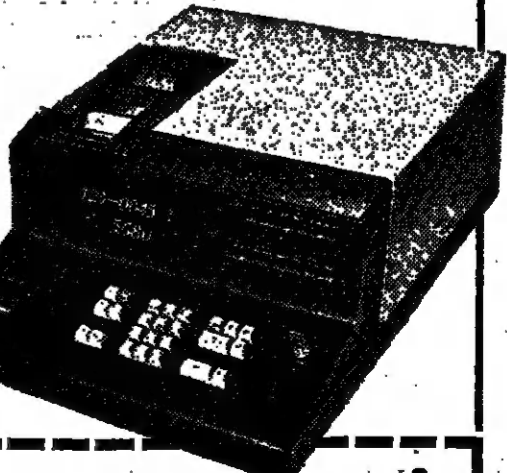
pour toute information s'adresser :
Dr Stephen N. Cristes : Sotheby Parke Bernet Monaco
Sporing d'Hiver, Place du Casino - Monte-Carlo, tél. 30 88 80
Alexandre Fradere : Sotheby Parke Bernet France
3 rue de Miromesnil 75008 Paris, tél. 266 40 60

STOCKEZ JUSTE!

Les ensembles électroniques
Sif de contrôle et gestion de
stocks informent en temps
réel sur :
les quantités, la valeur, les prix,
les cadences, les consommations,
les engagements auprès
des fournisseurs, etc.

Du Sif 1200 au Sifelcos 51,
**Pour une gestion
active
de vos stocks.**

Sif
18, rue d'Anjou
78000 Versailles - Tél. 950.75.68



Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

PROCHE-ORIENT

Israël

SECON LES PREMIERS RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

Les travaillistes gardent le contrôle de la Histadrout malgré une progression du Likoud

Jérusalem. — Les premiers résultats connus des élections à la centrale ouvrière Histadrout ont permis le mardi 21 juin, au parti travailliste de sortir de l'espèce de prostration où il était plongé depuis les élections générales du 17 mai. Jusqu'à une heure avancée de la nuit, au siège du parti, on a saisi le champagne et on a retrouvé le goût du chant des danses folkloriques. Le parti, la Miflag, avec son mot d'ordre allié le Mapam (gauche socialiste), constatait que la brèche dangereuse ouverte par les élections du 17 mai ne s'était pas élargie. Le Front travailliste, avec les voix qu'il a recueillies : 52 %, selon les résultats en-

De notre correspondant

core partiels, conserve la haute main sur une organisation qui représente une formidable puissance économique et sociale. Le Likoud, auréolé par sa victoire du 17 mai, n'est pas parvenu à déloger le parti de M. Shimon Peres de son ultime citadelle. Il marque cependant un progrès appréciable par rapport aux élections ouvrières précédentes, passant de 32,7 % à plus de 30 %.

Le parti Dash, avec 8 % des voix, ne peut espérer jouer, comme l'ont déjà reconnu ses dirigeants, un rôle charnière entre les deux blocs, pas plus qu'il ne peut le jouer à la Knesset. On peut se demander des lors quelle place occupera ce parti dans l'échiquier politique et économique du pays.

A moins de bouleversements imprévus, les résultats connus du scrutin de mardi annoncent un recul général de tous les petits partis, comme les communistes (alliés à un groupe de Panthères noires) qui passent de 2,1 % à 2 %, le Sheil (parti de M. Arie Eliaz et M. Pali, qui n'a recueilli que 1 % des voix, et l'Union des libéraux indépendants et du parti de Mme Shoulamit

Aloni, qui, ensemble, font une chute de 5 à 1 %.

Pour la première fois, le gouvernement et la puissance centrale ouvrière ne seront pas dominés par le même parti et, logiquement, on devrait s'attendre à des affrontements plus marqués. Cependant, même à la Histadrout, les travaillistes n'auront pas tout à fait les coudées franches puisqu'ils devront composer avec l'opposition du Likoud, qui aura le tiers des sièges dans les instances dirigeantes de la centrale ouvrière.

ANDRÉ SCENAMA.

Un État dans l'État

Avec ses 1 380 000 membres, la Histadrout représente une sorte d'État dans l'État, englobant la quasi-totalité des travailleurs d'Israël. Organisation à caractère centraliste, elle est en fait une confédération de quelque quarante syndicats nationaux dont l'autonomie est toute relative. Elle accepte dans ses rangs des artisans, des propriétaires de petites entreprises et les membres de professions libérales. Les Arabes n'y ont été admis, malgré les protestations de la gauche israélienne, qu'en 1958 (la moitié de la main-d'œuvre arabe est aujourd'hui membre de la confédération). C'est la Histadrout qui négocie les conventions de travail avec la fédération patronale et signe, avec elle, des contrats annuels.

Mais, à côté de ses fonctions syndicales — et c'est là une caractéristique propre qui distingue la Histadrout des autres organisations de ce genre dans le monde —, elle contrôle une grande partie de l'économie nationale (industries, travaux publics, coopératives de transports et de commerce, etc.). Elle est le deuxième employeur dans le pays après l'État, avec un quart de million de salariés, qui représentent 22 % de la main-d'œuvre et produisent un tiers du produit national brut. Les activités de la Histadrout couvrent 70 % de l'agriculture israélienne, 65 % des transports publics, 40 % de la construction et des travaux publics, et 25 % de l'industrie. Elle a fondé, en outre, un réseau de coopératives qui contrôle 35 % de la consommation privée.

Parmi les entreprises les plus importantes figurent le complexe métallurgique Koor (acier-chimie) et la compagnie de constructions Sotek, qui effectue aussi des travaux à l'étranger (les experts avaient construit l'aéroport d'Entebbe en Ouganda), la banque Hapoalim (banque des travailleurs), l'une des trois premières banques d'Israël. La confédération possède l'une des plus grandes compagnies d'assurances d'Israël et la plupart des compagnies d'autobus. Elle détient aussi une part des actions de la compagnie maritime israélienne Zim et d'El Al.

La Histadrout possède également des écoles professionnelles, l'association sportive Hapoalim avec ses quelque cent mille membres, la maison d'édition la plus importante d'Israël ainsi que le quotidien Davar, l'organe officiel du parti travailliste.

Le développement de cet immense empire économique et la glissement à droite du parti travailliste ont provoqué une rupture entre la direction de la Histadrout et sa base ouvrière, surtout parmi les couches les plus déshéritées. Les chefs de la confédération, qui se sont identifiés de plus en plus avec les gouvernements travaillistes, ont été accusés, surtout depuis le départ du dynamique secrétaire général de l'organisation, M. Itzhak Ben Aharon en 1973, d'avoir soutenu la politique sociale du pouvoir destinée à bloquer les salaires et à diminuer les indemnités de vie chère. Le gouvernement travailliste a fait d'ailleurs

appel quelquefois aux tribunaux pour trancher des conflits sociaux et parfois même à l'armée. Certaines des grèves, dites sauvages ou pérées, se sont déroulées à l'insu des dirigeants de la Histadrout, qui, dans une certaine mesure, partageant sa responsabilité de la délégitimation de la Histadrout, les parlements de M. Jabotinski, dont se réclament actuellement les dirigeants du Hérouit, avaient manifesté une hostilité profonde à l'égard de la Histadrout. Les partisans de M. Jabotinski avaient créé à l'époque une petite « Confédération des ouvriers nationalistes », qui soulevait les grèves souterraines par la grande confédération. Cette organisation était restée néanmoins sans

grande influence, la droite nationaliste a décidé finalement de conquérir la Histadrout de l'intérieur, en exploitant les lacunes de sa charte, qui n'interdit pas la création de fractions « anti-socialistes ». En 1973, le Likoud avait déjà recueilli 22,74 % des voix au Congrès national contre 58 % aux travaillistes.

Dans sa politique à l'égard de la Histadrout, le Likoud vise trois objectifs essentiels : faire adopter par la Knesset une loi sur l'arbitrage obligatoire ; démanteler la puissance économique de la confédération en transférant ses entreprises aux particuliers ou au nationalisme ; c'est-à-dire la contraindre à ne jouer qu'un rôle purement syndical : enfin nationaliser la caisse des malades. Réduire la Histadrout aux seules tâches syndicales équivalait en fait à détruire la principale base du mouvement ouvrier israélien.

AMNON KAPLÉVICH.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

UN APPAREIL DES LIGNES AÉRIENNES CHILIENNES, qui assurait une liaison à l'intérieur du pays, a été détourné, mardi 21 juin, sur l'île de Juan Fernández. Le pilote de l'air, un ingénieur chilien résidant à Santiago, s'est rendu au commandant de bord. — (Reuters).

Corée du Sud

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS À SEOUL a démenti, mardi 21 juin, les informations du New York Times selon lesquelles les services de renseignements américains avaient écouté les conversations tenues dans le palais du président Park (le Monde du 21 juin).

États-Unis

CONDAMNÉ À UNE PEINE DE PRISON fixée par le juge de treize mois à huit ans, pour sa participation dans l'affaire du Watergate, M. E. Haldeman, ancien secrétaire général de la Maison Blanche sous la présidence de M. Nixon, a été écroué à l'hôpital en Californie. M. John Mitchell, ancien ministre de la justice, également impliqué dans cette affaire, devra se présenter mercredi au plus tard à la prison de Maxwell dans l'Alabama. — (Reuters).

Mauritanie

NEUF SOLDATS ET UN CIVIL MAURITANIENS AINSI QU'UNE VINGTAINNE DE MEMBRES DU POLICIAIRIO, ont été tués au cours

d'un accrochage survenu le 21 juin dernier, à Nouakchott, de source autorisée. L'affrontement, qui s'est produit à Bassikounou, à l'extrême sud-est de la Mauritanie, s'est ouvert sur un territoire malien. Les troupes mauritaniennes, lancées à la poursuite des partisans saharais qui venaient de bombarder Bassikounou, seraient tombés dans une embuscade. — (A.F.P.).

République Sud-Africaine

LE PROCÈS DE DOUZE NOIRS accusés de guérilla, notamment d'avoir transporté illégalement des personnes au Mozambique en vue d'un entraînement militaire, s'est ouvert lundi 20 juin à Pretoria. D'autre part, deux personnalités de l'industrie minière, M. Robin Plumbbridge, président sortant de la chambre des mines, et M. Tony Petersen, président de la compagnie Rand Mines, ont réclaté mardi la fin des restrictions et des discriminations contre les ouvriers noirs dans leur secteur. — (A.F.P.).

Venezuela

M. MICHEL PONTATOWSKI, représentant personnel du président Giscard d'Estaing, est arrivé mardi 21 juin à Caracas, où il fera une visite de quatre jours. Il sera accompagné par le président Carlos Andrés Pérez. — (A.F.P.).

Vietnam

QUARANTE-HUIT ARTISTES ET ÉCRIVAINS VIETNAMIENS

DEM LINE (FOUAD A. KHAYAT & Co.)



ANNONCE LA MISE EN SERVICE DE SON LUXUEUX PAQUEBOT MIXTE (cabin conventionnelles et cabines réfrigérées - 20° + 5°)

M/V LIBAN

PREMIER DÉPART : LE 13 JUILLET
MARSEILLE / LE PIRE / BEYROUTH

Pour réservations du fret et passages s'adresser à :

WORMS SERVICES MARITIMES - 50, bd Haussmann - 75441 PARIS - Tél. 285.19.00
WORMS SERVICES MARITIMES - 30, av. Robert Schuman 13222 MARSEILLE - Tél. (05-91) 91.90.22
WORMS VOYAGES - 10, rue Aubert - 75009 PARIS - Tél. 260.35.20

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Malgré le rejet d'une motion de blâme contre le chancelier Schmidt

Le S.P.D. ne retrouve pas sa cohésion

De notre correspondant

Bonn. — Le Bundestag a répondu mardi 21 juin, par 255 voix contre 243, une motion de blâme déposée par l'opposition chrétienne-démocrate contre le chancelier Schmidt. Aucune voix de la coalition libérale socialiste n'a manqué, cette fois-ci, au gouvernement. La C.D.U.-C.S.U. voulait sanctionner M. Schmidt pour une décision qu'il avait prise en 1974, alors qu'il était ministre des finances : il avait distribué à des entreprises publiques plusieurs millions de deutschemarks antérieurement disponibles à la fin de l'exercice budgétaire, sans en référer au Parlement, et le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a récemment constaté que cette pratique n'était pas conforme à la loi fondamentale.

Si le chancelier avait été blâmé, il n'aurait pas été contraint de démissionner : la sanction aurait été purement politique et morale. Malgré l'argumentation subtile de M. Strauss (C.S.U.), le parti social-démocrate et le parti libéral ont profité de l'occasion fournie par l'opposition pour faire une démonstration de solidarité avec le chancelier Schmidt. Le S.P.D. en avait particulièrement besoin après les discussions des dernières semaines à propos des mesures fiscales, car le conflit au sein de son groupe parlementaire est loin d'être terminé, et l'attitude des cinq députés sociaux-démocrates contestataires à l'égard du récent débat sur ce texte, semble assez bien compréhensible, par la base du parti. Dimanche dernier, l'association des salariés appartenant au S.P.D. réunie à Sarrebruck, avait voté une motion de réclamation aux cinq députés de la gauche du parti ne s'étaient employés à écarter ce danger. Les députés sociaux-démocrates, et notamment ceux qui appartiennent à la gauche du parti, sont interpellés dans leurs circonscriptions pour ne pas avoir suivi l'exemple de leurs cinq collègues.

Entre les membres de la « troïka » Schmidt-Brandt-

Wehner (président du groupe parlementaire), qui dirige le S.P.D., les divergences sont de plus en plus manifestes. Les trois hommes se sont efforcés de les nier au cours du débat au Bundestag, en affirmant leur loyauté totale les uns envers les autres, et leur solidarité pleine et entière avec le gouvernement. Il n'est pas moins évident que les divisions sont profondes. M. Wehner regrette que le parti ne soutienne pas assez le chancelier et qu'il soit « mal informé » de la politique du gouvernement.

M. Brandt réplique à cette critique explicite à son égard en déclarant que « la condamnation des actes de la gauche ne s'applique pas seulement aux responsables du parti en dehors du Bundestag ». M. Schmidt, quant à lui, se livre contre un changement de gouvernement : « Si la C.D.U.-C.S.U. reprenait son pouvoir, je crains que de ne soit pour très longtemps », a-t-il dit à Sarrebruck. Il s'agit des conflits internes du S.P.D. qui empêchent les dirigeants du parti de s'occuper de choses sérieuses, et sont totalement à l'opposé de la volonté générale du S.P.D., dans sa volonté d'être le parti de tous les éléments tentés de « l'alternance » avec les communistes.

M. Brandt, au contraire, est plus prudent. Il raconte la création d'un parti socialiste et le S.P.D. n'était plus capable de jouer à son égard son rôle d'intégration. Il souhaiterait que la gauche du parti social-démocrate soit plus évidente dans la politique gouvernementale, même s'il continue à penser que le S.P.D. ne doit pas succomber aux délices de l'opposition.

Quelques spéculations sur les « générations » entre M. Strauss et Wehner d'une part, Strauss et Schmidt d'autre part, elles altèrent les bruits sur la formation d'une grande coalition et ne contribuent pas à assainir le climat politique.

DANIEL VERNET.

Yougoslavie

LE COLONEL KADRAVI, chef de l'Etat libyen, est arrivé, mardi 21 juin, dans l'île de Brioni, en Yougoslavie, où il a été accueilli par le maréchal Tito. Sa visite officielle durera quatre jours. — (A.F.P.).

(Président)

LE LIKOU DE FRANCE vous invite au Grand Meeting de Solidarité avec Israël et soutien au gouvernement de

Menahem BEGIN

qui sera tenu le

JEUDI 23 JUIN 1977

à 20 h. 30 précises au CENTRE SACHL 38, rue Broca, 75014 Paris - Métro Gobelins

sous la présidence d'Alibert STARA

Présideront la parole :

Jacques SOUSTELLE
Ancien Ministre
Fondateur de l'Alliance France-Israël
André MONTEIL
Président de l'Alliance France-Israël
Charles RIVELINE
Jean SCHWEDLIN
et Jacques KUPFER

RANAS-LIKOU, 21, bd de Strasbourg, 75013 Paris
Tél. 774-55-72

PUY SAINT-VINCENT

investissez a puy saint vincent

1400m. 2750m Hautes-Alpes

PUY SAINT-VINCENT au cœur de la Vallouise, c'est toute la neige de l'Oisans au soleil des Alpes.

PUY SAINT-VINCENT, un site unique, protégé de tous les vents grâce à la ceinture naturelle fournie par les célèbres sommets du Pelvoux (3.946 m.), d'Aile Froide (3.950 m.), des Bancs (3.570 m.) et de la Barre des Ecrins.

PUY SAINT-VINCENT c'est aussi une résidence vacances avec son complexe immobilier de haut standing à l'architecture réellement intégrée au paysage, avec ses commerces, hôtels-restaurants, night-club, garderie d'enfants, etc...

PUY SAINT-VINCENT bénéficie pour son ensemble immobilier de toutes les dernières techniques, et est réalisé par des professionnels de la résidence vacances.

PUY SAINT-VINCENT, neige + soleil (300 j. par an) + été/hiver, (vos 52 week-ends de jouissance assurés) + site unique au monde + accès faciles ==

rentabilité et plus value assurées

Location et gestion des appartements et studios assurées sur place par nos services spécialisés

STUDIO 4 LITS A PARTIR DE 90.000 F

réalisation : GROUPE CASTELLA-BOUCAU

Renseignements sur place

PUY SAINT-VINCENT 1600
Tél. (05-92) 23.32.75 et 76

L. Nisou des Hautes-Alpes
4, avenue de l'Indépendance
72001-PARIS
Tél. (01-41) 296-05-08 et 296-01-31

LE DROIT D'ASILE ACCORDÉ A DES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Au cours du débat qui a suivi, dimanche, la présentation du nouveau gouvernement à la Knesset, M. Menahem Begin a annoncé que sa première décision comme chef de gouvernement serait d'offrir l'hospitalité en Israël aux soixante-dix réfugiés vietnamiens recueillis au large des côtes vietnamiennes par le cargo israélien Yavouli. Ces réfugiés avaient fui leur pays le 4 juin à bord de deux embarcations de pêche qui avaient coulé. Le cargo de la compagnie israélienne de navigation Zim, qui les avait recueillis, le 8 juin, avait tenté dans succès de les faire admettre à Taïwan et au Japon. Nous, dit M. Begin, nous avons trop bien connu le sort tragique de ces réfugiés pour ne pas leur offrir l'hospitalité. — A. Se.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet de loi sur le mode d'élection des parlementaires européens est adopté par 474 voix contre 2

Battu mais têtu. Ainsi est apparu le groupe R.P.R. lors de la discussion du texte fixant les modalités de l'élection des députés européens, dont les députés avaient en substance d'une motion de censure, adopté le principe la semaine dernière. « Adopté mais non voté, donc imposé », a insisté M. Labbé, président d'un groupe dont personne, a-t-il constaté, n'a, au cours des débats, jugé les craintes sans fondement. Aussi continuera-t-il à réclamer les garanties qu'il estime ne pas avoir obtenues.

C'est d'ailleurs ce que M. Michel Debré a fait dès mardi en présentant un amendement.

Mardi 21 juin, sous la présidence de M. Edgar Faure, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes.

Ce texte, traduction de l'une des dispositions de la loi relative à l'élection des députés européens, fixe les modalités de l'élection des quatre-vingt-un députés de la France à l'Assemblée des Communautés européennes. Le projet de loi prévoit un mode de scrutin proportionnel à la représentation nationale, et exclut de la répartition des sièges les listes qui n'auraient pas obtenu 5 % des suffrages exprimés. Il reprend les règles habituelles du droit en vigueur pour

M. Debré retire sa question préalable

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, justifie le choix de la représentation proportionnelle et rappelle que le gouvernement n'a pas eu l'occasion de créer de nouvelles circonscriptions, estimant que le cadre national pouvait seul permettre, en un tel scrutin, de respecter le principe de l'indivisibilité de la République. « Les forces centrifuges qui se développent dans les régions ne sont pas des forces centrifuges », a-t-il dit.

Présentant ensuite une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre, M. Debré (R.P.R., la République) déclare : « Il est important de connaître l'interprétation du gouvernement. Considérant qu'il n'y a pas lieu à débattre, la question préalable est adoptée. »

Une garantie politique

Dans la discussion des articles, M. DONNÉZ propose, au nom de la commission, de préciser que « le mode d'élection des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes, tel qu'il est défini par la présente loi, est et demeure de la compétence exclusive du Parlement français ».

M. DUCOLONE (P.C.) exprime « la volonté politique » de son groupe de garantir les droits de l'Assemblée nationale.

dément subordonnant la tenue des élections à la négociation d'un acte international limitant les compétences de l'Assemblée européenne. M. Bonnet y voit une injonction au gouvernement et déclare l'amendement irrecevable, ce dont convient M. Edgar Faure.

M. Debré, virtuose de la procédure, obtint toutefois du ministre l'assurance « solennelle » que le gouvernement s'opposerait, dans l'avenir, à tout mode de scrutin qui entrerait en ligne de compte la République. Agréant ainsi, il entraînerait une révision préalable de la Constitution.

La question préalable

des Communautés un mode de scrutin mettant en cause si peu que ce soit, sous quelque forme que ce soit, l'indivisibilité de la République, le gouvernement s'y opposera. Aussi, je vous demande de retirer votre question préalable. »

M. Debré déclare : « Le choix de la représentation proportionnelle n'est pas une question de principe. C'est une question de fait. »

Dans la discussion générale, M. CARPENTIER (P.S., Loire-Atlantique) note qu'une abstention massive des électeurs entrainerait toute démission au vote et jetterait le discrédit sur l'institution. « Or, constate-t-il, certains entretiennent et développent dans l'opinion un état d'esprit qui encourage cette abstention. Le député critique, à cet égard, les propos tenus à la tribune par M. Chirac. « Les difficultés des Français », affirme-t-il, « n'ont rien à voir avec la République. Elles sont le résultat de la crise économique et sociale. »

Les députés rajeunissent et améliorent la formule des coopératives de main-d'œuvre

En séance de nuit, sous la présidence de M. François Chirac, l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière. Ce texte vise notamment : — A étendre aux salariés de l'entreprise le droit de participer à la gestion et au contrôle de la société ; — A accorder aux salariés une plus grande liberté pour établir les statuts de la coopérative de main-d'œuvre ; — A diversifier et à assouplir les règles actuelles de quorum et de majorité applicables à l'assemblée générale de la coopérative ; — A étendre le droit au partage de l'actif social, en cas de dissolution de la société, aux salariés qui ont quitté l'entreprise pour une cause indépendante de leur volonté ; — A une fois n'est pas coutume, observe M. INCHAUSSE (R.P.R.), le droit d'être représenté en conseil d'administration par les salariés n'est pas toujours exercé. Ce projet de loi vise à améliorer la situation des salariés et à leur donner une plus grande liberté de gestion et de contrôle de la société.

pressionna pas l'Assemblée, qui se plaçait délibérément sur un terrain politique et malgré l'opposition du ministre et ses assurances « politiques ». Mais à affirmer que le mode d'élection des représentants français est et demeure de la compétence exclusive du Parlement français.

Ainsi vit-on, mardi, à l'Assemblée, une majorité de députés (132 R.P.R., 2 républicains, 2 réformateurs, 108 socialistes et radicaux de gauche, 74 communistes et 7 non-inscrits) estimer que la parole du gouvernement n'était pas, en la circonstance, suffisante. Cette majorité d'idées rassemblait fort à une majorité de défiance.

La Caisse centrale de crédits coopératifs ne déposera pas son bilan

En adoptant le projet de loi portant règlement définitif du budget 1976, le Sénat a rétabli le crédit de 380 millions de francs (portant augmentation du crédit de 100 millions de francs) que l'Assemblée nationale avait refusé. Cette somme qui correspond à une remise des dettes de la Caisse centrale de crédits coopératifs, était incluse dans l'article 15 du projet qui avait été repoussé.

M. DUCOLONE (P.C.) évoque également le précédent débat et les discours de M. Chirac, « qui ont été les sommets de la démagogie ».

Pour M. DESTREMAU (R.P.R.), « tout dépendra de la fermeté des gouvernements ». Son groupe votera le texte. Les socialistes et radicaux de gauche, pour leur part, ont voté contre le projet de loi. M. CARPENTIER (P.S.) qui relève que « la souveraineté nationale n'appartient qu'à la personne en particulier ».

Tribunaux administratifs

Le Sénat a ensuite adopté en première lecture, un projet de loi tendant à valider rétroactivement le statut (pris par décret) des membres des tribunaux administratifs. Ce projet, dont le rapporteur est M. SCHÉLER (U.R.), a été rendu nécessaire par une récente jurisprudence du Conseil d'Etat établissant (contrairement à l'avis du Conseil constitutionnel) que ces juridictions ne relèvent pas du domaine réglementaire.

LA DERNIÈRE SEMAINE DE LA SESSION

La conférence des présidents a fixé, mardi 21 juin, l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée pour la semaine à venir, la dernière de la session. Mercredi 22 juin, après les questions au gouvernement : garanties de procédure aux contribuables. Jeudi 23 : remplacements des sénateurs, professions judiciaires, retraites des anciens députés, sécurité sociale, ministères. Vendredi 24 : questions orales sans débat. Samedi 25 : contrat d'apprentissage, questions professionnelles, économies d'énergie. Dimanche 26 : nouvelles diverses : sondages d'opinion, sociétés coopératives de commerçants, proposition de loi de M. Guéhenneux (R.P.R.) sur l'enseignement privé et l'enseignement privé agricole. Lundi 27 : nouvelles diverses : Polytechnique, franchises, taxes incitatives. Mardi 28 : nouvelles diverses : terrasses, communes.

AU SÉNAT

La crise des industries sidérurgiques et textiles

Le Sénat a poursuivi mardi après-midi 21 juin la discussion de questions orales sur la crise des industries sidérurgiques et textiles. Il avait entendu dans la matinée plusieurs orateurs qui avaient critiqué la politique des dirigeants de la sidérurgie française.

M. JACQUET (Union centriste, Moselle) avait même suggéré, pour garantir la reconstruction de cette industrie, que l'Etat assure une part du capital selon la procédure adoptée pour la société Dussault. M. VAILLON (Union centriste, Rhône) réclame un renforcement de l'accord multilatéral et la fixation du taux maximum d'importations par produit et par pays. M. BRIVES (Gauche démocratique, Tarn) signale le cas de son département qui produit 80 % du carde français ; article dont les importations ont augmenté de 110 % en 1976.

La Caisse centrale de crédits coopératifs ne déposera pas son bilan

M. VIRION (P.C., Nord) affirme que les importations sauvages ont été favorisées par le gouvernement et en particulier par l'ancien ministre du commerce, M. JACQUET, qui a inauguré l'an dernier un complexe textile au Malaisie. M. REISSER (P.C., Nord) demande l'institution d'une commission d'enquête sur l'industrie textile. (Union centriste, Meurthe-et-Moselle) s'interroge au sujet de l'aide financière consentie à la sidérurgie qui, dit-il, « n'a servi rien ».

M. MAURICE SCHUMANN (R.P.R., Nord) pense qu'il est improbable que la commission de Bruxelles accepte de négocier des accords d'autoliquidation. « Apparemment, conclut-il, nous sommes dans l'impasse. » M. FISANI (P.S., Haute-Marne) critique l'insuffisance de la planification et

dénonce la défection du gouvernement envers les salariés. Il y voit l'une des causes de la crise actuelle de la sidérurgie.

M. MONORY, ministre de l'Industrie, indique que les mesures de contingentement récemment prises ne signifient en aucun cas un retour au protectionnisme. « Nous allons, dit-il, qu'un français sur quatre travaille pour l'exportation. » S'agissant de la sidérurgie, il annonce un plan de restructuration de la sidérurgie lorraine et sarroise. « Mais, dit-il, il ne suffit pas de restructurer la sidérurgie, il faut la consolider sur le plan communautaire. Hier soir, nous avons reçu l'assurance que les rits seront assez substantiellement augmentés, sinon au 1^{er} août, du moins au 1^{er} septembre prochain. L'augmentation serait de 6 % à 8 % ».

M. RUFENACHET, secrétaire d'Etat à l'Industrie, rappelle que, pour maîtriser « le flux d'importations en provenance des pays à structure de coût non compétitive », le gouvernement a fait jouer les clauses de sauvegarde du GATT, mesure qui va se traduire par un contingentement des importations à des niveaux voisins de ceux atteints en 1976. Ce niveau correspond à l'objectif recherché par le gouvernement pour l'assurance que les prix hors douane de l'accord multilatéral de surveillance du marché intérieur sont en cours pour décaler les augmentations anormales d'importations, notamment les dédouanements de trafic intra-communautaire. Le secrétaire d'Etat insiste aussi sur l'importance du rôle de la « grande distribution » et sur la nécessité d'une concertation entre cette forme de commerce et les industries.

La Caisse centrale de crédits coopératifs ne déposera pas son bilan

« Les sénateurs ont ensuite approuvé, avec des modifications, le projet de loi tendant à faciliter le vote des Français des États-Unis, du Canada, du Mexique, du Japon, le 21 juin, devant leur commission des lois à la demande du rapporteur, M. DEUTOLI (Gauche démocratique). Le texte

D'autre part, à la demande du rapporteur, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, M. MONORY, a indiqué que des car, se de vote seraient installés pour les soixante-dix mille Français de Suisse, soit dans la zone frontalière, soit dans les départements limitrophes. « Sous réserve de l'accord des États intéressés », a-t-il ajouté, nous prévoyons entre douze et quinze centres de vote : Alger, Monaco, Oran, Bruxelles, Mont-Tourain, Montréal, Abidjan, Bessèze, New-York, Londres, Copenhague, Dakar, Tunis et deux ou trois autres. Cela couvre dans cent cinquante mille à deux cent cinquante mille Français établis hors de France. » — A.G.

C'EST PAS CHER

DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

GRANDS 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure, de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

SC.PO

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LA FONCTION PUBLIQUE

Envoyez 15 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

POLITIQUE

LES RELATIONS ENTRE COMMUNISTES ET SOCIALISTES

M. MARCHAIS : sur quel programme Mitterrand entend-il gouverner ?

M. Georges Marchais a expliqué, mardi 21 juin, à France-Infor, pourquoi son parti avait demandé le report de la réunion du groupe de travail sur l'actualisation du programme commun. Il ne s'agit pas d'un malentendu, mais d'une divergence sur une question très importante, a-t-il déclaré.

« François Mitterrand, a-t-il ajouté, dit qu'il faut actualiser le programme commun à la hâte, rapidement, et quand cela sera fait, alors, après, nous nous mettrons au point le programme socialiste. Je ne conteste pas au parti socialiste le droit de mettre au point son programme. Mais je pose la question : une telle façon de procéder nous amène à la question suivante : dans la cas où la gauche l'emporte, sur quel programme François Mitterrand entend-il gérer les affaires du pays ? Sur un programme commun de gouvernement actualisé à la hâte, incomplet, ne répondant pas aux besoins, aux aspirations des travailleurs et des masses populaires dans le programme socialiste élaboré après ? »

Le secrétaire général du P.C.F. a encore déclaré : « Je répète, François Mitterrand agit comme s'il voulait s'en tenir au programme tel qu'il est, sans tenir compte de tout ce qui a bougé, évolué depuis 1972, et aller comme ça au gouvernement, dans le cas où on l'emporterait, et, après, alors, on improviserait, on verrait. »

M. Marchais a observé : « Les problèmes de fond qui sont posés, ce sont les problèmes de la démocratie, dans tous les domaines, les nouveaux économiques et les vieux politiques. Nous en avons assez entendu parler de pourrir personnel, de l'homme providentiel, depuis vingt ans. Nous ne sommes pas à la recherche d'un homme providentiel. »

M. BEREGOVY : le P.C. nous faisait un procès d'intention.

M. Pierre Bérégovoy, qui siège au secrétariat national du P.S. jusqu'au congrès de Nantes (le nouveau secrétariat sera formé mercredi 22 juin), estime que les propos tenus dimanche par M. Mitterrand « sont clairs et répondent bien au procès d'intention que nous faisons le parti communiste ces derniers temps, et qui avait lui un caractère agressif ».

En fait, a déclaré M. Bérégovoy, mardi 21 juin, « le parti communiste se comporte de nouveau comme si le développement du parti socialiste lui portait ombrage ». « Il est vrai, a-t-il poursuivi, que le congrès de Nantes a été un grand congrès, qui a témoigné de la vitalité de notre parti et de son sens des responsabilités. Mais en quoi cela peut-il gêner les communistes ? »

POLEMIQUE A CHATELERAULT

Après le deuxième tour de l'élection municipale partielle destinée à compléter le conseil municipal de Châtelerault à la suite du décès de Pierre Abelin, maire C.D.S., la section du parti communiste de cette ville a accusé, mardi 21 juin, les socialistes de l'échec de M. Paul Fromont, P.C., battu par Mme Geneviève Abelin, épouse de l'ancien ministre (le Monde du 21 juin). Les communistes reprochent à leurs partenaires de ne pas avoir joué le jeu, lors du second tour et indiquent que « la nouvelle direction du parti socialiste de Châtelerault, sous la responsabilité de Mme Edith Cresson, la par ses manœuvres anti-unitaires, empêché l'élection de M. Fromont ».

Répondant à ces accusations, la fédération du P.S. de la Vienne, qui a refusé au P.C. le droit de s'engager dans la vie interne du P.S., a mis en garde ses partenaires contre les conséquences de leur attitude.

M. Fromont et Mme Cresson ont candidaté à l'élection cantonale partielle dont le premier tour est fixé au dimanche 26 juin et qui est destinée à pourvoir au remplacement de Pierre Abelin, conseiller général du canton de Châtelerault-Ward, et président de l'assemblée départementale. Ont également fait acte de candidature, l'un des fils de l'ancien ministre, M. Jean-Pierre Abelin, actuellement adjoint au secrétaire général de la marine-marchande, et qui était rendu à Saint-Pierre, et 1976 pour régler un conflit relatif à la pêche.

VENDREDI 24 JUIN A 20 h. 30

La Maison Populaire de Montreuil présente avec la collaboration de « Diastèmes » un débat sur « Luttes, démocratie, mouvement populaire, démocratie représentative et démocratie de base » avec

BRUNO TRENTIN

(Secrétaire National de la C.G.I.L.)

Un exemple, la situation en Italie en 1977, suivi d'une partie artistique : chants milanais

Au Conservatoire de Montreuil (M^e Croix-de-Chavaux)

APRÈS LE CONGRÈS DU P.S.

M. Albert Pen quitte le groupe socialiste du Sénat

M. Albert Pen, sénateur du département d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, a fait savoir, lundi 20 juin, au bureau du groupe socialiste du Sénat, qu'il quittait ce groupe et choisissait de lui être seulement « rattaché administrativement ».

M. Pen entend ainsi marquer la déception que lui a causée le congrès du P.S. à Nantes. En effet, aucun orateur d'outre-mer n'a pu prendre la parole au cours de ces assemblées, et le sort des DOM-TOM n'y a été évoqué qu'incidemment. M. Pen, comme l'avaient fait avant lui d'autres élus socialistes de Guadeloupe et de Martinique, envisage de créer une formation socialiste propre à son département et autonome du P.S. métropolitain. Le Mouvement socialiste saint-pierrais devrait être officiellement créé très prochainement.

Dans une lettre adressée lundi 20 juin à M. Mitterrand, M. Pen explique les raisons de sa décision. Il indique notamment : « Je vous écris pour vous dire, au lendemain du congrès, toute l'amertume d'un représentant de ces DOM-TOM sur lesquels une « impasse totale » a été faite pendant ces trois jours. Alors que certains communistes (...) avaient fait des milliers de kilomètres pour faire entendre leur voix (Willy Berré de la Réunion, Frédéric Jallon, de la Guadeloupe, étaient sortis pour prendre la parole au nom de nous tous, ils n'ont pu monter à la tribune. »

Une conférence de presse, promise le premier jour et sans cesse repoussée, n'a finalement pas eu lieu.

Le congrès a, en revanche, consacré tout un après-midi à la réception des délégations étrangères, par exemple à celle de M. Maurice. Ce qui a fait énormément plaisir au délégué de la Réunion.

M. Pen poursuit : « Je constate, ulcéré, que notre existence ne semble avoir d'importance qu'au moment des élections. C'est dans ces moments-là que nous sommes les bienvenus, que l'on nous accueille, que l'on nous écoute, que l'on nous fait entendre la parole de mon Territoire, par un de nos représentants, me proposant, en fin de congrès, « le parachutage » d'un jeune technocrate pour les prochaines législatures. Le malheur c'est que Saint-Pierre-et-Miquelon a, dans ce cas, et sans cesse, la même déception. C'est à la fois, la même déception, à l'époque, vis-à-vis des élus locaux, n'a rien de « socialiste ». De toutes façons, nous ne voulons pas de parachutés, ni de droite, ni de gauche. »

« J'ai appuyé votre candidature à la présidence de la République à un moment où je n'avais rien à y gagner, et j'ai accepté, pour nos plus proches, de nous faire de notre défaite, afin qu'on ne nous accuse pas d'aller à la soupe ».

(1) Il s'agit de M. Jean-Claude Boudard, membre du parti socialiste, actuellement adjoint au secrétaire général de la marine-marchande, et qui était rendu à Saint-Pierre, en 1976 pour régler un conflit relatif à la pêche.

(Publié)

Le P.S.U. réaffirme sa volonté de dialoguer avec la gauche

M. Michel Moncel, membre du secrétariat national du P.S.U., a rendu compte, mardi 21 juin, au cours d'une conférence de presse, des travaux de la direction politique nationale du parti socialiste unifié. Evoquant le congrès du parti socialiste, M. Moncel a notamment déclaré : « L'autoquestion fut la grande absence de Nantes ; voilà qui met fin à un paradoxe apparent : la prétention du P.S. à être autoquestionnaire, tout en s'organisant comme un parti présidentiel, centré exclusivement sur les préoccupations gouvernementales. Cela alors que dans le mouvement ouvrier et populaire les aspirations autoquestionnaires ne cessent d'émouvoir. A tel point que certaines organisations qui, jusqu'à présent, en refusaient les thèmes, comme la C.G.T., soulèvent sur des questions telles que la hiérarchie des salaires ou, quoique de façon plus limitée, les pouvoirs des travailleurs. »

« Nous pensons que l'autoquestionnement ne peut se passer de l'expression politique qui la rendrait présente dans l'action des masses et absente dans le champ politique. Il n'y a rien à gagner pour personne à ce que se creuse un tel fossé. »

Il a ajouté : « L'unité de la gauche ne peut se passer de l'expression politique qui la rendrait présente dans l'action des masses et absente dans le champ politique. Il n'y a rien à gagner pour personne à ce que se creuse un tel fossé. »

« Lors des prochaines législatures, nous présenterons un candidat socialiste de défense des intérêts locaux, de soutien à la personne, et non-bénéficiaire de vote, au Sénat, restera à la disposition de M. Champetier, président du groupe, lors de ses séjours à Saint-Pierre. »

« Lors des prochaines législatures, nous présenterons un candidat socialiste de défense des intérêts locaux, de soutien à la personne, et non-bénéficiaire de vote, au Sénat, restera à la disposition de M. Champetier, président du groupe, lors de ses séjours à Saint-Pierre. »

De la même façon, le P.S.U. a accepté d'engager des discussions avec la C.F.D.T. sur la base de la plate-forme que la centrale de M. Edmond Maire vient d'élaborer. Avec la C.G.T., il espère engager un débat sur une charte des libertés. Enfin, en vue des

M. LAURENT (P.C.) S'INOUETE DU SORT DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SUR LES LIBERTES

M. Paul Laurent, député de Paris et secrétaire du comité central du parti communiste, et MM. Jack Rallière et Lucien Villa, députés (P.C.) de la Seine-Saint-Denis et de Paris, ont dénoncé, mardi 21 juin, devant la presse, l'insuccès des travaux de la commission parlementaire créée à la fin de 1976, à l'initiative de M. Edgar Faure, pour examiner les différentes propositions de loi sur les libertés déposées par le P.C., le P.S. et le R.P.R. « Après l'annonce d'une activité constructive, a déclaré M. Rallière, la majorité majoritaire de la commission et son président, Edgar Faure, ont rapidement enfilé dans la procédure et n'ont pas pris les mesures nécessaires pour assurer la discussion, par le Parlement, d'un texte fondamental sur les libertés. »

M. Alain Léger, P.C., sera seul candidat au deuxième tour de l'élection cantonale partielle qui aura lieu dimanche 26 juin dans le canton de Méséglise-centre-ouest. M. Jean-Paul Bachy, membre du comité directeur du parti socialiste, devancé de 30 voix par M. Léger au premier tour (le Monde du 21 juin) s'est retiré. Les trois autres candidats présents au premier tour ne pouvaient se maintenir au second car ils n'avaient pas obtenu un nombre de voix au moins égal à 12,5 % du nombre des électeurs inscrits.

(PUBLIOTE)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
5, avenue de Pékin, El-Monredia - ALGER

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Le Ministère de l'Éducation de la République algérienne démocratique et populaire informe que des postes de professeurs peuvent encore être offerts pour l'année scolaire 1977-1978 (rentrée prévue le 13 septembre 1977) dans les disciplines suivantes :

- Sciences Physiques,
- Sciences Naturelles,
- Langues Modernes,
- Mécanique Générale,
- Electro-Technique,
- Dessin Industriel.

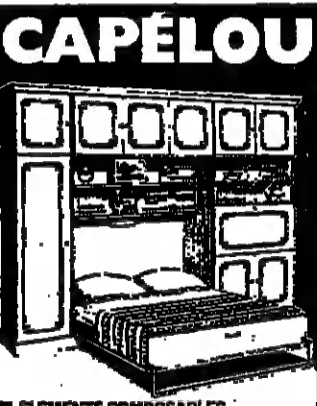
Peuvent faire acte de candidature les titulaires des diplômes suivants : Agrégés, Certificats (P.T.A.) L.T. - Ingénieurs - E.T.S pour l'enseignement technique.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

1) Personnel titulaire de l'Éducation :
Adresser candidature au Ministère français de l'Éducation et transmettre copie de la candidature au Ministère Algérien de l'Éducation, à l'avenue de Pékin - ALGER, et copie au Ministère français des Affaires Étrangères, Direction des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques, 34 et 36, rue de la Pérouse, 75016 PARIS.

2) Personnel non titulaire :
Adresser la candidature au Ministère français des Affaires Étrangères - Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques, 34 et 36, rue de la Pérouse, 75016 PARIS, et faire parvenir copie de la candidature au Ministère algérien de l'Éducation à ALGER.

CAPELOU



ÉLÉMENTS COMPOSABLES
tous styles et essences de bois
• Armoires de rangement, secrétaires, bibliothèques
• ARMOIRES-LITS relevables à 1 ou 2 places
• Chaque élément peut être fourni séparément
• QUALITÉ INÉPUISISSABLE
• CREDIT SOFINCO

CAPELOU
37, av. de la République 111
Métro Parmentier - 357.46.35

La rose au poing : le 12^e livre.

Flammarion.



Aux nombreux problèmes que pose l'école, de l'enfance à la vie professionnelle, Bertrand Schwartz propose des solutions originales, voire révolutionnaires. Ce débat est décisif pour les socialistes : il n'y aura pas « d'autre société » si nous ne savons pas bâtir une « autre école ».

260 pages, 28 F.

FLAMMARION

La rose au poing : La pensée socialiste dans l'actualité.

Déjà parus dans la collection « La rose au poing » :

- C. Andry: Les militants et leurs pères. J.-P. Biéland: Le tiers-socialisme. J.-P. Chevènement: Le vieux, la crise, le neuf. J.-P. Cot et J.-P. Mounier: Les syndicats américains. Colloque de la Fédération de Paris: Socialisme et multiplicités. C. Hermit: Soldat-citoyen. D. Mayeur: Socialisme: le droit de l'homme au bonheur. F. Mitterrand: La paille et le grain. C. Pierre et L. Fraire: Plan et autogestion. Y. Roudy: La femme en marge. F. Sérusclat: Elections municipales, élections politiques.

VIVRE A PARIS ET EN BANLIEUE

40 Programmes Immobiliers sélectionnés

vous seront gratuitement adressés sur envoi
de ce coupon ou de votre carte de visite à :

L'IMMOBILIER
12, rue des Lions St. Paul — 75004 PARIS

attention!

à Cannes les bords de mer se font rares


Derrière la plage du Midi et face à la mer
9, Avenue R. Pissard à Cannes.
LE MONTMORENCY accueille en
cours de construction vous offre le bien être
évolutif par son emplacement et
sa qualité de prestations.

LAURENCE D'OR 1977 DE L'IMMOBILIER

montmorency

Nom Adresse M.

Entre Gourmets à La Maison du Valais "Le Filet de Sandre rue Royale"



La Maison du Valais
est l'un des 700 restaurants parisiens
qui acceptent
la Carte American Express.

20, rue Royale - Paris 8^e. Tél. 260.22.72.
Fermé le Dimanche.

Gastronomie chez Le Mareyeur "Le Bar en Croûte"



Le Mareyeur
est l'un des 700 restaurants parisiens
qui acceptent
la Carte American Express.

38, rue Vital - Paris 16^e. Tél. 525.90.90.
Fermé Samedi midi et Dimanche.

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
PANTIN 845-97-67

POLITIQUE

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

M. Christian Bonnet rassure les présidents de conseils généraux

Soyez rassurés, la réforme des collectivités locales ne sera pas fondée sur le rapport Guichard. C'est en substance ce que M. Bonnet a déclaré, mardi 21 juin, à l'Assemblée des présidents de conseils généraux réunis au palais du Luxembourg. Le ministre de l'Intérieur s'est employé, en effet, à dissiper les craintes qui continuent d'éprouver les élus locaux, malgré les engagements officiels, chaque fois qu'il est question de concrétiser le « développement des responsabilités locales », thème du rapport déposé en 1976 par la commission Guichard.

M. Christian Bonnet a clairement affirmé que la consultation des maires, annoncée le mercredi 1^{er} juin par le conseil des ministres (le Monde du 3 juin), ne ferait aucune référence à ce rapport. Il a également pris soin d'ajouter que seuls le gouvernement et les élus auraient ensuite pouvoir de décision.

L'Assemblée des présidents de conseils généraux a accueilli les déclarations du ministre de l'Intérieur avec un soulagement non dissimulé.

Les présidents ou vice-présidents des conseils généraux d'une quarantaine de départements ont participé à cette réunion, sous la présidence de M. Hidon (gauche démocratique), sénateur de l'Eure, en présence de M. Polner, président du Sénat. Après de M. Bonnet s'agissant également, en tant que membres de l'Assemblée, deux secrétaires d'Etat, MM. Foccart et Barrot.

M. Christian Bonnet considère le rapport Guichard comme un simple document de réflexion : « Aux grands commis de l'Etat, aux administrateurs, aux experts, à l'Etat et aux suggestions. Mais au seul gouvernement et aux seuls élus le pouvoir de décider. Je ne suis pas disposé à m'engager dans une voie qui pourrait entraîner un bouleversement des structures qui ont fait leurs preuves. »

Ces rassurantes paroles ont été applaudies par l'Assemblée.

M. Alain Poirer se félicitant publiquement de la prudence du ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet a cependant mis en garde les présidents de conseils généraux contre « les dangers de l'immobilisme, dans le domaine des collectivités locales comme dans tout autre ».

Le ministre de l'Intérieur a, en outre, divers prévisions sur les modalités de la consultation nationale des maires. Ceux-ci seront invités à répondre avant le 15 octobre aux questions qui leur seront posées.

M. Christian Bonnet souhaite que chaque élu exprime personnellement et spontanément ses préoccupations. Le questionnaire n'aura rien à voir avec le rapport Guichard. « Si vous souhaitez ensuite une consultation sur la vie de l'Assemblée départementale, dites-le nous », a ajouté le ministre à l'intention de son auditoire. — A. R.

QUERELLE A GARCHES ENTRE LE MAIRE ET LE G.A.M. A PROPOS D'UN P.O.S.

« Les Garchois ont-ils encore un maire ? »

Sous ce titre, le groupe d'action municipale de Garches (Haute-de-Seine) accuse, dans un tract, le maire de la localité, M. Yves Bodin (apolitique), d'avoir fait adopter à la sauterie par le conseil municipal, le mercredi 15 juin, un projet de plan d'occupation des sols (P.O.S.) visant à restructurer la ville du centre de la ville par l'élargissement d'une vingtaine de rues.

Le G.A.M. estimant que ce projet va « défigurer le site de Garches et provoquer l'augmentation de la circulation automobile au détriment des piétons », préconise, au contraire, la création d'un centre piétonnier au cœur de la ville. Il reproche au bureau politique du Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) de ne pas avoir voté le projet, sans discussion préalable. Le projet a été adopté, le mercredi 15 juin, à l'unanimité des vingt-deux conseillers présents, la séance ayant été marquée par les protestations du public « mobilisé » par le G.A.M.

Le maire conteste les affirmations de celui-ci, dont il dénonce le « manque d'objectivité, allié à un souci de troubler les Garchois sur tous les moyens dans le but de saper les structures ».

Dans une déclaration « solennelle » prononcée, le 15 juin, devant le conseil municipal, M. Yves Bodin soulignait que le projet de P.O.S. « sera des travaux des commissions extra-municipales et municipales de 1973 et 1974 », avait été porté à la connaissance de tous les Garchois par un bulletin municipal dès 1974, commenté avant les élections municipales et présenté, début juin, au cours d'une exposition publique.

Le maire ajoute que le projet « permettrait d'assurer une protection réelle de Garches contre les ambitions excessives des promoteurs ». Walkemont convaincu, le G.A.M. envisage de poursuivre sa campagne de protestation.

● Le P.C. et les socialistes de gauche de la Fédération des républicains de progrès, que préside M. Jean Charbonnel, ont décidé de constituer un groupe de travail commun pour approfondir leurs échanges de vues.

● L'Institut Charles-de-Gaulle indique que la vente-exposition de tableaux à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'inauguration du mémorial du général de Gaulle sera ouverte jusqu'au début juillet, salle Saint-Jean, à l'Hôtel de Ville de Paris, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

SOCIÉTÉ

REGARDS

Taieb est mort

Taieb est mort dans la nuit du 19 au 20 juin. Il avait plus de soixante ans. Il était clochard. De nationalité algérienne, semble-t-il. Depuis longtemps, il vivait dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris.

Son corps a été trouvé au petit matin dans le couloir d'un immeuble situé au 19 de la rue Charbonnière (18^e). Dans la pénombre de ce passage exigü, Taieb reposait sur un lit de débris.

Depuis une semaine, cet ancien adjudant de la guerre 1939-1945, comme il se présentait lui-même, vivait terré. « Il était courbé, maigre. Il avait une énorme tumeur entre les jambes, une boule. Il ne pouvait plus marcher et ne mangeait presque pas », raconte un habitant du quartier.

Face à cette misère physique, un commerçant d'insigne rue voisine s'est inquiété. Mercredi dernier, il appelle une première fois police-secours, qui se rend sur les lieux. Les policiers s'arrêtent et repartent immédiatement. « C'est un clochard », insistent-ils après inspection. Le lendemain, le même commerçant téléphone alors à l'Assistance publique. Son correspondant lui fait valoir que les malades sur la voie publique ne sont pas du ressort de l'Assistance, mais de police-secours ou des pompes.

En désespoir de cause, cette personne se tourne vers S.O.S. Médecine, organisme privé. Un jeune médecin arrive rapidement au 19, rue de la Charbonnière. Mais Taieb ne veut pas se laisser soigner. Devant son état critique, le praticien prévient police-secours et attend. Lorsque la fourgonnette du commissariat passe, des policiers indiquent : « On l'a amené à l'hôpital Lariboisière il y a trois jours. Il n'a pas voulu rester. On l'a ramené à la clinique de nuit. » La scène se passe jeudi. Vendredi, police-secours ne vient pas. Lundi matin, Taieb est mort.

Lundi matin, Taieb, même dépourvu de papiers d'identité, même crasseux, était redressé par quelque-uns. Quatre gardiens de la paix obstruaient l'entrée de l'immeuble où il croupissait encore ; vers 10 h. 15, ils ont chargé le cadavre dans un panier à salade pour le livrer aux services de l'identité judiciaire.

L. G.

CORRESPONDANCE

L'O.M.S. et la circoncision des femmes

M. F.-J. Tomich, directeur de la division de l'information de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), nous a adressé la lettre suivante :

Le Monde a publié dans son numéro du 28 avril dernier un article de sa correspondante à Genève reprenant les allégations d'un groupe philanthropique selon lesquelles l'Organisation mondiale de la santé ne ferait rien pour mettre un terme à la circoncision des femmes.

Ces affirmations sont inexactes. En effet, l'O.M.S. s'efforce d'obtenir que cette pratique cesse et mène une double action à cet effet. La première consiste à inclure une information sur les effets néfastes pour la santé, physique aussi bien que mentale, de cette pratique dans les cours destinés à la formation des personnels de santé. L'autre consiste à collaborer dans la collecte d'informations pour essayer d'établir où et à quel point la circoncision des femmes se pratique encore de nos jours. L'O.M.S. s'occupe principalement de la forme de circoncision féminine dénommée « circoncision phallique ». Cette forme n'est pratiquée que dans quelques pays.

mais ses effets sur la santé sont néfastes. D'autre part, votre correspondant écrit : « L'O.M.S. ne s'occupe pas de l'information en la matière. » Mais l'an dernier déjà, le directeur général de l'O.M.S. avait attiré l'attention de l'Assemblée mondiale de la santé sur la nécessité « d'entreprendre une action éducative spéciale pour lutter contre les tabous, les superstitions et les pratiques qui ont des effets néfastes sur la santé des femmes et des enfants, comme la circoncision des femmes et l'infibulation ».

Cette question est évidemment délicate puisqu'elle résulte de traditions culturelles qui remontent à plus de deux mille ans. Il est plus utile, dans un domaine aussi délicat, d'agir par une action éducative et en essayant de motiver les communautés locales que de faire des déclarations passionnées, quelles que soient les bonnes intentions de leurs auteurs.

L'action de l'O.M.S. pour la prévention de cette pratique se poursuit et continuera à se poursuivre, à travers des programmes destinés à améliorer la santé de la femme et des enfants dans le monde.

L'« ARMÉE RÉPUBLICAINE BRETONNE » PUBLIE UN MANIFESTE

Le « bœuf meur » (grand conseil) de l'Armée républicaine bretonne (A.R.B.) préside, dans un « manifeste », deux pages dactylographées, le sens de son « combat » dirigé, d'une part, « contre l'infatigable jacobine et l'infatigable de l'Etat français » ; d'autre part, « contre le parti communiste, qu'il soit français, russe ou autre ».

L'A.R.B., qui a dissocié son siège de celui du Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) et s'est affirmé « organisation militaire et révolutionnaire », annonce également la création d'une « brigade bretonne » « anticomuniste » (B.B.A.C.) « revendiquant plusieurs attentats ».

Les activités de l'A.R.B. et de cette « B.B.A.C. » sont considérées par le bureau politique du Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) comme « des actes de vengeance personnelle » et « des manoeuvres de provocation » inspirées par le gouvernement pour tenter, « à l'approche des élections législatives », de dresser l'union de la gauche contre le mouvement breton dans son ensemble.

M. MAZEAUD DÉLÉGUÉ AUX LOISIRS ET AUX SPORTS DU R.P.R.

M. Pierre Mazaud, conseiller d'Etat, ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (avril 1973 à août 1976), est nommé délégué national du R.P.R. aux loisirs et aux sports.

M. Philippe Segaud, conseiller à la Cour des comptes, chargé de mission auprès de M. Christian Foccart, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, a été nommé conseiller pour les affaires sportives auprès du secrétaire général du R.P.R., M. Jérôme Monod.

Un conseil national des loisirs et des sports regroupant des personnalités sportives sera mis en place prochainement.

M. Alain Carignon, ancien responsable de l'Union des jeunes pour le progrès, conseiller général de l'Indre (Grenoble IV), est à présent chargé de mission auprès de M. Jérôme Monod.

● M. Jacques Chirac, président, dimanche 26 à Paris, une réunion extraordinaire du comité central du R.P.R. qui s'ouvrira pour la première fois selon sa nouvelle composition (le Monde du 14 juin). Le comité central élira en son sein quinze membres du conseil politique du mouvement. Il examinera un rapport sur les grandes orientations d'une réforme fiscale destinée à favoriser le développement économique et la justice sociale, et ainsi qu'un rapport sur diverses propositions tendant à modifier le code électoral, pour instituer notamment le vote obligatoire et en semaine.

● M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré à Orange, au cours d'une conférence de presse : « Le scrutin majoritaire est le ciment de l'union de la gauche. Il étouffe le débat parlementaire et permet à M. Jacques Chirac de ne laisser aux électeurs que le choix entre le communisme et le Rassemblement pour la République ».

Votre concessionnaire Renault vous propose :

une Renault 12 L



VERSEMENT COMPTANT (20 %) 4800 Francs
3 mois sans rien verser
22 mensualités de 1.061,09 Francs
Soit au total 28.143,98 Francs T.T.C.

RENAULT
Renault préconise Elf

EN 6 SEMAINES
par correspondance

Préparation aux
Etudes (médecine, dentiste)
Médicales • PHARMACIE
L. P. E. M.

15, av. Victor-Hugo 75116 PARIS
553-97-89

DES JOBS ?
les dossiers de
l'étudiant
EN VENTE PARTOUT 10 F
OU, SUR COMMANDE,
AU 7 RUE THOREL
75002 PARIS

Votre concessionnaire Renault vous propose :

une Renault 4 L



VERSEMENT COMPTANT (20 %) 3100 Francs
3 mois sans rien verser
22 mensualités de 681,67 Francs
Soit au total 18.096,74 Francs T.T.C.

RENAULT
Renault préconise Elf

RENAULT 20 L



IBIZA

achetez votre Renault
la première
arrivera qu'avec



CREDIT SPECIAL
VACANCES

MÉDECINE

UNE ÉTAPE ESSENTIELLE POUR LA BIOLOGIE DU FROID

Certains cancers pourraient être traités par des autogreffes de moelle congelée

Depuis soixante jours, une femme atteinte d'une affection mortelle à très brève échéance, du sang et des organes atteints de cellules sanguines, a vu disparaître les symptômes de sa maladie et a pu reprendre une vie normale grâce à une technique révolutionnaire. Après avoir été congelée pendant trois mois à moins 186 degrés dans l'azote, les cellules formatrices de sa propre moelle osseuse lui ont été injectées, greffées, entraînant ainsi la reprise des fonctions sanguines normales en dépit d'un traitement anticancéreux conduit à doses mortelles, doses capables de supprimer toutes les cellules malignes, mais aussi, dans les conditions habituelles,

aucun patient ne pourrait survivre. Cette même technique expérimentale avait été utilisée déjà en février dernier chez un jeune homme qui avait atteint la phase terminale d'une affection analogue, et d'autres patients vont être traités de la même façon dans les semaines à venir par l'équipe du service des maladies du sang de l'hôpital Saint-Antoine, que dirige à Paris le professeur Gérard Duhamel.

Il s'agit là d'une première dont il est de percevoir qu'elle ouvre une étape nouvelle et importante tant pour les concepts de la cryobiologie ou biologie du froid que pour ceux présidant aux transplantations, lorsque les techniques

seront parfaitement au point, pour l'un des chapitres les plus délicats et les plus tragiques de la cancérologie : celui de certaines maladies sanguines, malheureusement mortelles, en raison de leur spécificité.

Le fait que des patients condamnés à mort par un mal irrémédiablement incurable puissent survivre aujourd'hui à l'un de leurs propres organes, plus jeunes qu'eux de plusieurs mois (et donc plus jeunes que leur maladie), ouvre d'extraordinaires perspectives de traitement, où se mêlent les mythes anciens et les rêves modernes, la lutte contre le temps, contre la marche inexorable des affections chroniques et contre la mort.

puis longtemps à une solution permettant d'éviter ces difficultés par l'injection à un patient de sa propre moelle osseuse prélevée au cours d'une rémission de la maladie et conservée à cette fin (2).

Toutes les tentatives conduites à ce jour en ce sens s'étaient soldées par des échecs, motivés par les difficultés de la congélation (et de la décongélation), qui entraînaient de graves lésions cellulaires.

L'azote liquide

Ce sont ces difficultés qui ont été vaincues par l'équipe de Saint-Antoine, en utilisant un système nouveau de congélation qui permet d'atteindre, sous azote liquide, une température de -196° sans que les cellules vivantes, qui peuvent ainsi être conservées très longtemps, soient détruites, comme c'était le cas jusqu'à présent du fait de la congélation à l'état solide.

Le 26 août 1976, pour la première fois, 500 ml de moelle osseuse étaient prélevés, sous anesthésie générale, dans les os d'un malade en phase de rémission d'une affection maligne férale du sang. Cette moelle fut placée dans cinq sacs extra-plats de polyéthylène glissés dans un appareil réfrigérant spécial fabriqué aux Pays-Bas et ramené en France, puis congelés d'abord à -80° et, enfin, à l'état liquide, à -196°.

Le malade avait subi un mois auparavant une chimiothérapie multiple, et aucun des prélèvements conduits tant sur la moelle prélevée que sur le sang du malade ne montrait plus la moindre trace de cellule cancéreuse. Le 10 février dernier, le jeune homme était hospitalisé à nouveau en pleine et grave rechute d'une maladie qui, cette fois, échappait à toute possibilité thérapeutique. À moins, à moins que l'on ne puisse entreprendre une chimiothérapie conduite à doses telles qu'elle entraînerait la destruction de la totalité des cellules sanguines et médullaires. Une telle entreprise entraîne le décès du patient, et les doses en question sont dites léthales, mais l'on peut recueillir une greffe de sa propre moelle congelée.

Du 11 au 17 février, le malade a été entrepris : quarante-

La Semaine immuno-cancérologique de Paris fera le point sur les leucémies

La plupart des progrès réalisés en cancérologie ont été accomplis pour le traitement de certaines formes de maladies malignes : les leucémies, les lymphomes, les tumeurs de Hodgkin, les sarcomes, sous l'égide du Centre national de la recherche scientifique.

Le point doit être fait à cette occasion des moyens actuels, et en constante évolution, de classement et de traitement des cancers des cellules du sang.

Le professeur Feldmann (Londres) présentera à Villiers, durant les trois premiers jours de ces manifestations, le point des connaissances sur l'immunologie (ou moyen de défense de l'organisme) dont les cancérologues s'efforcent de stimuler les ressources afin de favoriser la lutte de l'organisme contre les cellules malignes.

Le second thème de cette semaine sera le rôle de

l'immunité dans les progrès constatés, et en particulier dans le traitement de certaines formes de maladies malignes : les leucémies, les lymphomes, les tumeurs de Hodgkin, les sarcomes, sous l'égide du Centre national de la recherche scientifique.

D'autres formes, en revanche, posent encore des problèmes considérables aux thérapeutes et à des efforts constants et considérables qui leur sont consacrés.

Ces efforts ont permis, notamment, de faire progresser les connaissances sur les mécanismes de défense immunitaires, et de faire

naître des idées nouvelles, comme celle qu'une équipe française a pu prendre, pour la première fois, de la

moelle osseuse, qui est le lieu de naissance des cellules du sang, et qui est le siège de la production de cellules sanguines. Les résultats de ces recherches ont permis de faire progresser la connaissance de la biologie de la moelle osseuse, et de faire progresser la connaissance de la biologie de la moelle osseuse, et de faire progresser la connaissance de la biologie de la moelle osseuse.

Des patients plus âgés que leur sang. Dès le dixième jour de cette greffe, les premiers signes de la reprise d'un fonctionnement normal ont été constatés, tant sur le plan clinique que sur le plan biologique, strictement normal. Cet état s'est maintenu pendant trois mois, au bout desquels les localisations de la maladie ont disparu. Le traitement chimique tel qu'il avait été appliqué ne franchit pas, en effet, la barrière de la localisation.

C'est ce qui a été fait, sous la forme d'une chimiothérapie intracorporelle, pour la seconde malade de Saint-Antoine. Après une chimiothérapie à doses massives, destructives, elle a reçu le 18 avril une perfusion d'un milliard de cellules de sa propre moelle congelée, six mois auparavant.

La chimiothérapie à doses massives entraîne rapidement un retour à la normale, et la maladie est alors considérée comme normale sur le plan clinique et sur le plan sanguin, sans qu'aucun signe de malignité soit décelable. Les cellules osseuses de ces patients, tous mortellement atteints, ont d'ores et déjà été congelées et sont prêtes à être utilisées le jour venu.

Les tout premiers succès de cette

Votre concessionnaire Renault vous propose : une Renault 20 L



Versement comptant (20 %) 6.700 Francs
3 mois sans rien verser
22 mensualités de 1.479,56 Francs
Soit au total 39.250,32 Francs T.T.C.

RENAULT
Renault préconise ELF

IBIZA

Un des plus vastes domaines de l'île, 1,5 km de côtes, le lieu des vacances, un paradis intouché et sauvage, à 5 km de la ville de Ibiza, des résidences de haut standing et de qualité supérieure, club-restaurant, piscines, pelouses, prix très avantageux, services de location à disposition de chaque acquéreur. Gérance Suisse - Immobilier sans documentation Immobilière Internationale S.A. av. de la République 11 CH-1216 Genève, tél. 022 84-90-71.

Nom et prénom Tél. :
Adresse :

Achetez votre Renault pendant Pété, la première mensualité n'arrivera qu'avec la chute des feuilles.*



le crédit "spécial vacances" s'applique à l'ensemble de la gamme Renault

Consultez votre concessionnaire Renault

RENAULT
Renault préconise ELF

*Après versement du comptant légal : 20 %, le plus souvent couvert par la reprise de votre ancien véhicule.

SCIENCES

Après huit mots et demi d'arrêt

LE RÉACTEUR SURRÉGÉNÉRATEUR PHÉNIX

EST REMIS EN MARCHÉ

Le réacteur surrégénératoire Phénix de Marcoule a été de nouveau couplé au réacteur de D.E.F. lundi 20 juin, à 19 heures, après un arrêt de 22 jours consécutifs à l'arrêt de la production d'énergie atomique (C.R.A.). Il fonctionne aux 100 % de sa puissance.

Phénix est le seul réacteur industriel de 350 MW de la filière française surrégénératoire, dont Super-Phénix (1 200 MW) doit être le maillon suivant. Il a été mis en service le 11 juillet 1975 et a depuis lors produit 10 millions de kilowatt-heures.

Phénix a pour particularité de ne pas produire de chaleur, mais de produire de l'électricité. Les neutrons rapides qu'il émet sont utilisés pour produire de l'électricité, mais aussi pour produire des isotopes radioactifs.

LES PRIX NATIVELLE ET GRIFFUEL ONT ÉTÉ DÉCERNÉS

Deux prix importants, attribués à des médecins, ont été décernés le mardi 20 et le mercredi 21 juin, à Paris.

Le prix Claude-Adolphe pour l'art de la médecine, d'un montant de 500 000 francs, a été attribué par un jury présidé par le professeur Froment à M. Paul Froment (Montpellier) et M. Paul Froment (Paris) pour leurs travaux sur les anomalies cardiaques et ses anomalies, ainsi que pour la contribution qu'ils ont apportée, par leurs publications, au rayonnement de la médecine scientifique française. Le professeur Froment a, en effet, été désigné comme un pionnier en matière de cardiologie ; quant au professeur Laurens, il a été le premier dans le monde à réaliser un stimulateur cardiaque implantable, en 1957.

Le prix de cancérologie Léopold-Giffard, d'un montant de 100 000 francs, a été remis par l'Association française pour l'étude du cancer à M. Paul Froment (Paris) pour ses travaux sur le cancer, à Villiers, au professeur Henry Kaplan, directeur du département de radiologie de l'Université de Stanford (Californie), pour ses contributions exceptionnelles à la biologie des radiations et à la perfectionnement qui ont ainsi pu être réalisés en la thérapeutique des cancers et leucémies (notamment de Hodgkin, notamment) par la radiothérapie.

ÉDUCATION

Portrait

Profession : suppléante éventuelle

Martin, vingt-deux ans, a fait « un peu tous les services » de la fonction publique, en 1976. « Je n'ai jamais été dans la catégorie de personnel de l'Etat le plus mal loti : les suppléants », dit-elle. Elle est suppléante en histoire, encore en « journalisme », et nombre de suppléants ont des problèmes de santé. « C'est un problème de santé », dit-elle, « résolu par l'enseignement primaire, on a un service de suppléants ». Elle est suppléante en histoire, encore en « journalisme », et nombre de suppléants ont des problèmes de santé. « C'est un problème de santé », dit-elle, « résolu par l'enseignement primaire, on a un service de suppléants ».

Par amour des enfants

Martin n'a pas d'enfant. Elle est suppléante en histoire, encore en « journalisme », et nombre de suppléants ont des problèmes de santé. « C'est un problème de santé », dit-elle, « résolu par l'enseignement primaire, on a un service de suppléants ».

Le R.P.R. met en garde contre une « application imprudente » de la réforme Haby

Le Rassemblement pour la République (R.P.R.) a réaffirmé, dans un communiqué de son secrétaire général, M. Jérôme Monod, son accord sur les objectifs de la réforme Haby. Le R.P.R. estime que la réforme Haby doit permettre de donner au système éducatif la stabilité à laquelle le pays aspire. Cependant, « si les moyens nécessaires à sa mise en œuvre n'étaient pas engagés, écrit M. Monod, on peut craindre un abaissement du niveau des études et une aggravation des difficultés des élèves retardés ou handicapés, sans bénéfice pour leurs camarades plus favorisés ».

CORRESPONDANCE

La situation d'une école privée de moniteurs-éducateurs en Lozère

La situation d'une école privée de moniteurs-éducateurs en Lozère. L'association générale des supérieurs généraux du Sacré-cœur nous adresse les précisions suivantes : la loi de 1959 (loi n° 1010 du 10 août 1959) relative à la situation des moniteurs-éducateurs en Lozère. L'association Pierre Monestier (A.P.M.) reconnaît parfaitement le droit à l'organisation syndicale des enseignants et des élèves ; la création de sections syndicales à l'école privée de moniteurs-éducateurs de Saint-Rome-de-Dolac n'a jamais fait l'objet de dénonciation de la part de l'A.P.M. Le conflit, tel qu'il y a, est né de divergences de vues entre l'A.P.M. gestionnaire, titulaire de l'agrément ministériel, et la direction de l'école, divergences de vues manifestes à partir de 1976. C'est à cette date que l'A.P.M. est amenée à démissionner — non pas l'existence de formations syndicales — mais l'organisation politique au sein de l'école (existence d'une cellule du P.G.), les orientations idéologiques, et certaines structures de fonctionnement (collectif de direction et de surveillance sur structures existantes). Ces divergences de vues considérées par l'A.P.M. comme essentielles, ajoutées des difficultés financières, ont déterminé l'A.P.M. à ne plus assurer la gestion de l'école à partir de la rentrée scolaire 1977. Cependant, les élèves engagés en 1976 seront conduits au terme de leur formation, fin 1978 (décision de l'Assemblée générale du 23 février 1977). A noter qu'il n'y a aucune divergence de vues entre l'association gestionnaire de l'école (A.P.M.) et la congrégation, contrairement à ce qui est dit en la visite de M. Haby au lycée Janson-de-Sailly.

La visite de M. Haby au lycée Janson-de-Sailly

M. Haby, vice-président de l'Association des parents d'élèves (A.P.E.) du lycée Janson-de-Sailly, à Paris, nous a adressé la lettre suivante : « J'ai eu l'honneur de vous adresser la lettre suivante le 12 juin 1977. Elle vous expose la situation de l'école de moniteurs-éducateurs de Saint-Rome-de-Dolac, en Lozère, et les divergences de vues entre l'association gestionnaire de l'école (A.P.M.) et la congrégation, contrairement à ce qui est dit en la visite de M. Haby au lycée Janson-de-Sailly. »

BOURSES

Été 1977 Fondation internationale COURS ET PLAGE Espagne - sur la Costa del Sol ANGLETERRE Oxford - Londres Paris Anglais, espagnol, portugais, français - Stages A.V. d'espagnol pour les professeurs COMPAGNIE EUROPÉENNE DE FORMATION PERMANENTE 2, bd de Rome-Nouvelle 75014 PARIS - Tél. : 233-67-68 ESPAGNOL - ANGLAIS

Le baccalauréat dans une famille d'immigrés

« Elle travaille bien, la petite »

Diego et Carmen C. habitent Montreuil (Seine-Saint-Denis) depuis quinze ans. Originaires de la région de Cordoue, en Andalousie, ils ont quitté l'Espagne « pour trouver du travail », avec leur petite fille, Marguerite, alors âgée de trois ans. Diego est aujourd'hui soudeur-décapeur chez un artisan, et Carmen fait quelques ménages. Quant à Marguerite, qui va fêter ses dix-huit ans la semaine prochaine, elle se présente au baccalauréat. « Elle travaille bien, la petite », dit fièrement sa mère. Elle ne fait pas le poussier, au contraire : elle s'occupe de la maison, de la cuisine, du linge, du repassage. Elle a une petite chambre, mais elle aime bien. Elle a une petite chambre, mais elle aime bien. Elle a une petite chambre, mais elle aime bien.

MATH-SECOURS

OBJECTIFS RÉVISIONS : 29 août au 3 septembre. PRÉ-VISIONS : 10 au 13 septembre. Parce que l'avenir d'une année scolaire... se prépare avant la rentrée scolaire... 120 bis rue de la République - 93000 NOUVELLES-LEZ-LILLE - 02 20 20 20 20 - 02 20 20 20 20 COURS PRIVE

MIRABEAU CONCESSIONNAIRE 71 AV. DE VERSAILLES - PARIS 16^e (PONT MIRABEAU) Tél. : 624.46.66 Gamme 6 cylindres. Tous modèles disponibles

VOITURES D'EXPORTATION T.T. SEDAX 3, rue Scheffer, 75016 PARIS 727.64.64 + 553.28.51 + Citroën • Peugeot • Renault • Lancia • Chrysler • Mazda Toutes marques étrangères Finition exportation FAUX kilométrage CHASSIN usine Toutes possibilités de crédit-leasing EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 1960 à 1976 DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIÈRE

ÉCOLE DE GESTION DU PERSONNEL Admission niveau Bac Durée des études : 3 années LE DIRECTEUR REÇOIT LE MATIN OU SUR RENDEZ-VOUS 25, rue de la République, 75001 PARIS - Tél. : 361-67-31

Chez Leroy, il y a de nouvelles lunettes pour tous les soleils. Vous ne « prenez » pas le soleil à Paris comme au Brésil, en Savoie, ou sur la côte d'Azur. Les yeux non plus. En ville, un filtrage léger et respirant leur suffit alors qu'en montagne ou à la mer, ils ont besoin d'une plus grande protection. Pour vous permettre de passer d'un soleil à l'autre, en toute tranquillité, Leroy a à disposition des verres filtrants dans un grand choix de montures et notamment les montures de coloration variable dont la coloration varie en fonction de l'intensité du soleil. Et avec la collection de montures solaires LEROY, vous savez le mode sans rien changer à votre style. **LEROY** Opticien 104 Champs-Élysées 27, bd St-Michel 15, bd Haussmann 147, rue de Rennes 127, rue de Valenciennes 135, rue de la Chapelle 30, bd Berlioz Rayons spécialisés en verres de contact et appareils optiques

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE RECRUTE DES **ÉTUDIANTS** POUR PARTICIPER DANS TOUTES LES UNIVERSITÉS DE FRANCE ET DE PARIS A UN CHAMPIONNAT DE PROMOTION DE LA PRESSE ÉCRITE ET DE VENTE D'ABONNEMENTS DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE ET SCOLAIRE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1977 AU 30 JUIN 1978. Les candidats doivent : • Être inscrits régulièrement à l'université pour l'année 1977-1978. • Être aptes à la vente, posséder une culture générale et avoir la personnalité. • Être capables de recruter, former, diriger et contrôler une équipe de délégués étudiants. • Connaître parfaitement leur ville, disposer d'une voiture et, si possible, du téléphone. L'activité qui s'exerce uniquement sur le lieu de leurs études est compatible avec la poursuite normale de celles-ci : il est demandé 25 heures environ effectif par semaine. La rémunération, liée aux résultats, garantit des gains élevés. Adressez votre candidature (curriculum vitae manuscrit + photo d'identité récente) à : OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE 15, rue Tiphaine - 75740 CEDEX 15 Il sera répondu à toutes les candidatures.

ci-dessus inexplicablement quelques jours après l'arrestation du gang des Lyonnais. « Avec Chavel, bien sûr, le plus malin, mon maître, celui qui m'a formé. Avec bien d'autres gars, les gens haut placés dont j'ai entendu les qu'en-tin dans les journaux, mais je ne peux pas vous dire lesquels. » La parole d'un repris de justice contre celle de ces gars... Sais-je puis, de façon... pas mon genre... »

L'avocat général, M. [nom] dit alors : « Vous n'avez fait aucune activité politique. A priori, ce n'est pas à retenir. Ce n'est

Interrogé sur les déclarations Edmond Vidal, M. Gaston Desferrière nous a indiqué qu'il n'avait aucune déclaration à faire après les révélations de M. Edmond Vidal. « Cela m'étonne pas du tout », qu'il le SAC, a-t-il répondu, « car ce régime est pourri. De toute façon, a-t-il conclu, j'étais seul dans ma chambre. Ma femme n'était pas là. On n'a donc pu enregistrer ces deux renseignements. »

Alors, pour changer, si l'on parlait un peu des drogués guéris, si l'on écoutait profondément ce que certains sont capables de raconter. Oui, ■ dis bien « raconter ■ car c'est un long, et dur, et laborieux voyage [...].

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes
Tél.: 522.15.52

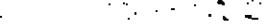
*Documentation et listes
francs et étrangers*

- 75008 PARIS

*des correspondants
étrangers.*

Consult

...and the



**la lente
rupture**

**POUR COMPRENDRE
LES ELECTIONS
ESPAGNOLES**

Jean Rony


**LA LENTE
RUPTURE**

L'Espagne entre le
franquisme et
la démocratie

Le volume, 20 F

SS

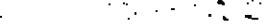
EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

 **YSOPTIC**
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

*Documentation et liste des correspondants
francophones et étrangers sur demande.*

Consultez

...and the



ues de Besancon en

Le meurtrier de Djilali Ben Ali devant les assises de Paris

Les tensions de la Goutte-d'Or

[illegible]

Homicide « involontaire » ? Le 7 octobre 1971, vers 8 h 50, Djilali, 30 ans, célibataire, 1 m 65, 65 kg, quinze ans, frappe au couteau la loge de Mlle Genevieve Marchand, concierge. A peine l'acte commis, Djilali s'enfuit par la porte de sa loge. Il est poursuivi par elle et l'attrape au cou. Mlle Marchand appelle au secours. Les voisins accourent. Ils survient alors s'empare du fusil et s'empare en coup de feu part. Djilali tombe à terre. M. Pigot aurait dit : « C'est l'opinion du procureur de la République qui a demandé la requête pour la disqualification de l'impulpation d'homicide volontaire en crime involontaire volontaire extrême la mort sans intention de la donner ».

Meurtre « banal » ? Mlle Marchand était accusée au châteaubien de la porte de sa loge par un homme qui avait une force inaccoutumée. Lui-même la grifferait et appellerait sur son cou ou en la tenant par le cou de sa blouse. Elle appelle à l'aide. Son compagnon, dans un accès de fureur, se jette sur elle et la tue. Mlle Marchand était-elle si gravement menacée que le coup de feu était une réaction proportionnée à l'attaque ? M. Daniel Pigot, face à la cour d'assises, dit que son compagnon, un jeune homme, aurait pu peur.

« Un climat
de dénigrement »

Crime raciste ? Le 17 avril à eu lieu, 53, de la Goutte-d'Or, (18^e). A l'époque, huit mille travailleurs immigrés étaient installés dans ce quartier au contact des cinq mille métropolitains (le Fonds du 6 avril 1972). Djilali Ben All est Algérien, M. Daniel Pigot Français. Le jeune Ben All et M. Pigot se sont déjà heurtés : M. Pigot a repris. Les tensions entre les deux communautés sont parfois vives.

M. André Bricout, livreur, cité comme témoin, rejette néanmoins toute coloration raciste dans ce fait divers : « Monsieur le président, je n'ai vu aucun noir et j'ai parlé de racisme. Des travailleurs noirs m'ont même participé à une collecte

POLICE

LES OFFICIERS DE C.R.S.
DECLARENT LE DROIT DE GREVE
A LA REFORME DE STRUCTURES
EST APPLIQUEE

Pour la troisième fois, c'est le moment du projet ministériel de réforme des structures de la police nationale, son directeur général, M. Robert Pandraud, vient de faire connaître à Paris, pour deux jours, les commandants et groupements de C.R.S. et l'ensemble de la France.

Il a été décidé, lors de cette conférence à Paris, de ne prendre la « température » du C.R.S. ni plan hiérarchique, ni plan géographique, mais la réforme entre dans sa phase ultime. Si les responsables régionaux des C.R.S. n'ont, jusqu'ici, été que des observateurs, ils ne seront, cette fois, que l'expression d'une désapprobation... le reste de la hiérarchie n'ayant pas été consulté.

La fusion projetée entre les grades plus élevés de la police nationale et le corps des commandants de C.R.S. est donc

[illegible]

... THE CONTACT ...
... plus be ...

Faits et jugements

Les militants du GUD jugés le 28 novembre.

Des heurts se sont produits, jeudi 14 juin, peu avant 18 heures, aux abords du Palais de justice de Paris. Après le report au 28 novembre du procès de la G.D.P. (Groupe Défense), soupçonnés de 29 attentats le 5 mai 1968, les étudiants manifestent leur sympathie pour l'UNEP. Les jeunes gens sont alors plaintifs, et sont attaqués à la suite du Palais de justice par une quinzaine de manifestants d'ex-

Ces derniers, armés de armes métalliques, ont chargé, après avoir fait le salut fasciste, leurs adversaires qui se sont dispersés en fuyant dans l'enceinte du Palais. Jusqu'à l'arrivée, vingt-cinq minutes plus tard, d'un bataillon de police appelé en renfort. Pour suivi sur le pont au Changé, un jeune homme a été frappé par une dizaine de personnes.

[illegible]

LAURENT GREILSAMER.

Relaxe d'un négociant en viande

Le cour d'appel de Chambéry a relaxé M. Joseph Carrel, négociant en viande qui avait été condamné le 3 avril 1938 par le tribunal correctionnel de Bourgoin (Isère) à un mois d'emprisonnement avec sursis et à 100 000 francs pour abus de confiance de denrées alimentaires impropres à la consommation. Le même jour 28 mars et le 10 avril 1938, les deux appels ont été jugés. Le premier d'appel est estimé que la preuve formelle de la corruption des viandes n'est pas faite. Le second d'appel par M. Carrel n'avait pas été établi.

● Les hommes présents d'abord à la messe ont été conduits pour leur opinion à l'extrême droite, et ont été arrêtés par la police judiciaire de Versailles. Il y avait M. M. Cadet, vingt-trois ans, F. Pelletier, vingt-quatre ans, et un certain nombre de "bosny-sous-Bois". Les autres n'auraient, en compagnie de K. Kostitzky, été une source d'attentats, et locaux et représentations. Il semble-t-il, le principal animateur groupuscule d'extrême droite dénommé Front de libération des

Mais, selon les policiers, il aurait été ~~mis en~~ la suite d'une affaire sentimentale qui l'avait opposé à l'un de ses deux ~~amis~~ MM. ~~et~~ Peillon inculpés par M. ~~Henri~~ Laroche juge ~~à~~ Meaux, on

L'avocat et le salariat.

Le 5 juillet, vingt-deuxième jour de la mort de Paris, M. Fabre, avocat stagiaire, laquelle tribunal du huitième arrondissement accorda, le 11 avril, indemnités de titres de préavis congés payés et rupture de contrat en la considération du salaire du dévouement de M. Fabre, Guengnot, qui l'avait congédié (le 26 = 29 avril).

M. Guyon Picca, député radical, a insisté à plusieurs reprises sur l'urgence de la loi relative aux affaires de confiance du 14 juin, car il fallait avoir une loi criminelle sur opinion : un homme ne peut être considéré comme un schizophrène.

● **A propos de l'affaire des fautes graves**, le ministre de l'Intérieur, par une décision correctionnelle du 1^{er} Paris a rejeté le 21 juin la demande de mise en examen présentée par la direction départementale de la Seine de la revue *Le Monde*, et de son directeur collaborateur Maurice Desroches, poursuivis en vertu d'un mandat par M.M. Georges et Louis Lemaître, déclarant que les fonctionnaires de la Direction de la Police n'ont pas le droit de saisir les tribunaux correctionnels pour l'application de la loi sur la presse, devant le tribunal de la Seine, sous prétexte qu'ils ont été chargés de la surveillance de la presse, et qu'ils ont agi de cette manière en vertu d'un mandat de comparution.

Le procès a été renvoyé au 2^{ème} septembre 1934 (voir page 2, juin).

**Les écoutes
du « Canard enchaîné » :
décision le 12 juillet.**

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Henri Blaser, a examiné, mardi 21 juin, en appel, l'ordonnance de non lieu rendue le 29 décembre 1976 par M. Hubert Pinsseau, juge d'instruction, dans l'affaire des *Canard Enchaînés* (le 11 janvier 1977).

M. Roger Fresson, directeur de l'hebdomadaire, partie civile, comparait à la cour d'informer cette ordonnance en sollicitant l'inculpation des policiers reconnus par Mme Bertin, en affirmant la volonté de confronter les policiers à plusieurs inspecteurs de la D.S.T., malgré

M. Charles Combarieu, député général, a demandé la confirmation du non-lieu, en alléguant que les preuves de culpabilité en l'espèce manquaient à la phase préparatoire du procès et qu'il ne pouvait y avoir, en l'espèce, violation de l'immunité pour un crime encore inconnu. L'arrêt fut alors rendu le 23 juillet.

■ Deux ressortissants français ont été arrêtés en Grèce pour suspicion de trafic d'antiquités. Il s'agit d'Alain Marin, 40 ans, fonctionnaire aux services de police, et Gérard Barbarat, vingt-neuf ans, électricien, tous deux domiciliés à Gravel (Val-de-Marne). Le procureur du tribunal des flagrants délits du Paris les a inculpés de recherches frauduleuses d'antiquités.

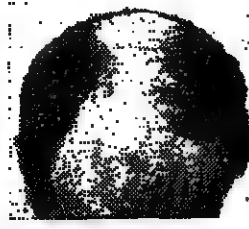
Les deux lois

Lorsqu'il fait bon vivre.



Marie Brizard le plaisir d'un alcool frais.

ne restez plus chauve!



Adoptez la nouvelle technique d'HAIR SERVICE. Vous seul connaîtrez le secret de votre chevelure. Vivez, riez, plaisez... complexe!

Consultations gratuites sur rendez-vous - Tél. 720.77.61

Nom _____ Adresse _____
Tél. _____
HAIR SERVICE - 63, Avenue Marceau - 75016 PARIS

MONDIAL MOQUETTE

PRIX CHOC

NOUVEL ARRIVAGE!!

STOCK SUR PLACE

MOQUETTE VELOURS

grande largeur 29^F le M²

MAGNIFIQUES COLORIS

POSES ASSURÉES

PARIS 18^e : 114, rue Darnéfont
Tél. : 606-05-73

SAINT-DENIS : 73, rue de la Répub
20.92.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur
5 mn Pte des Lilas - 858.16.46

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni
605.45.12

COIGNIÈRES (NO) : près Trappes
route du Pont d'Aulneau
461.70.12

POSSÈS-SURVILLIERS : zone
industrielle de Fossé
SNCF - 471.03.44

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

MAISONS-ALFORT : 129, rue
Jean Jaurès, RN 5 - 375.44.70

SARCELLES : 29, av. Division
Lacière, RN 16 - 990.00.77

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m Pte d'Orléans
539.35.52

PARIS 18^e : 124, bd de la Vilette
Métro Cl. Fabien et J. Jaurès
209.00.79

CARNET

Naissances

— Chloé, Alain et Françoise Blane, Chabert, sont heureux d'annoncer la naissance de
Arthur-Théophile.
le 31 mai 1977.

— M. et Mme Jean-François Arènes de Bernardin.
54111 Mont-Bonville.

— M. François Martinière et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

Fiançailles

— M. D. Delaport et Mme. née Christine Orban de Xivry.
Ses fiançailles ont été célébrées avec M. Christophe Normier.

Mariages

— M. François Maunoury et Mme. née Christine Orban de Xivry.
Ses fiançailles ont été célébrées avec M. Christophe Normier.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

Décès

— Les familles Boudier, Carré, Brousselle, Georges, Valet, ont la douleur de faire part du décès de
Mlle Suzanne Boudier.
survenue le 20 juin 1977, à l'âge de 82 ans, rue Dora, le 23 juin, à 16 heures, et inhumation le 24 juin 1977, à 10 heures, en l'église de Bagneux-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part, 4, rue Lecomte-de-Noy, 75016 Paris.

— Mme Adolphe Lepape, née M. M. Lepape et ses enfants, M. et Mme F.-A. Lepape et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Adolphe LEPAPE.
professeur honoraire à l'EPCL, chargé de cours au Collège de France, survenu le 15 juin dans sa quatre-vingt-douzième année.
Les obsèques ont eu lieu le lundi 20 juin, en l'église Sainte-Gertrude, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part, 52, rue de Bercy.

— Toulouse, Mons-la-Trivaille (34).
Mme Henri Maurel.
M. Jean Lalanne.
Les familles Maurel, Castella, Casaux, sont heureux d'annoncer la naissance de
Arthur-Théophile.
le 31 mai 1977.

— M. et Mme Jean-François Arènes de Bernardin.
54111 Mont-Bonville.

— M. François Martinière et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

— M. et Mme Lucien Paillet.
M. et Mme Robert Sorignat.
M. et Mme Jean-Marie et Mme. née Isabelle Martinière, sont heureux de la naissance de
Bertrand.
le 10 juin 1977.

Le 1

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

La dignité

UNE EXPOSITION GREUZE A DIJON

La dignité des pères et leur puissance terrible

C'est qui frappe peut-être le plus dans la personnalité de Grouze, c'est son indépendance d'esprit et le caractère unique de son talent. Fils d'un maître couvreur qui voulait faire de lui un architecte, il passe quelques années à Lyon auprès d'un peintre local, arrive à Paris vers 1780, suit les cours de l'Académie de Natoire, un de ses biographes remarquant que « sa trop grande vivacité ne lui permit pas de se plonger à recevoir des leçons de son maître ».

Un jour, l'Académie organise un orgueil qui lui va déjà de toutes intimités, il est nommé en 1785 membre de l'Académie et, la même année, expose plusieurs tableaux au Salon, dont un enfant qui pleure devant son père qui fait la lecture de la Bible à ses enfants. Un portrait d'enfant, une scène de genre qui est un tableau de vie domestique, il a désormais traité les sujets qui conviennent à son caractère et à son époque, les enfants qui se disputent, les enfants qui se parlent, les enfants qui se jouent, les plus variés : « J'en ai trempé mes pinceaux dans mon cœur ».

[illegible]

absolue, singularité à laquelle on ne trouve pas de plus que l'attention admirable, digne de Chardin à un niveau auquel Greuze ne se maintiendra pas toujours dans la suite de sa carrière.

Les titres de ces ?

italienne. Un oiseau qui, au retour de la chasse, accorde au gîte le plus hospitalier, le plus agréable.

Que veut nous dire cette grosse fille à seins nus érolée dans sa culotte, avec son visage ahuri et son pied déchaussé ? Quels sataniques desseins médite l'oiseleur, ce Papageno-Scapin crié sur son instrument, et dont le visage égaré, plus à l'aise dans l'air, imite avec les effets d'après nature les ruses du

L'élève de personne

[illegible][illegible]

Homme sans accordant
une guitare (étude pour
l'Œufleur).

police lors de la séparation. Pauvre Greuse ! Le peintre des conditions et des pratiques bourgeoises, c'est aussi cela, même dans un siècle aussi policé (voir le dessin *La Femme colère*).

Retour à Paris en 1767. En 1769, Greuze expose vingt œuvres au Salon, dont la *Jeune fille qui pleure son pigeon mort*, (*ce tableau, le moineau de Lesbie*), la *Tricoteuse endormie*, la *Dévideuse*, et un *Tableau représentant le Repas caractérisé par une femme qui se livre à la lecture*. On lui fait montrer les autres enfants qui dorment (*un chat d'oreurre*). En 1761, il fait le portrait du dauphin, refuse de faire celui de la dauphine parce qu'il *s'exprime pas les étages piétreux*. L'année 1761 est celle de l'Académie de village, qui connaît un *vé succès*, une école fondée lors de la *présentation* de son *tableau* *l'Académie de village*.

Fils ingrat et du **pun.** Diderot s'écrie : « Greuze s'est élancé d'un coup de la bambochade dans la peinture d'histoire ».

Belle formule ■ qui résume le problème. Greuse a fait ce qui sera ■ un siècle plus tard l'ambition de Courbet ■ (de Millet) : de la grande peinture ■ ■ ■ ■ ■ un « tableau historique » (c'est le titre de l'Entierrement à Orlans)

À partir d'une scène de guerre. Les procédés? Composition en frise et bas-relief, l'antique, accentuée par le jeu des mains et de ces « formes onduleuses et pyramidales » qu'admirait Diderot. Gravité passionnée, romaine, des attitudes. Étude de l'« expression », à la manière des classiques, sensible surtout dans les admirables majestés et les esquisses des œuvres maîtresses. Extrême tension dramatique, l'ordonnance du tableau évoquant la scène qui faisait le « nœud » d'une tragédie ou d'un drame, du drame bourgeois. Diderot, pour le dire encore, faisait à l'œuvre la théorie en des termes qui correspondent à nos conceptions actuelles de l'œuvre d'art.

Jupiter, qui est une des révélations de l'exposition, il préfère s'en tenir à la peinture des conditions et des drames de la vie privée. Dans ce domaine, il était en effet sans rival et l'on ne dira jamais assez que peu de peintres ont à ce point inventé leurs sujets et leurs manières, créé leur iconographie. Grimm remarquant déjà, qu'E « n'était pas de personne »

Les tragédies de l'enfance

Les raisons du succès de Greuze. Il en est d'autres : l'émotivité, la parfaite lisibilité de son œuvre qui, selon un critique de l'époque, faisait « verser des larmes à des âmes indifférentes jusqu'à ce jour à la force magique de la peinture » (Greuze est à cet égard le premier des peintres victorians). Et surtout la parfaite correspondance entre cette œuvre et les préoccupations morales de l'époque. Greuze a dit au public éclairé de son temps ce que celui-ci voulait entendre, ce que la lecture de la Nouvelle Édition

lui avait appris à considérer
comme une des revendications
fondamentales de la société nou-
velle par rapport aux « tétons »
et aux « fesses » de Boucher ou
à la Majesté des hommes du
cœur : l'attention portée aux

du monde rustique et des mœurs provinciales, le respect de la vieillesse, de l'enfance, l'éducation de la jeunesse (voir la superbe *Œuvre de charité*), la piété filiale et la « dignité des pères et leur puissance morale » et le « sacré du mariage conjugal ».

C'était à jouté un sentiment
 à la fois de l'ancien Régime
 et d'un tant d'enfants
 que celle-ci et
 d'un égard, une
 d'un malin
 d'un « frissonne d'enfants »
 selon Mme Geoffrin,
 Diderot dit qu'elle
 la population et que
 une qui « se fient et un
 sens » pouvait que l'interprète
 ainsi : « Fais des enfants à la
 femme ; fais-lui en
 pourras ; d'en qu'à
 de sa vie d'un bien plus
 de ces hommes, le
 l'art de l'écriture
 cette fois », remarquait Diderot,
 en citer une folle
 Un homme bizarre, compliqué,
 quelque peu mégalomane, sentait
 jusqu'à désordre, et
 d'un
 d'un
 d'un violence,
 obsessions presque macabres. Il y
 a, dans son œuvre, autant de
 cadavres que de jeunes filles aux
 seins nus, et devant la Mort son
 père était dévoré par ses
 enfants, il était en ses
 parents. Faut-il, pour
 Goy, d'un de ses contemporains
 lui lui même reproché : la
 « sujets atroces » : « de ces
 fêlés qui font de la
 peints », écrivait l'un d'eux en

[illegible]

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Jusqu'au 7 août. [redacted]
d'Edgar Mitchell.

Les véhémences de Maïa Plissetskaïa

[illegible]

La voici, bien
bouquets de
Quelque
sa mince silhouette. L'œil
attentif, le soudain mais
sentiment croisées
autre, vivante, volubiles. On
drait un vol
son personnage
qu'elle depuis
d'en
d'un ballet. Mais il n'est pas facile pour
une mouette de vivre à la
un rythme
à Moscou, Plessetskaya est
peu à la
Chacune de
réactions, par la passion,
fait figure de défi : Mais sa
de toujours le Lac des
cygnes, et le dit. Mais
la férule du tout-puissant
vo incognito la
Grigorenko, et crie.
puls ygr respire un air.

Elle revient à Belgrade. Elle a vu Dunka Sifnios dans le *Boïéro* de Béjart, un ballet qu'elle sent exactement pour elle. Il le lui faut, c'est vital. Elle le danse à Bruxelles, à Paris. Elle voudrait partager le *Boïéro* avec son

[illegible]

- l'aisance, l'élégance, la maîtrise.
 Bâtar. En pensant à moi il a fait
 le rapprochement entre l'élégance
 can. l'aisance que j'ai eue et
 l'élégance déconcertante, très
 séduite. Il a écrit pas pour moi
 d'imiter la grâce, l'aisance, la
 danse, l'élégance, l'insouciance.
 Il a écrit, mais pour moi
 une élévation spirituelle. Pour la
 quelle elle ne danse, pour
 sa remise en elle-même, pour
 chaque elle-même. Ce qu'elle
 a fait, c'est briser la liaison
 nient quand par exemple
 de ne pas qu'une danse, c'est
 ce geste de ramener les mains
 plexus, c'est qu'une forme
 ouvre les bras et les
 s'élève.

■ Pour qu'une jeune génération puisse s'exprimer »

« J'ai vu Béjart à son baliet à partir des grands d'isadors, sur ques qu'elle a interprétées. Je l'ai vue à l'Opéra avec un public. A New-York, on m'a comprise. J'ai remporté un personnel mais on m'a oublié dans Duncan. Quand elle

[illegible]

Il y a tant de choses que l'aimable
apporter à la vie, que l'immense
un immense espoir de danser.
Depuis des années, les pour et les
à la vie : les les nourrir
précision de la vie. D'ailleurs, l'opéra
l'opéra de Paris, les les les les
un immense espoir de danser.
longtemps, qu'il y a tant de choses
choregraphes
choregraphes. Il ne les peut que
mais les sont là. Je peux citer Elzire,
qui je l'ai vu dans un film sur
les Exantiparités de Tournesure,
Elyman, Lebedev, les les les
encore. Je m'ai aidée pour créer
Anna Karoline, maintenant pour
de l'œuvre. Je n'ai pu prendre Paris
un pas de deux de Vassiliev.
Il y a quarante ans, et il
bien trop modestes. Moi, je
pour qu'une jeune génération
s'exprime, plutôt que pour
de Grigorovich ou de
Kirov, qui vient de la ballet-
Moi, j'ai aimé qu'on crée pour
moi, j'ai envie de danser du nou-
veau, de danser la vie.

MARCELLE MICHEL.

par exemple *Le Ménage de Molière* et *Le Triomphe de l'Amour*. Ce pressentiment du néo-classicisme, comme il le doit à la grande peinture du dix-septième siècle, à Poussin surtout, qu'il a redécouvert, interprété avec une étonnante intelligence, et l'on a pu dire que, s'il relevait de « l'art Pompadour », il était aussi « un anneau détaché de la chaîne des peintres de Louis XV » (Thoré), « un petit anneau de la chaîne d'or qui unit Le Sueur à Prud'homme ».

L'ameau est-il si petit ? Gréuse en tout cas multiplie à partir de 1775 les allusions antiques, dans des tableaux, dans des portraits, dans des médailles qu'il mène, de Diderot, ou de lui-même, et sa volonté est évidente de hausser le ton, de parvenir à plus de gravité, de dépouillement en éliminant ce que l'anecdote peut avoir de trivial, comme le montre la comparaison de son portrait avec celui de son fils puîné et les tableaux achevés en 1777-1778, où le chien lui-même s'est mis en has-relief.

Si Foustin a fourni à Gréuse les éléments de son style, il lui a aussi joué un très mauvais tour : le *Septime Sévère et Caracalla* qu'il présenta en 1769 comme un chef-d'œuvre de l'Académie, où il voulait entrer comme peintre d'histoire et qui est inspiré de la *Mort de Germameus*, tableau qu'il ystablissement obsédé et qui est à l'origine de la plupart de ses grandes œuvres, Gréuse fut admise, mais comme peintre.


Un jugement était assorti des attendus les plus sévères. Il en eut un mortel ressentiment et, bien que, parfaitement capable de

SEUIL

Marcelin Pleynet

Art et Littérature

1984, 1984 Coui dirigée par P. Seuil
544 pages 89 F
Du même auteur : Système de la peinture
Coll. 1984 12,50 F



Molière soigné à Düsseldorf

Monteverdi baroque

Bibliothèque Nationale

Bibliothèque de l'Arsenal

1, rue de Sully, 75004 PARIS

HENRI MERCHER

1912-1976

Exposition reliures

du 2 au 30 juin 1977

Ouverture chaque jour de 10 h. à 18 h., sauf le dimanche

Ouverture chaque jour de 10 h. à 18 h., sauf le dimanche

Les expositions d'été à travers la France

GALERIE DES PROUVAIRES
11, rue des Prouvaires (1^{er})
**DESSINS, AQUARELLES,
GOUACHES, PASTELS,
TABLEAUX**
XIX^e et XX^e
238-57-72

PEINTRES ESPAGNOLS
FRANCO - MAMPASO
MIGNONI - PERALES
SEMPERE
Villand et Gelaire
127, bd Saint-Michel - 225-59-61
17 juin - 17 juillet 1977

EXPO 90
90, bd Raspail - Paris (6^e)
SÉBASTIEN
les chemins
11 juin - 11 juillet 1977

studio montreuil
Les voyages 7 JUIL - 7 JUILLET
d'œuvres de François
Rabelais
20 à 20 h
25, rue de la Loi
musée des 17^e
FNAC-COPAR
858.65.33
Le spectacle qui en ne peut
pas voir une seule fois

BELLA LEWITZKY
Dance Company
- Tout est permis, brisé, joué et
lyrique dans l'expression.
- La Quotidienne de Paris.
- Danse pure et simple. Redonne
force, confiance et sérénité.
- Le Monde.
- Synthèse parfaite de classique
et de moderne. Une œuvre.
- Le Parisien (Paris).
ESPACE PIERRE CARDIN
22-24 JUIN 1977
Location : 266-17-30

Audition
publique des scènes
du concours
RENÉ SIMON
1977
Samedi 25 juin 1977, 14 h. 30
Entrée libre
THÉÂTRE ANTOINE
14, boulevard de Strasbourg
(Métro : Strasbourg-Saint-Denis)

Une adaptation
de Moby Dick, quand
un capitaine de navire
comme l'est Stuart, est
comédiens. Les deux
comédiens, comme si par
un miracle, se retrouvent
à la fois dans ces
moments où les services culturels
ont mis quelques-uns des
meilleurs auteurs de la littérature
de la fin du XIX^e et du début
du XX^e siècle. Mais, pour une
part, les auteurs de la
Caractéristique de la
réalité : on pouvait se croire dans
un monde d'aujourd'hui, au large du
Côté d'Est, est parti, dans
les années 1930, le Peuple, com-
mandé par Achab...
- Les comédiens ont beaucoup
de savoir, de culture et de
discipline. On sent un homme et
une femme, qui jouent à fond,
sans faiblesse, sans peur, sans
façon, pour avoir envie de
lire ou de relire, et, en fait,
tactique chef-d'œuvre.
GUY DUMAS
« Moby Dick » est une œuvre
qui gagne, le roman de Moby
Dick, sur le plateau, sa dimen-
sion, demeure, son souffle, son
mystère, son dépassement dans la
tactique.
- Moby Dick, le mer. Quel-
que chose d'obscur, de profond,
de passion, la tête s'ouvre sur des
choses. L'humanité tourmentée
s'interroge. Et la tête, la tête
bataille nous rend à la vieillesse
prométhéenne...
- Tout est si pas parfait, mais
ne cesse de nous parler, hau-
tement, librement, dans un sym-
bole royal de l'humanité. Le thé-
âtre, rom comme la Terre, roul-
dans l'espace, antique.
PIERRE MARCASSU
« le Fleuve »
Théâtre de la Tempête
Carrouxerie 328-36-36

Provence - Alpes - Côte d'Azur

● **AIX-EN-PROVENCE**
L'arbre. — Environ
soixante peintures, dessins et aquarelles
du XVIII^e à nos jours (Musée
Granet, jusqu'au 18 juillet).
Vie du Christ, pie de la Vierge. —
Tapisseries de la pré-Renaissance (Musée
des tapisseries, jusqu'au 15 novembre).
Don Quichotte vu par un peintre du
XVIII^e siècle : Notre (Musée des
tapisseries, du 30 juillet au 19 septembre).
● **ANTIBES**
Le grand peintre, peintre, architecte
et architecte : La couleur et la cité (Fon-
dation Vasarely, juin-août).
André Chénier : La Gloire des rois (Hôtel
de ville, juillet-août).
Lucien Clergue (Hôtel de ville, septembre-
octobre).
● **ANTIBES**
Les grandes expositions des cinquante
derniers premiers grands prix de Rome
de peinture (Musée Picasso, jusqu'en
octobre).
● **ARLES**
Gustave Singier. — Une quarantaine de
peintures, œuvres graphiques, affiches
(Musée Béraud, juillet-septembre).
Miro. — Peintures et sculptures (Cha-
pelle de la Charité, juillet-septembre).
Le signe en Mésopotamie. — Cent vingt
pièces du Musée de Bagdad
(Galerie Saint-Trophime, mai).
Photographies : Glébe Prand, Otto
Steiner, Lenhart Wilson, Callaghan
(Musée Béraud, été).
● **AVIGNON**
Jean-Pierre Lator : Le Champ non
spéciale. — Gravures de 1971 à 1977
(Palais des papes, du 5 juillet au 28 août).
● **CAGNES-SUR-MER**
Peinture internationale de la
peinture (Musée-Château, 11 juillet
au 11 septembre).
● **CHATELAIN**
Photographies de Glébe Prand, Otto
Steiner, Lenhart Wilson, Callaghan
(Musée Béraud, été).
● **LE HAUT-DU-CRESTET (Vaucluse)**
Sculptures et tapisseries contem-
poraines (Centre de création, en perma-
nence).
● **DRAGUIGNAN**
Musée international d'art (Théâtre
municipal, du 3 au 31 juillet).
● **GORDES**
Art roman de Provence (Musée de
Sénanque, jusqu'au 30 septembre).
Soto, œuvres inédites (du 1^{er} juillet au
22 août).
● **MARSEILLE**
Vladimir Adam. — Gravures plastiques
(Musée Cantini, jusqu'au 15 septembre).
Lumière et mouvement, peinture de la
matière. — Art contemporain de la
République fédérale d'Allemagne (Gale-
ries de la Vieille Charité, jusqu'au
15 septembre).
● **NICE**
Raoul Dufy à Nice. — Pour le cen-
tième anniversaire de sa naissance (Gale-
rie des Fenêtres, juillet-fin septembre).
Miro Chagall : Peintures bibliques ré-
centes, 1968-1976 (Musée national, im-
mense biblique Chagall, du 10 juillet au
28 septembre).
Jean-Baptiste Carpeaux. — Rétrospective
1939-1961 (Musée de la marine, juillet-
fin septembre).
Miro Chagall : Peintures bibliques ré-
centes, 1968-1976 (Musée national, im-
mense biblique Chagall, du 10 juillet au
28 septembre).
● **VALENTIGNEY**
Georges Braque (Musée de Simiane,
du 17 juillet au 12 septembre).
● **VILLENEUVE-LES-AVIGNON**
La gravure dans le Sud (Char-
treuse, du 11 juillet au 30 août).
Dix peintures à l'aube : six pratiques
artistiques à partir d'une région, la
Bourgogne. — Œuvres de Jean Bennett,
Sammel Buri, Paul-Armand Gette, Rolf
Isell, Jean Messager, Gilles Richard
(CIRCA, Chartreuse, du 9 juillet au
31 août).

Rhône-Alpes

● **ANNÉCY**
Cent ans de la création : 1877 -
1977 - Hommage à Paul Grimaud.
Œuvres d'animation et illustrateur (mu-
sée, jusqu'en septembre).
● **CHAMBERY**
Richard Hamilton, peintre et séria-
liste (Musée des beaux-arts, jusqu'en
juillet).
● **GRENOBLE**
Œuvres de sculpture, peintures et des-
sins préparatoires (musée, jusqu'au 12
septembre).
● **LACOUR (Ain)**
Peintures lyriques. — Six artistes de
la région Rhône-Alpes (Centre d'art
contemporain, du 25 juin au 28 août).
● **LYON**
Œuvres de sculpture des collections du
musée et œuvres contemporaines acquises
ces deux dernières années (Musée des
beaux-arts, juin-août).
● **SAINT-ETIENNE**
Trois villes, trois collections. — Après
Marseille et Grenoble, les acquisitions
d'art contemporain de trois musées de
province (Musée d'art et d'industrie, à
partir du 25 juin).

Bourgogne

● **ANCY-LE-FRANC (Yonne)**
Les chemins de la création : Antonin
Artaud, Allan, Robert Corbe, Sam Sza-

Nord - Pas-de-Calais - Picardie

● **ARRAS**
Carlos Cruz-Diez (Centre culturel
Nord, mai).
● **BEAUVAIS**
Tapisseries modernes - tapisseries an-
ciennes. XV^e, XX^e siècles. — Collections
du Mobilier national (Galerie nationale
de la tapisserie, rue Saint-Pierre, jusqu'au
2 octobre).
Œuvres par ceux qui l'ont vu. — Pho-
tographies agrandies des années 1890-
1920 (Musée départemental de l'Oise,
ancien palais épiscopal, été).
● **BERGUES (Nord)**
Les dessins de l'école flamande du siècle
de Rubens : 1877-1880 (Musée municipal,
jusqu'en novembre).
● **BOULOGNE-SUR-MER**
La collection de Camille Enlart. —
Œuvres archéologiques provenant prin-
cipalement de la région de Boulogne et de
Chypre (Musée municipal, jusqu'au 15
septembre).
● **CALAIS**
La peinture flamande au temps de
Rubens. — Trésors des musées du nord
de la France (Musée des beaux-arts et de
la dentelle, du 3 juillet au 31 août).
● **COMPIEGNE**
Don Quichotte vu par un peintre du
XVIII^e siècle : Notre (Musée
national du château de Compiègne, ju-
squ'en juillet).
● **DOUAI**
Jan Van Scorel : 1578-1597. — Expositi-
on réalisée en collaboration avec le
Musée d'Utrecht (Musée de la Chartreuse,
jusqu'au 17 juillet).
● **LILLE**
Œuvres parisiennes de la fin du XVIII^e
siècle et du XIX^e siècle (Musée de la
ville, du 30 juin à fin août).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle. — Pho-
tographies d'Henri Cartier-Bresson (Palais
Rihour, été).
● **MARCO-EN-BARCEUIL**
Œuvres d'été. — Œuvres d'Appel,
Tholle, Di Martino, Goetz, Lensky, Peira,
Polakoff, etc. (Galerie Septentrion, Fon-
dation Provost, jusqu'au 31 juillet).
● **SAINT-OMER**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle, gravures,
peintures (Musée de la ville, Sandelin, du
25 juin au 31 août).

Pays de la Loire

● **ANGERS**
Tissus copés des collections françaises
(Musée des beaux-arts, jusqu'au 11 sep-
tembre).
● **MAULÉON-EN-PAREDES**
Les Vendéens et la gloire : peinture
d'honneur et décorations des dix-
neuvième et vingtième siècles (Musée na-
tional des deux victoires, du 26 juin au
26 septembre).
● **NANTES**
Aux sources de l'art roman : les Pouil-
les au dixième siècle. (Musée Dobrée, Ju-
squ'en 1^{er} septembre).
Jean-Baptiste Carpeaux, graveur (Musée
des beaux-arts, été).
Les Arbres. — Photographies de Franck
Kraus (Musée des arts décoratifs, du
30 juin au 11 septembre).
● **SAINT-SUZANNE (Mayenne)**
Sisère : « Le journal en image »
(musée de l'abbaye-Sainte-Croix, été).
● **SAINT-SUZANNE (Mayenne)**
Voyage aux îles fortunées. — Les décou-
vertes des navigateurs du dix-huitième
siècle, les œuvres littéraires et artistiques
qui ont suscitées. (Château, jusqu'au
1^{er} septembre).

Poitou - Charentes - Aquitaine

● **BORDEAUX**
La peinture britannique, de Chardin
à Bacon (Musée des beaux-arts,
jusqu'au 1^{er} septembre).
Maîtres, trente peintures (Bibliothèque
municipale, jusqu'au 18 juillet).
● **LA ROCHELLE**
Georges Rouault : la Misère (Musée
des beaux-arts, juillet-décembre).
● **MONT-DE-MARSAN**
Jean Arp, rétrospective (musée Lac-
aze, juillet-septembre).
● **PAU**
Péroux, peintures, pastels et gravures
(Musée des beaux-arts, jusqu'au 15 sep-
tembre).
● **PERIGUEUX**
Péroux, rétrospective (musée de la
ville, août-septembre).
● **POITIERS**
Béatrice Casadeau : 1972-1977, faire le
point. (musée Sainte-Croix, jusqu'en
30 septembre).
● **VILLENEUVE-SUR-LOT**
Loutres, gravé (musée Rapi-
n).

Centre - Limousin - Auvergne

● **BOURGES**
Vingt-cinq ans d'archéologie Berryère
(musée, jusqu'au 30 octobre).
Voyages romantiques à travers nos
provinces, gravures du dix-neuvième siècle
(Bibliothèque, été).
● **CREMOR**
Les reliefs photographiques d'ar-
chitecture de l'inventaire général (Châ-
teau, jusqu'au 15 septembre).
● **CHARTRES**
Le portrait, du seizième au dix-neu-
vième siècle (Musée de la ville, début juillet-
septembre).
● **CHENONCEAUX**
Aubusson, XX^e siècle. — La tapis-
serie d'Aubusson depuis 1900 (Château, ju-
squ'au 30 septembre).
● **CLERMONT-FERRAND**
Hommage à Louis Chavignier (18^e
siècle, sculpteur augeant (Musée de la
ville, jusqu'au 2 septembre).
● **ORLÈANS**
Dessins de Dufy. — Vingt-cinq
œuvres de Dufy, peintures, sculptures, gra-
vures, jusqu'au 17 octobre).

Languedoc - Roussillon

● **ALBI**
Luce, rétrospective (Musée
Toulouse-Lautrec, jusqu'au 11 septembre).
● **BEAULIEU-EN-ROUERGUE**
Serpas : peintures, sculptures, gra-
vures, jusqu'au 12 septembre).
● **CASTRES**
Hommage à Louis Chavignier (18^e
siècle, sculpteur augeant (Musée de la
ville, jusqu'au 2 septembre).
● **CERET**
Juan Miró, gravures, peintures, sculptures
(Musée d'art moderne, été).
● **LA CAVALERIE (Aveyron)**
Neuvième mostra del Luzzac : peintures,
sculptures, céramiques, jusqu'au 17
septembre).
● **MONTAUBAN**
Fernand Léger, rétrospective (Musée
Ingres, jusqu'au 11 septembre).

Champagne - Ardennes

● **BRAUX-SAINT-COIERE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Château,
jusqu'au 5 septembre).
● **LUNEVILLE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle : 1888-1891
— Croquis, dessins, gravures, etc. (Musée
de la ville, jusqu'au 26 septembre).
● **MEZ**
L'imagerie populaire de Metz (Musée,
26 juin-1^{er} septembre).
● **REIMS**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle, jusqu'au 15 août
(Musée de la ville, jusqu'au 15 août).
● **REIMS**
Claude Bogaert et Annie Carat
rétrospectives (Musée, jusqu'en août).
● **SARREBOURG**
La céramique au pays de Sarrebourg
(Musée régional, juillet-octobre).
● **TROYES**
Deuxième partie de la collection Pier-
re Lévy (hôtel de ville, jusqu'au 28 août).

Alsace - Franche-Comté

● **ARC-ET-SÈNANS**
Jean-Baptiste Godin ou les équilibres
de la fin du XVIII^e siècle (Salles royales,
1^{er} juillet au 15 octobre).
● **HAUTE-LES-MESSIEURS**
Les métiers de la forge et de la ton-
nerie (Musée de l'artisanat jurassien
ancien abbaye, du 1^{er} juillet au 15 sep-
tembre).
● **BEFORT**
Dubut, peintures et sculptures (Musée
Château, jusqu'au 31 juillet).
● **COLMAR**
Œuvres de Stahl, peintures (Musée
d'Unterlinden, jusqu'au 2 octobre).
● **LONS-LE-SAUNIER**
Jean-Joseph Perraud, sculpteur juras-
sien (Musée de la ville, jusqu'au 11
septembre).
● **ORNANS**
Œuvres de Courbet, pour le centenaire
de sa naissance (Musée Gustave-Courbet,
juillet-octobre).
● **STRASBOURG**
Coutures et rites de protection de
maison en Alsace (Musée alsacien, ju-
squ'au 2 octobre).
● **LES CHOSES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle
du Rohan, jusqu'au 17 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

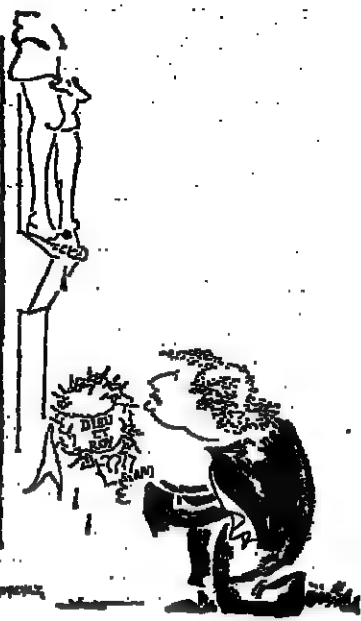
Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Normandie - Bretagne

● **CAEN**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **CHERBOURG**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **COUTANCES**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **DIEPPE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **EVREUX**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).
● **LE HAVRE**
Œuvres de la fin du XVIII^e siècle (Musée
des beaux-arts, jusqu'au 31 juillet).

Une sélection



LE TARTUFFE de Roger Planchon.

Cinéma

LE DIABLE PROBABLEMENT
de Robert Bresson
Charles n'arrive pas à mourir et ne peut pas vivre ; dans son engoûlage, Bresson a vu la lucidité de la jeunesse. Notre société est une vaste entreprise de destruction et le diable est Charles, le film de Bresson, un art d'alarme.

PAINTERS PAINTING
d'Emile de Antonio
Un film exceptionnel sur la peinture moderne américaine ; non plus l'analyse d'une œuvre ou d'un mouvement, mais la mise au grand jour par la parole et par l'image, d'un mouvement, de ses tentatives, de ses pratiques, de partir des artistes.

ELISA, VIDA MIA
de Carlos Saura
Deux portraits en relief, superposés, d'un vieil homme et de sa fille. De longues intrusions du passé et de l'imaginaire. Abandonnant la fable politique — Franco est mort — Carlos Saura engage une voie nouvelle.

BAXTER, VERA BAXTER...
d'un réalisateur au-delà de la fête, une femme (Claudine Gabay) cherche à reconstruire son mari et elle se trouve au bord de l'infatigable. Dans la grande ville vide, la pénombre s'installe.

et LE CAMION
de Marguerite Duras
La femme du Camion et Vera Baxter n'ont en commun que leur force d'émotion. C'est vers la première sans doute que se la sympathie, à moins que comme le chauffeur qui la prend en auto-stop, le spectateur ne s'attache à l'histoire, et cette histoire, la par Marguerite Duras et Gérard Depardieu.

NEWS FROM HOME
de Chantal Akerman
Confrontation d'un texte (les lettres d'une mère à sa fille) et d'un film (New-York, les rues, le silence, le message tendre de la vieille Europe qui se mesure à la matière brute — son, couleurs, rythmes).

ALICE DANS LES VILLES
de Wim Wenders
En quête de leur identité ou d'autre chose, les personnages de Wim Wenders sont toujours en voyage. Là, un journaliste allemand, Félix, apprend avec une petite fille, Alice, ce qu'il était lui-même aux États-Unis.

COMMENT YUKONG DEPLAÇA LES MONTAGNES
de Joris Ivens
et Marceline Loridan
— Lire article page 17.

ET AUSSI : Femmes, Je
Robert Altman (canchamars de roses de l'Amérique et d'un chèque) ; Omar Gualdo, de Muzak Allouche (tendre comédie de l'Algérie quotidienne) ; En route pour la gloire, d'Hal Ashby (Guthrie et la Californie des années 30).

Théâtre

TARTUFFE
de la Porte-Saint-Martin
Une maisonnée nombreuse, qui pourrait être heureuse. Le chef de famille, bourgeois libéral, se laisse séduire par le dogme sévère de la dévotion, se laisse envouter par le russe, gentil, ambigu et qui assume les contradictions de sa sensualité et de son ambition. Planchon - Tartuffe glisse, silencieux, simple comme un chat noir, familier et porteur d'une force mystérieuse, dangereuse. Tartuffe : le plus beau personnage de Planchon.

LES NATIONS
à Orsay
En saison de Théâtre des Nations s'achève dans la grande salle avec deux troupes des pays de l'Est. Le Léninisme de Leningrad joue jusqu'au 25 juin. Une interview à Buenos-Aires. A partir du 27, la Pologne est représentée par deux spectacles de Josef Smejda, Dante et la République. Au Petit Théâtre, la troupe portugaise de Amara pour jusqu'au 25 juin son spectacle pour enfants, Bao, et celui pour adultes, C. m. m. Du 29 juin au 2 juillet vient de Munich (après la collaboration du Goethe Institut) le Freie Theater dans un spectacle Karl Valentin.

LES RUSTRES
au Festival du Marais
Il faut demander aux muses protectrices du théâtre d'arrêter cette pluie qui inonde les festivals en plein air. Il faut que les Rustres puissent aller à l'Opéra d'Aumont au Marais — une comédie-vaudeville très drôle et très dure de Goldoni, très bien adaptée par Gilbert Moget — et tombent amoureux une fois de plus de Martine Saroy.

L'HOMME AUX CAMÉLIAS
au La Bruyère
D'après Dumas, phélique, étouffe sous les lourds atours de soie fanée, sous une néropolis d'or verdâtre, de perles et de fleurs sèches, sous la pacotille du baroque exotique, sous la passion et l'angoisse, la merveilleuse angloise de la mort.

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
des Bouffes-du-Nord
On ne badine pas avec l'amour, les gens de naguère passer des heures à aujourd'hui. Musées encaissés

un grand coup de lessive à l'eau bien fraîche, qui dégage les grandes scènes classiques de Camille et de Perdican, magnifiquement conduites. Camille — Isabelle Huppert, la Dentellière de Cannes — est parfaite.

RABELAIS
à Montreuil
Les comédiens non professionnels du Théâtre-Ecole de Montreuil se mêlent aux spectateurs, les entraînent dans cinq lieux du théâtre, dans les cinq volumes de Gargantua et Pantagruel. Voyage parmi les monstres de la médiévalité et les enfants glorieux, parmi les paysages fantastiques d'un spectacle désarticulé.

Musique

SCHUBERT
la Grange de Meslay
Qui mieux que Schubert pourrait se sentir à l'aise à la Grange de Meslay, au milieu des champs et en compagnie des Muses Quartiers, de Pollini et Peter Schreier (les 24, 25 et 26 juin) ou de Kocsis, Fischer-Dieskau, Z. entourant le maître de céans, Sotolongo Richter (du 1^{er} au 4 juillet) ?

D'OUEST EN EST
Fin juin, les embouteillages des festivals président à ceux des vacances : à l'ouest, le Festival d'Angers ouvre avec le Ballet bulgare, la 9^e Symphonie et Macbeth à l'abbaye de Fontevraud (à partir du 24) ; La Rochelle débute avec le concours international de Languedoc (à partir du 28) ; un autre qu'il Langeais, des journées musicales, organisées par A. Colson et D. Conrad, réunissent de jeunes créateurs et interprètes (les 25-26 juin, 2-3 juillet). A l'est, Dijon voit son plein avec l'Ensemble et l'Ensemble instrumental de France (le 24), le Quartetto italiano (le 27), la Quintette M.C. Jamet (le 28) ; Fourvière présente l'Enlèvement au sérail avec une excellente distribution (les 29 juin et 1^{er} juillet) ; et, à la Rochelle, deux jours, une merveilleuse nuit d'annonces à l'abbaye cistercienne de Fontevraud illuminée de torchères où l'on chante et danse le Roi Arthur, de Parodi (le 25).

FÊTES DE PARIS
A Paris, l'actualité reste d'actualité, avec le 1^{er} juillet, chaque soir, mise sur de beaux ensembles et des programmes riches (Smith College Singers, le 22 ; Esterhazy Baroque Trio, le 23 ; Gram-Trio, le 24 ; musique de l'Inde du 25, etc.). Au musée de la Ville de Paris (Chailot), l'Ensemble Venances Forzani donne un concert de chant grégorien (le 23). A Saint-Denis, dans la basilique, Jean Fournet dirige la 9^e Symphonie de Beethoven (au profit de la recherche médicale, le 27). A l'Opéra, Dorais donne la première audition à Paris de la superbe Christus, l'Oratorio de Liszt, avec D. Fischer-Dieskau (le 27). Et l'Orchestre de Paris organise trois concerts supplémentaires pour présenter l'œuvre de Béatrice et Balthus de Darius Milhaud, par J.-P. Ponnelle, sous la direction de D. Barenboim (Champs-Élysées, le 27, 29 juin et 1^{er} juillet). A l'Opéra, toujours à la recherche de la voix, une compagne d'opéra filmée le 25 et 29). Et le dernier concert du cycle de l'Oratorio de Marie le Duo concertant, de Bottesini, avec l'Orchestre de la Ville de Paris, le 27, à l'Opéra (Champs-Élysées, le 28).

UN SEMINAIRE AMÉRICAIN
à Paris
La Sterling Currier et la Columbia University organisent, à la Chevreuse, un cycle de conférences, concerts-débats, et de musique contemporaine, du

22 juin au 23 juillet, où l'on parlera d'Ives et Debussy, Schoenberg, Brecht et ses musiciens, et où l'on entendra nombre d'œuvres peu courantes de Lebnitz, Poulenc, Duhame, Raut, et de d'Américains. (Inscriptions au Centre de la Chevreuse, 4, rue de Chevreuse.)

Expositions

GREUZE
à Dijon
— Lire notre article page 17.

MOTHERWELL
à l'ARC
Une rétrospective des peintures et collages depuis 1941 d'une des figures de l'expressionnisme abstrait et de la peinture américaine de l'après-guerre, qu'on qualifie cependant volontiers aux États-Unis de « French Painter ». Elle reprend l'exposition montrée à Düsseldorf l'année dernière, mais en enrichissant les grandes séries comme celles des Églises et des Opén, d'œuvres provenant notamment de la collection personnelle de l'ARC.

PARIS-NEW-YORK
au Centre Georges-Pompidou
Prévue depuis le début de la construction du Centre Georges-Pompidou, dont elle devait marquer prestigieusement l'ouverture, une exposition colossale sur les rapports entre les deux capitales artistiques. De Modigliani et Cézanne aux pop artists et aux nouveaux réalistes, un rendez-vous de très belles toiles, qu'il ne faut pas manquer, mais qui ont été bien curieusement combinées.

DESSINS DE L'ARCHITECTE F. L. WRIGHT
à l'École spéciale d'architecture
Une exposition de deux cent trente dessins, aquarelles, du plus américain des artistes, du plus visionnaire aussi. Mort en 1959, nonagénaire, Frank Lloyd Wright est l'un des très rares à s'être opposés, outre-Atlantique, au fonctionnalisme et à la sécheresse du style international. Pour lui, l'architecture est une part de la poésie de l'architecture. Une œuvre d'art, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

SCULPTURES DE NOTRE-DAME DE PARIS
au Musée de Cluny
Les plus belles pièces parmi les trois cent soixante-quatre sculptures de Notre-Dame. Une découverte capitale et majeure dans le sous-sol de l'hôtel Moreau, 22, rue de la Chaussée-d'Antin.

LA DISEUSE DE BONNE AVENTURE DU CARAVAGE
au Pavillon de Flore
Le thème de la bonne aventure, ses origines, son développement après le Caravage, à travers documents originaux, photographies, dessins, gravures — et photographies. Le spectacle est à l'hôtel de la Ville de Paris, 22, rue de la Chaussée-d'Antin.

ASPECTS HISTORIQUES DU CONSTRUCTIVISME
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris
Un panorama de l'art constructiviste depuis ses origines, russes et hollandaises, jusqu'à ses derniers développements, plus particulièrement aux États-Unis. Cent cinquante peintures, sculptures et dessins présentés proviennent d'une seule collection américaine, appartenant à la McCrory Corporation.

LA RETROSPECTIVE 1959-1967 DE LA BIENNALE DE PARIS

à la Fondation Rothschild
En avant-première de la Biennale 77, l'historique des cinq premières biennales, et leur rôle dans la promotion des artistes et dans l'évolution de l'art contemporain. En 1975, une seconde exposition portant sur les cinq biennales suivantes complètera ce

— ET AUSSI : L'Islam dans les collections nationales, au Grand Palais (la plus vaste manifestation d'art islamique jamais organisée en France) ; Henry Moore, à l'Orangerie (grandes et petites sculptures, dessins d'un humaniste anglais) ; Dix ans d'acquisitions du département des sculptures (le Louvre complète ses collections) et Le corps et son image (la représentation du corps humain à travers cent dessins de la Renaissance à l'aube du vingtième siècle), au Louvre ; Vissuz (sculpture d'acier et anthropomorphisme) et Bernard Pomey (un peintre abstrait lyrique mort prématurément), au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Artistes/artisans ? (le plus ou moins d'art), au Musée des arts décoratifs.

Danse

MAIA PLISSETSKAIA
à la Cour Carrée
Plissetskaia telle qu'en l'adora Duncan Bédart la transforme (jusqu'au 25 juin). (Lire page 17 une interview de Maia Plissetskaia.)

BELLA LEWITZKI
à l'Espace Cardin
Son nom est étroitement lié à celui de Lester Horton, théoricien de la moderne danse en Californie dont elle a été la pupille. Danseuse exceptionnelle — encore aujourd'hui à soixante-deux ans — elle est devenue chorégraphe par nécessité.

LA TROUPE BALINAISE DE SEBASTU
au Théâtre Montparnasse
L'enfant des sorcières, — Et aussi... Le London Contemporary dance au Théâtre de la Ville (la technique Graham via la Grande-Bretagne). Hideoaki Yano à la Cité universitaire (une danse moderne inspirée du rituel japonais), 22 et 23 juin. Le Carole au Centre culturel du Marais (l'irrésistible d'une jeune compagnie).

Jazz

LE QUINTETTE
de Cecil Taylor
L'impétuosité et sans concession d'un maître du clavier de la nouvelle musique afro-américaine. Du 22 au 25 juin, à 20 heures et 22 h. 30, au Théâtre-Campana-Première (19, rue Campana-Première, Paris-16^e).

Variétés

LOS JAIRAS
au théâtre le Palace
Représentatif de la génération de 1968, influencée par la contre-culture nord-américaine, ce groupe chilien — l'un des meilleurs — interprète pour la première fois en France son « folklore progressif ». (Mercredi 23 juin à 21 heures.)

« La Société SOREMEC-CEHESS tient à démentir, à la demande de la Société AATON de Grenoble, que la caméra 16 mm Aaton VII fabriquée et commercialisée par Aaton puisse constituer en aucune manière une contrefaçon d'un brevet d'invention appartenant à SOREMEC-CEHESS »

SOREMEC-CEHESS

41 bis, rue d'Antony,
94533 RUNGIS, FRANCE

IRCAM
et Ensemble InterContemporain

saison 1977-78
avec la participation de :
Orchestre de Paris - Orchestre du Théâtre National de l'Opéra - Orchestre Symphonique et Chœurs de la BBC - Chœur John Alldis

abonnements
brochure-documentation sur envoi de ce coupon à :
IRCAM 31, rue St-Merri 75004 Paris - tél. 278.39.42

M _____
adresse _____
nombre de brochures demandées _____

LES BEATLES
Coffret 12 disques (boîtes d'origine)
Editions Pathé Marconi

4 CHAUCONS
DANS LE VENT
RUBBER SOUL
HELP!
YELLOW SUBMARINE
SOT PEPPER

OFFRE SPÉCIALE

390.00 F au lieu de 483.50 F

+ Port France 19.70 F (franchement)
Etranger 20 F (taxe saisi)

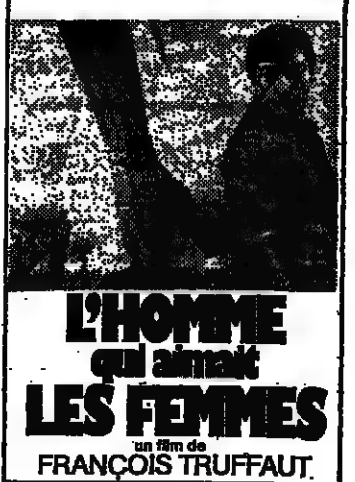
Distribué par :

COBRA MUSIC
Réglement : C.C.P., contre un chèque bancaire
à l'ordre de : COBRA MUSIC
12, rue Jodelin - Tél. 01 52.73.22
33000 BORDEAUX
Réception sous huit jours

U.G.C. NORMANDIE - BRETAGNE
U.G.C. ODEON - OPÉRA
LES TOURELLES - GRAND PAVOIS

« C'est un film sur l'amour et comme tous les bons films de Truffaut, celui-ci aide à vivre. »

LE MONDE



هكذا في الأصل

100

Cinéma

Les festivals

[illegible]

h. : ... jours d'une année : en soirée ; Partition inachevée : idi. mat. : Terre : 18 h. : la défense : vend. mar. l'homme et la caméra : 18 h. : la Balleuse du dimanche : 18 h. : la défense : mat. : Potemkine : à 17 h. : Andrei Roubliev : en soirée : l'homme et la caméra : idi. mat. : Ivan : les socialistes : 18 h. : la ... au ... chies : en soirée : Spartacus : idi. mat. : le Nouveau ... : 18 h. : la ... ordinaire : en soirée : Un homme poignardé : mar. mat. : l'Arbre ... : 18 h. : la ... : en soirée : la Romance ... amoureux

12-15) : ... : l'Arbre ... du soir : dim. : ... : le sac ... : ... : ... : l'Arbre ... : les Portes ...

NOUVELLE : ... : Studio J.-Coc ... (54) (033-47-82), leurs pre ... : ... : ... : Patrick : Charles ... : Jules : la Coup ... : Berger : Une ... : ... : le monde : le Chant ... : Styrène : du Marin.

NOUVELLE : ... : RIVETTE : Olympia ... (34) (542-67-07) : ... : dim.

a Maman et ... Jeû.
sam.; Céline : Julie vont en
bateau : lun : Duellé; m.vr.

CINEMA AFRICAIN (v.o.) Jha-
Renod : (874-40-75); mr. :
Cafés-Cabos : mar. :
Cafes-Gabo : vnr. Nationalité
Immigrée : sam. : Boy;
... : ...

... : mar. : MYUX
I. BERGMAN (v.o.), Racine (6°)
(824-57-71), mr. :
... : ...
... ? Sosa; ... Person;
dim. : la Honte; lun. : A
... : ...

... plante
ROMAN POLANSKY (v.o.) Studio
... : (824-97-71), 12 30
(sm. + 23 h) : Mascberg; 15 h,
18 h : Cul de sac; 17 h, 21 h
... :

C. CHAPLIN (v.o.) des Acca-
... (874-91-33), 12 h, 15 h
Lumière : ...
la Ruée vers l'or; 15 h : la Ruée
de Charles; 16 h : mr. : KID;
20 h 30 : ... de la rante;
20 h 30 : ... Derrière; 22 h 30 :
les Temps modernes

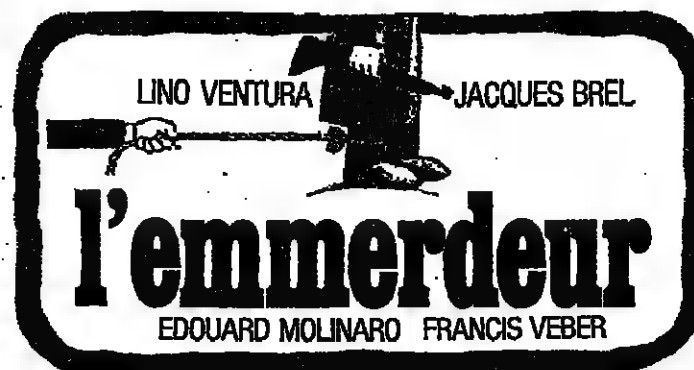
... Action :
Payette (878-30-50), mr. :
Indébitables : (878-30-50) de l'influence
et d'après le roman de ...
et d'après le roman de ...
dun. : la Tolle d'Arapuca;

[illegible]

Les séances spéciales

[illegible]

MARIGNAN - GAUMONT OPÉRA - MONTPARNASSE PATHÉ - CLICHY
PATHÉ - GAUMONT SUD - GAMMA Argenteuil - MULTICINÉ
Champigny - CLUB Maisons-Alfort - GAUMONT Evry - ULIS Orsay



AMBASSADE (version anglaise - sous-titres français) - **BERLITZ** (v.f.)
GAUMONT SUD (v.f.) - **CLUNY PALACE** (v.f.)
GAUMONT GAMBETTA (v.f.)
 et au **WEPLER PATHÉ** | version arabe intégrale - sous-titres français
GAUMONT Pantin - **ÉPICENTRE** Épinay - **PARINOR** Aulnay



Variétés

La danse

ESPACE FRÈRES CARDON (28-17-30)
(D.) M. et L. Ballets Balala Lewitzky.
ESPLANADE DE LA DRENFSE, le 15
Indes : **Le** **loup** **et** **les** **apaches**.
GAITE DE MONTFARNASSE (18-15-15)
Le **loup** **et** **les** **apaches** (M. P. L.)
Mus. D. 15 h. : **Le** **loup** **et** **les** **apaches**
(textes chantés et dansés de M. P. L.)

THEATRE MONTFARNASSE
65-00 : **Le** **loup** **et** **les** **apaches** 23
18-15-15 : **Le** **loup** **et** **les** **apaches** 23

LEAD : **JEAN-BOUN, les 22** 23
Centre : **COPIE** : **Coppelia** 23

CENTRE SCULPTURE DU MARAIS
28-17-30 : **Le** **loup** **et** **les** **apaches** 23
A 20 h. 30 : **Le** **loup** **et** **les** **apaches** 23

THEATRE MOGADOR (28-28-30)
Le **loup** **et** **les** **apaches** 23
(Symphonie et Structure) (dramatisé
le 28).

LEAD : **MANDARA (28-01-00)**, **les 23**
et **24** **h.** **1** **h.** **D** **ance** **musique**
et **théâtre** **dansé** **de** **l'Inde**.
28-17-30 : **Le** **loup** **et** **les** **apaches** 23
et **21** **h.** : **Théâtre** **rituel**, **les 23**
et **21** **h.** : **Dance** **rituelle** **rituel** 23

Le music-hall

THEATRE DES ARTS (272-82-99) (D.).
20 h. 30 : **Le 77**.
MATHURINS (286-00-00) (D.).
20 h. 30 : **Les Mathurins** (dernière
reprise).
MOULIN (743-25-49), 20 h. 30 :
Le Moulin Music-Hall.
THEATRE MUSIC-HALL (806-32-73)
(D.). 21 h. : **Oh ! Les Femmes**.
**THEATRE DE LA GAITE-MONT-
PARNASSE (933-16-18) (D. soir, L.).**
21 h., mat. D. 2 h. : **Pepe**.
21 h., mat. D. 2 h. : **Pepe**.

Les chansonniers

44-45), 21 h., mat. D. à 18 h. :
Plan, raté plan... re plan plan.

Le jazz

ESPLANADE DE LA DEFENSE, les 23 à 26, à partir de 14 h. 15.
CONCOURS national de jazz : le 23, 17 h. 30 ; le 24, 17 h. 30 ; le 25, 17 h. 30 ; le 26, 19 h. 30.
LA 13 du 18 h. 30 à 19 h. 30.
AMERICAN CENTER (653-40-18), 52, av. de la Défense.
THEATRE DE LA VILLE INTERNATIONALE (363-40-49), les 23 à 24 et le 26 : Grande ligue. **PREMIERE** 17 h. 30 : **CAIGONE** (22-23-24-25-26) : jusqu'au 23 à 17 h. 30 ; **Téléphone** : jusqu'au 23 à 17 h. 30 ; **Le 23** : 17 h. 30 ; **Le 24** : 17 h. 30 ; **Le 25** : 17 h. 30 ; **Le 26** : 19 h. 30 ; **Jabouh** : les 27 et 28, 20 h. ; **Edit**, après les 27 et 28, 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20 h. ; **Le 31** : 20 h. ; **Le 1er** : 20 h. ; **Le 2** : 20 h. ; **Le 3** : 20 h. ; **Le 4** : 20 h. ; **Le 5** : 20 h. ; **Le 6** : 20 h. ; **Le 7** : 20 h. ; **Le 8** : 20 h. ; **Le 9** : 20 h. ; **Le 10** : 20 h. ; **Le 11** : 20 h. ; **Le 12** : 20 h. ; **Le 13** : 20 h. ; **Le 14** : 20 h. ; **Le 15** : 20 h. ; **Le 16** : 20 h. ; **Le 17** : 20 h. ; **Le 18** : 20 h. ; **Le 19** : 20 h. ; **Le 20** : 20 h. ; **Le 21** : 20 h. ; **Le 22** : 20 h. ; **Le 23** : 20 h. ; **Le 24** : 20 h. ; **Le 25** : 20 h. ; **Le 26** : 20 h. ; **Le 27** : 20 h. ; **Le 28** : 20 h. ; **Le 29** : 20 h. ; **Le 30** : 20

MERCURY TO PARAMOUNT OPERA - MAX LINDER - MOURIN BODGE
PARAMOUNT NORTHMANVILLE - PARAMOUNT GALAXY - PARAMOUNT HAWLEY
Peripherals : PARAMOUNT La Verne - PARAMOUNT City - PARAMOUNT Spokane II - FOXK Rome
- SALLIES CLIMATISÉES -

LEE MARVIN . OLIVER REED

**INEDIT
SENSATIONNEL !**

**UN COW-BOY
EN COLERE**

"BIG SAM"

LEE, OLIVER REED ELIZABETH STROTHER SYLVIA ... BIG SAM ...
MARVIN REED "CODY" ASHLEY MARTIN MILES ... KAYLENZ ... HOWARD PLATT
JAN CAMPION THOMAS ...

LEADER

MONTE-CARLO SPORTING CLUB

la S.B.M. annonce

OUVERTURE VENDREDI 1^{er} JUILLET

Dîner ■■■■ à 21 heures

JULIO IGLESIAS

ANNABELLA de PAVIA présente ■■ collection de HAUTE-FOURRURE

THE MONTE-CARLO DANCERS - AIMÉ BARELLI

Au cours ■■ la saison ■■■■

SHIRLEY BASSEY

IL ÉTAIT UNE FOIS

LE GRAND BALLET DE MEXICO

MORT SHUMAN

SYLVIE VARTAN

GILBERT BECAUD

MANHATTAN TRANSFER

LE GRAND BALLET DE COLOMBIE

THE GOLDDIGGERS

GIANNI NAZZARO

SUSANA RINALDI

et

pour ■■■■ la Croix-Rouge Monégasque

ENRICO MACIAS

dans un show ■■

ANDRÉ LEVASSEUR

Téléphone ■■ ■■■■





MUSIQUE A LA DEFENSE

du 20 au 26 juin 77

Mercredis 22 et 29 juin, de 14 à 17 heures :
Journées pour enfants. Théâtre, animations, animaux

Judi 23 à 21 heures :
Indiens Yaquis ■ Indiens Apaches : musiques ■ danses

Vendredi 24 à 21 heures :
Trompette ■ orgue : Bernard Soustrot et Jean-Louis Gil

Samedi 25 et dimanche 26 après-midi :

CONCOURS NATIONAL DE JAZZ

EN COLLABORATION AVEC
RADIO FRANCE

Dimanche 26 à 17 heures
HORACE SILVER
QUINTETTE

Tous les jours jusqu'au 26 à 22 h 30
Spectacle d'eau et de musique sur la Fontaine
Monumentale d'Agam (Ravel, Gershwin, Carl Orff)

Mercredi 22 ■ 12 à 14 heures :
Récital Pierre Laurent Aimard piano Groupe Abrakadabra de Londres

Judi 23 de 12 à 14 heures :
Indiens Yaquis du Nord Mexique

Vendredi 24 de 12 à 14 heures
2 e 2 m, Managhahan 19

Esplanade de la Défense

Renseignements :
775.83.90/073.66.53
Bus, R.E.R. Train
■ "La Défense"
Voitures : Porte ■ Parking la Coupole




Aujourd'hui, 23 juin 1977 1^{er} vol sans escale Paris-Miami avec National Airlines.

Aujourd'hui, 23 juin 1977, National Airlines vous ouvre la porte ensoleillée des U.S.A. Et met désormais la plus grande station balnéaire du monde à 9 heures de Paris.

Un coup d'aile, et vous voilà à Miami! Au bord de l'Atlantique, sur des kilomètres de plages dorées au soleil, découvrez les plus beaux hôtels de la Floride. Miami ses night-clubs, ses champs de golf, et ses golfs, et près de 4.000 restaurants où l'on vous sert le crabe de Floride, la soupe à la tortue et la "key lime pie".

Miami, c'est le plus grand aquarium marin du monde avec ses dauphins et ses requins, la jungle des perroquets, et le plus célèbre serpentarium de toutes les U.S.A.

Miami, c'est aussi la porte ensoleillée des U.S.A.: franchissez-la National Airlines! National Airlines a de nombreux vols pour les principales villes du sud et du sud-ouest des U.S.A. (Houston, la Nouvelle-Orléans...) au départ de Miami. Il y a aussi d'excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et celle du Sud.

Aujourd'hui, ouvrez avec National Airlines la porte ensoleillée des U.S.A. Vols au départ d'Orly Sud les lundis, jeudis, vendredis et samedis à 12 h 50. Arrivée à Miami 15 h 52. Avec projection en vol de films en français et anglais (écouteurs 12,50 F).

Pour vos réservations, téléphonez à National Airlines 225.64.75, 256.25.77 ou 563.17.66 ou contactez votre agence de voyage.

National Airlines la porte ensoleillée des U.S.A.

Bienvenue à Miami!



Miami/Dale County

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés"	28,00	32,03
Deuxième insertion	38,00	43,47
"Placeurs encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SK&F

SMITHKLINE

GL

VOUS ETES

- Un des leaders mondiaux dans le domaine de la santé devez développer son information médicale
- soit un jeune diplômé voulant faire carrière dans un groupe international
- soit un professionnel qui souhaite élargir ses possibilités.

VOUS pouvez devenir un de nos

DELEGUES MEDICAUX

- NORD ou PAS DE CALAIS
- HAUTE SAONE - VOSGES
- LOIRE ATLANTIQUE
- PARIS ou SEINE SAINT-DENIS
- MOSELLE ou BAS-RHIN
- VAUCLUSE
- LOIRE - HAUTE LOIRE

Si vous n'êtes pas intéressés par ces secteurs, vous pouvez également envoyer votre C.V. :

ECRIREZ aux Laboratoires GREMY-LONGUET et SMITHKLINE - FRENCH
Direction du Personnel - R.F. - 15, rue Jean-Jacques - 92807 PUTEAUX
DISCRETION ET REPONSE ASSUREES

Important bureau d'études
recherche pour LILLE

INGÉNIEUR

Le candidat devra avoir suivi l'enseignement du C.H.E.C. section béton armé et béton précontraint (C.H.E.B.A.P.) et posséder une expérience professionnelle en ouvrages d'art. Il devra avoir une parfaite connaissance des dossiers pilotes en matière d'ouvrages courants.

- Il aura pour mission :
- De participer à ou de diriger des études techniques, en béton armé, béton précontraint, constructions métalliques, résiliences des matériaux ;
- D'effectuer de l'assistance technique pour les services de l'équipement, ce qui implique de fréquents déplacements dans les départements : 62, 80, 60, 62.

Ecrire avec C.V. manuscrit au :
7177, « Le Monde » Publique,
5, rue des Italiens, 75007 Paris-P.

AT 2 B Electronique S.A.V.
avec soit Allend soit, Pour
METZ et LILLE. Tél. 03. 72. 11. 11
RV au 21. 11. 11

Assistant controller
Europe F120 000

Un important groupe américain en pleine expansion a décidé de transférer son état-major européen à Paris et recrute un Assistant Controller.

Dépendant directement du Directeur Financier et Administratif Europe, il sera chargé de répondre les problèmes inhérents au contrôle et à la gestion financière des filiales européennes (Angleterre, Allemagne, Autriche, Espagne, Italie, France, Belgique) ; consolidations, analyses de systèmes et procédures, budgets, plan à 3 ans, prévisions de trésorerie, management accounting et profit analysis.

Le poste offre des perspectives intéressantes de carrière et s'adresse à un candidat ayant une très bonne connaissance de l'anglais et possédant de réelles qualités humaines de travail d'équipe. Une solide formation comptable et gestionnaire complétée par l'expérience d'un minimum 5 ans acquise au sein d'un cabinet d'audit ou d'une entreprise industrielle est requise.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 7501 à :
G. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine, 75755 Paris
cadex 15 - Discretion absolue.

CENTRE INTERNATIONAL
DE RECHERCHE EN MANAGEMENT

116 à un Centre d'Enseignement Supérieur des
Affaires offre un poste de :

CHERCHEUR EN GESTION
DES ENTREPRISES

orienté vers le Marketing des biens industriels.
Le candidat de niveau Doctorat ou Ph.D. aura :
— quelques années d'expérience ;
— une bonne connaissance des disciplines du Management et des méthodes de recherche appliquées en Sciences Sociales ;
— une maîtrise courante de l'anglais.
Il sera chargé de développer, en collaboration avec les entreprises, des travaux de recherches avancées en marketing des biens industriels. En complément, des enseignements de 3^e ou 2^e cycle pourront lui être confiés.

Téléphone SUD-EST
C.V. et prétentions à
présenter sous le n° 1233 au
COMES, 12, rue de la Paix,
75002 PARIS.

GRAND GROUPE DE DISTRIBUTION
CHERLE POSTE DE
DIRECTEUR COMMERCIAL
DIVISION ELECTRO-MENAGER
TELEVISION HAUTE DEFILITE

Nous sommes des spécialistes dans la distribution de détail. Nous implantons, régionale à l'étranger, des diversités tels que hypermarchés, supermarchés, magasins traditionnels, restauration.

Nos méthodes de gestion sont rigoureuses et nous sommes animés d'un fort souci de rentabilité.

Nous recherchons une très forte expansion et offrons à nos dirigeants (35 ans d'âge moyen) une réelle autonomie de gestion.

Vous avez :
— une authentique expérience des différentes formes de distribution ainsi que de la gestion des achats et du service après-vente ;
— écrit avec succès une branche de distribution adéquate, avec des outils de gestion perfectionnés, un ensemble de magasins décentralisés ;
— maîtrisé les techniques de vente type discount dans le secteur électro-ménager, T.V., hi-fi ;
— édifié par vos résultats (qui seront soumis à un contrôle rigoureux) que vos ambitions sont à la hauteur de vos capacités.

Si vous estimez correspondre à ce profil, adressez un C.V. détaillé sur vos responsabilités et réalisations, ainsi qu'une rémunération actuelle, à :
Pierre LICHOU S.A.
10, rue de Louvois
75003 PARIS Cadex 02
sous le n° 7534, qui transmettra

Poste situé dans une grande ville de l'Ouest, rémunération très motivante avec possibilité d'une formule d'intéressement.

Réponse assurée à toute lettre manuscrite - Discretion totale -

ORGANISME D'INTERET GENERAL SUD-OUEST

recherche pour conseil gestion-organisation aux P.M.L.

CADRE

Formation supérieure
expérience plusieurs années de responsabilité en P.M.L.

Connaissant en particulier problèmes :
— opérations d'entreprises industrielles, immobilières, diversification ;
— formation M.P.L. ou L.A.S. souhaitée.

Ecrire sous n° 1104 à : COMES,
17, rue Labat, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

ORGANISME

ACTION CULTURELLE

REGION NORD

SECRETAIRE GENERAL

DIRECTEUR DE L'ANIMAT.

(Sens des respons., organisat., expér. de l'animat. culturel).

Ecr. n° 7 5113 A, Rése-P.

10 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIETE DE

CAUTION MUTUELLE

SPECIALISTE

CREDIT EQUIPEMENT

recherche pour bureaux

de TOULOUSE

ATTACHE

COMMERCIAL

20 ans minimum

FORMATION BANCAIRE

INDISPENSABLE

Connaissances comptables

souhaitées.

Env. lettre manuscrite, n° 12726,
CONFESSE PUBLICTE,
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

LE MONDE s'adresse d'ordinaire à ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indication fautive ou de nature à fausser ou ennuier le lecteur. Si, malgré ce contrôle, une personne s'avisait de glisser dans nos colonnes, nous prions les intéressés de nous la signaler en nous écrivant.

LE MONDE
Direction de la Publique
5, rue des Italiens
75009 PARIS

GRENOBLE (Isère) - 170.000 habitants

DIRECTEUR GEN. DES SERVICES TECHNIQUES

Le candidat devra soit :

- être titulaire d'un des diplômes suivants :
— Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique ;
— Ingénieur Civil des Ponts et Chaussées (Ecole nationale des Ponts et Chaussées) ;
— Ingénieur civil des Mines (Ecole nationale sup. des Mines de Paris ou Ecole nationale supérieure des Mines de Saint-Etienne) ;
— Ingénieur des Arts et Métiers (Ecole centrale des Arts et Métiers) ;
— Ingénieur de l'Ecole supérieure d'Electrotechnique ;
— Ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des Industries Chimiques de Lyon ;
— Ingénieur civil de l'Ecole nationale supérieure des Industries Chimiques de Lyon ;

Soit :

- être fonctionnaire dans les conditions prévues par le statut du personnel communal ;
— si ne devrait pas avoir moins de 30 ans et plus de 40 ans (sauf dérogation) ;
— et devrait avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle.

Traitement annuel brut correspondant à la grille

De début : environ 70 000 F.

De fin de carrière : environ 100 000 F.

Prime de technicité annuelle : environ 15 000 F.

Adr. candidature manuscrite avec curriculum vit. à :

Monsieur le Maire de la Commune de
11, rue Jean-Paul,
38001 GRENOBLE CEDEX.

AVANT LE 10 JUILLET 1977

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

FRANCAIS DE LA METALLURGIE

recherche

pour l'une de ses usines

(100km NORD DE PARIS)

UN CHEF D'ATELIER

CHAUDRONNERIE

PRODUCTION DE MOYENNES SERIES

100 PERSONNES

Ingénieur de préférence, il a quelques années d'expérience de la gestion - humaine, technique, budgétaire - d'ateliers, est particulièrement sensibilisé aux problèmes de sécurité et de conditions de travail.

Possibilités d'évolution au sein du groupe.

Ecrire avec C.V., prétentions à No 17961,

CONFESSE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmet.

CASSE REGIONALE

DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL

recherche pour son Siège social à NANCY, un

RESPONSABLE DES ETUDES ECONOMIQUES

ET COMMERCIALES

Rattaché à la Direction commerciale, ses fonctions seront les suivantes :

- Concevoir des méthodes d'analyse économique, commerciale et statistique ;
- Réaliser des études, monter des actions et les tester sur le terrain ;
- Gérer les actions et moyens publicitaires et promotionnels.

Le poste conviendrait à un diplômé ESSEC, ESC ou équivalent, âgé de 25 ans au moins, et ayant acquis une expérience dans le domaine des études économiques et statistiques.

L'esprit créatif et le sens des relations humaines sont indispensables pour réussir dans la fonction.

Intéressantes possibilités de carrière

Adresser candidatures avec C.V. et prétentions à :

C.R.A.M.

Service du Personnel

10 - X - NANCY CEDEX.

stera

pour ses activités d'étude de logiciel

en France et à l'étranger

recherche de jeunes

Ingénieurs

et

Diplômés

de l'université

ayant une bonne formation en informatique et

capables d'aborder des réalisations de logiciel

de base ou d'applications temps réel en gestion.

Envoyer C.V. et photo à :

stera

26, rue de l'Europe

78140 VELIZY

INFORMATIQUE

ORGANISATION

recherche

pour le service de traitement informatique des

organismes publics, équipé d'un

370/38 DCS/VS

1 CHEF DE PROJETS

AYANT :

— une formation supérieure : 3 ans d'ingénieur,

— 4 à 5 ans d'expérience en informatique en gestion.

Il sera chargé dans un premier temps de la conception, de la réalisation et du suivi d'un projet de

des informations des de la

de la production de la

Importantes d'évolution au du

groupe.

Adresser C.V. et prétentions à :

S.G.C.C.

Service central traitement de l'information

Maison de la Coopération

27/93, quai de Gailly - 92100 BOULOGNE

FILIALE DE LA REDOUTE

TAUX D'EXPANSION

recherche

L'ADJOINT

A SON

CHEF DU PERSONNEL

Le candidat devra avoir :

- Une première expérience de la fonction,
- Une formation de base appropriée,
- Aimer le travail en équipe.

Être capable de :

- Gérer les affaires courantes,
- Participer activement à la mise en place
- au nouveaux moyens
- gestion,
- S'occuper rapidement avec le

Env. C.V. et photo à : COMES,

SOGEF, 11, rue de la Seine, Villeneuve-le-Roi.

COLLINS RADIO FRANCE

DEUX INFORMATIENS

connaissant SOFTWARE de

assembleur, anglais

1^{er} : DUT avec 1 an d'expérience

acquise de préférence sur F.D.P. 11

2^e Poste : Bonne ingénieur ou maîtrise

avec 3 à 5 ans d'expérience.

Les deux postes sont à pourvoir rapidement

banlieue puis seront transférés à Toulouse

à moyen terme

avec C.V., photo et prétentions

COLLINS RADIO FRANCE

40, rue de Monthéry-Silic 127

94323 BUNGIS - CEDEX

IMPORTANT
GROUPE DE DISTRIBUTION
RECHERCHÉ POUR SA HOLDING

Un jeune responsable de formation supérieure de gestion ayant une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans (la connaissance des pratiques bancaires serait un atout favorable) pour lui confier la fonction de

TRESORIER

Ce poste, à créer, implique la prise en charge des opérations de gestion de trésorerie du Groupe. Outre les aspects propres à cette fonction : prévision et plans de trésorerie consolidés, relations avec les banques, élaboration et coordination des procédures de gestion quotidienne de la trésorerie ; l'une des premières missions consistera à développer un système d'information et de contrôle utilisant les moyens informatiques.

Ce poste offre des possibilités d'évolution intéressantes dans le cadre du développement rapide du Groupe.

Poste situé dans une grande ville de l'Ouest.

Les candidatures précisant l'expérience et les prétentions sont à adresser à
Pierre LICHOU S.A.
10, rue de Louvois
75003 PARIS Cedex 02
sous le n° 7533 qui transmettra

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

groupe jeune afrique

Pour notre groupe de presse d'édition, la documentation est un capital à exploiter et à gérer efficacement.

A partir d'une équipe existante (3 personnes), nous créons le poste

chef du centre de documentation

Il (elle) conçoit, met au point, fait fonctionner et développe progressivement un système de collecte, de classement, d'archivage, d'exploitation et de diffusion des informations bien adaptés aux besoins évolutifs des différents utilisateurs.

De formation supérieure (documentaliste, journaliste, Sciences Po., histoire ou économie) il (elle) a déjà eu des responsabilités similaires dans un service de documentation ou a exercé la fonction dans une fonction impliquant l'utilisation régulière d'un système d'information.

Anglais courant indispensable. La connaissance de l'Afrique, du Moyen-Orient et du Tiers Monde est souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et rémunération actuelle à : réf. 686M à notre

Conseil

centor DÉPARTEMENT
EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL D'INGÉNIEURS CONSEILS

recherche

pour l'analyse et la surveillance
des réseaux portuaires au

MOYEN-ORIENT

INGÉNIEUR RÉSIDENT

Ayant au moins 10 ans d'expérience en travaux portuaires et maritimes.

Une excellente connaissance de la langue anglaise est obligatoire.

— Indemnité d'expatriation élevée.

— Logement gratuit.

— Voiture de fonction.

— Statut d'ingénieur de l'Etat.

Prévoir C.V., lettre de motivation exp. requise ainsi que le numéro de tél. pour contact rapide, à :

PROFILS 22/75
CONSEIL EN RECRUTEMENT
33, rue Galilée,
75116 PARIS.

GENERAL FOODS FRANCE

Krims Hollywood, Legal, Tang, Maxwell,

recherche

un spécialiste

assurance de la qualité

dans le cadre du Département Qualité et

Développement de la Qualité

MONTREUIL SOUS BOIS (93)

Vous avez une formation

d'ingénieur Biochimie Alimentaire

de type AGRO, E.N.S.I.A., B.E.S.S.I.A.,

INRA, etc., une expérience de 3 à 4 ans de

contrôle qualité et une bonne connaissance

de l'anglais.

Si vous souhaitez développer votre carrière

dans une Société dynamique

Nous vous proposons :

— L'analyse des standards de Qualité et

d'hygiène

— Le contrôle de l'efficacité des

méthodes de protection et de contrôle des

produits du Point de Vente à la Distribution

— La vérification de la qualité des différents

stades d'élaboration ou de distribution.

Vous êtes intéressé :

— Adressez à C. ALLOUS-
GENERAL FOODS FRANCE

283, rue de Rome

93108 MONTREUIL

Importance Cabinet de
d'ASSURANCES INDUSTRIELLES

recherche

pour son Département

une FORMATION D'INGÉNIEUR

et la connaissance de la langue

française et d'une équipe dynamique.

Env. C.V., lettre de motivation et photo à :

Mme Claude GAILLAT, 12, villa Saint-Pierre,
Boulevard 1 - 94220 LA VILLETTTE (SEINE-
SAINT-DENIS).

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MONTREUIL DE
L'INDUSTRIE DE SECOND MAIN

(500 salariés - 100 personnes), recherche :

1 CADRE COMMERCIAL

EXPORTATION

SON RÔLE SERA APRÈS FORMATION

ADMINISTRATIVE :

— Étude des nouveaux marchés étrangers

— Recherche des clients et des fournisseurs

— Accueil du réseau en place.

Voyages et permanence en contacts et

parcours de l'usine.

Langues exigées : anglais/allemand, allemand

parlé.

Rémunération attractive.

Envoyer C.V. avec photo à : CONTESSÉ-PUBLISÉ

20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

sous réf. 1566.



ORES GROUPE BOSSARD

Une Société française de l'industrie de la papeterie et
du papier pour le secteur de l'édition et de l'impression
(de 20 à 40 % par an) est en France qu'à l'étranger, etc. :

une direction administrative et financière

100 000 F
Le titulaire de ce poste dépendra de la Direction Générale
et prendra en charge :
— les problèmes comptables : comptes d'exploitation, de
budget, de bilan, consolidation, déclarations,
— les problèmes financiers : trésorerie, investissements,
— les problèmes administratifs, juridiques et d'organisation
général.

Profil de responsabilité globale exigé :

— une formation supérieure : ESC, DECS,

— de la maturité (35 ans minimum) et de l'expérience

et surtout une expérience très riche des problèmes

comptables, financiers et de la gestion de sociétés industrielles

et de l'administration.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

— la maîtrise de l'anglais.

— la maîtrise de l'allemand.

— la maîtrise de l'italien.

— la maîtrise de l'espagnol.

— la maîtrise de l'arabe.

— la maîtrise de l'hébreu.

— la maîtrise de l'indonésien.

— la maîtrise de l'espéranto.

L'immobilier

locations non meublées Offre

PARIS

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

PARIS 12^e
SANS COMMISSION
Société d'immobilier
200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

immeubles

hôtels-partic.

AUTREUIL 620 m² construits dont
salle 100 m², garage, jardin.
NÉCESSITE, prix 250 m² de
terrain 100 m² de terrain.
C.C. 22-23-24-25-26-27-28-29

bureaux

IMMOBILIER à usage d'habitat
PARIS 12^e 200 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

VOS BUREAUX
A 16^e DE ST-LAZARE
A DES CONDITIONS
TRÈS COMPÉTITIVES
DE 163 A 9.700 M2
EN LOCATION

BOURDAIS
BUREAUX
227 11 89

224-08-80
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

223-62-52
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

222-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

221-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

220-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

219-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

218-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

217-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

216-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

215-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

214-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

213-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

212-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

211-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

210-11-89
Domicile, Courrier, Secrétariat,
Permanence, Téléphone, Télé.
675 Proximité Saint-Louis, 100 m² de terrain, bon standing,
studio 20 m²,oyer 800 F.
chambre 10 m²,oyer 1.200 F.
cuisine 10 m²,oyer 1.200 F.
garage 20 m²,oyer 1.200 F.
Tél. : 243-17-22

propriétés

L'ORDINATEUR

MAISON DE L'IMMOBILIER
Sélectionnés gratuitement
Lettre que vous recherchez
parmi celles de 1000
professionnels F.N.A.I.M.
PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél.
Pour correspondance :
votre lettre de visite.

LA MAISON DE L'IMMOBILIER

27 bis av. de Villiers, 1^{er}
75017 PARIS. 757-62-02.
Part. recherche à louer, sept.
à oct. 1977, maison 4 ch.
min. sur 1 ha env. 2 h. Paris
marché, rgs. ind. 32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-10

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

MARCHÉ COMMUN

La discussion entre les Neuf sur la politique agricole méditerranéenne précède les négociations sur l'élargissement de la C.E.E.

De notre correspondant

L'élargissement de la C.E.E., la préparation du conseil européen, les relations avec l'Ouganda (voir page 33) ont été les principaux sujets traités lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf, mardi 21 juin, à Luxembourg.

Luxembourg. — Le gouvernement français estime que la négociation engagée en vue de la Communauté « doit se poursuivre ». Mais il « considère » la Communauté « comme un processus » et non pas comme un « état de fait ». Les ministres de la C.E.E. ont adopté rapidement les mesures de réglementation communautaire concernant les produits méditerranéens. Telle est la position exprimée, mardi 21 juin, à Luxembourg par M. Taittinger, ministre des affaires étrangères.

Cette position reflète un léger assouplissement de la part de la France. Paris répète, depuis plusieurs mois, que l'élargissement de la C.E.E. ne pourra s'opérer de façon satisfaisante que si, au préalable, un certain nombre de problèmes, notamment la réforme de la réglementation applicable aux produits méditerranéens, sont résolus par les Neuf eux-mêmes, sans doute pour bien marquer le sérieux de cette réforme, les Français se sont-ils proposés, voilà un certain temps, à ce que la C.E.E. soumette aux Grecs le relevé des questions agricoles devant, selon elle, être traitées dans la négociation.

« Il importe qu'apparaissent nous ayons engagé entre nous les discussions sur l'aménagement de la politique agricole méditerranéenne », ont-ils alors fait valoir. Une telle obstruction avait été mal accueillie par les Grecs, mais aussi par nos partenaires. « Il voulait pas donner l'impression de bloquer une entreprise qu'ils ont, au moins sur le plan politique, toujours soutenue », les Français viennent de rectifier le tir. Paris insiste pour que les arrangements agricoles qui concernent essentiellement les fruits, légumes et le vin soient adoptés « dans la forme de l'Union », M. Taittinger a rappelé que les objectifs de cette réforme étaient triples : restaurer l'équilibre entre l'offre et la demande, stimuler d'une part la production, promouvoir une politique de qualité, mieux garantir le revenu des agriculteurs.

M. Jenkins, le président de la Commission européenne, a indiqué que celle-ci soumettrait des propositions aux gouvernements membres d'ici quelques semaines. Une telle réforme est ambitieuse et n'a pas sans doute été abordée par le prochain conseil européen, les 28 et 30 juin, à Londres. Après un tour d'horizon sur l'ensemble des problèmes liés à la situation économique et monétaire, les chefs de gouvernement évoqueront l'élargissement de la C.E.E. ainsi qu'une série de dossiers diplomatiques — relations avec l'Est, situation en Afrique — qui leur donneront l'occasion d'affirmer avec quelque solennité les positions politiques de la Communauté. Le rapport que fera M. Callaghan, sur le « sommet occidental » de Londres, à l'initiative de la petite « pays » qui n'y ont pas assisté, sera l'occasion d'aborder, mais probablement superficiellement, les problèmes de prolifération nucléaire. Les Neuf essaieront de trouver un accord enfin sur le site devant abriter « Jet », savoir le gros engin nécessaire pour poursuivre les recherches sur l'attitude d'énergie par fusion thermonucléaire.

Voici quelques mois, le secrétaire général du Cosecon (Organisation économique des pays d'Europe orientale) avait adressé une lettre à la Communauté lui suggérant d'établir un nouveau contact officiel entre les deux organisations afin d'examiner quand et sur quelles matières des négociations pourraient être engagées.

Au cas où la solution communautaire ne permettrait pas une protection suffisante des agriculteurs français, M. Marchais s'est dit favorable à des mesures nationales sans protectionnisme, notamment par la fiscalité.

Quant à la garantie des prix, « elle devra être fixée en rapport avec le volume de la production, et être accompagnée d'un contrôle institutionnel des charges de production ».

M. MARCHAIS : la France doit avant tout protéger ses propres producteurs.

Le 21 juin par la presse agricole, M. Marchais a réaffirmé son opposition à l'élargissement du Marché commun à d'autres pays, « car la France doit avant tout protéger ses propres producteurs ».

« Au cas où la solution communautaire ne permettrait pas une protection suffisante des agriculteurs français, M. Marchais s'est dit favorable à des mesures nationales sans protectionnisme, notamment par la fiscalité. Quant à la garantie des prix, « elle devra être fixée en rapport avec le volume de la production, et être accompagnée d'un contrôle institutionnel des charges de production ».

IMMIGRÉS

La limitation de la main-d'œuvre étrangère est une mesure « catastrophique »

déclare le directeur des Houillères de Lorraine

Présentant son rapport de gestion le mardi 21 juin à Merlebach, M. Couillet, directeur général des Houillères du bassin de Lorraine (H.B.L.), a vivement critiqué les mesures prises par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat aux affaires du travail, « en vue d'un « aide au retour » des immigrés ». M. Couillet, les Houillères emploient en moyenne 8 000 mineurs chaque année. Pour atteindre ce chiffre, la recours à la main-d'œuvre étrangère est d'autant plus nécessaire que les Français répugnent à travailler dans la mine. Or, a-t-il souligné, le gouvernement veut à tout prix limiter, et ce vers l'intérieur, la main-d'œuvre étrangère. C'est là, selon le directeur général du bassin lorrain, une politique « catastrophique pour l'économie française ».

Le P.C. et les handicaps. — Le parti communiste va proposer au P.S. et au Mouvement des « gauches » de prendre « une série d'engagements prioritaires » pour l'élaboration d'un programme commun en « qui concerne les handicaps. Cette décision a été prise au cours d'un colloque organisé par le P.C., du 17 au 19 juin, à Paris, sur le thème « Handicaps, société, libertés ». Les participants ont réclamé le retour au remboursement à 100 % de toutes les dépenses de santé pour les handicapés, la versement immédiat de l'allocation aux adultes au taux de 1 200 francs et le SMIC pour les handicapés qui travaillent.

La C.G.T. répond à M. Stoléru

D'autre part, répondant le mercredi 22 juin à la mise au point de M. Lionel Stoléru — qui démentait qu'un fichier des immigrés demandeurs d'emploi fut établi « dans quelques services de la C.G.T. », M. René Loefer, secrétaire confédéral de la C.G.T., et Marius Apostola, membre de la commission exécutive de ce syndicat, ont montré la photo-copie d'une circulaire de service signée par M. Guy Métais, directeur de l'Agence nationale de l'emploi. Cette instruction stipule que « les étrangers susceptibles de bénéficier de l'aide au retour » sont « repérés préalablement ». Pour ce faire, on « boya de rouge » une fiche immatriculée F 09 qui permet de contrôler toutes les deux semaines la situation du chômeur. En cas de refus du « pécule » par l'immigré, aucune consignation n'est prévue le retour. « Dès lors », ont ajouté M. Loefer et M. Apostola, on ne voit pas comment les indemnités de chômage pourraient encore versées aux travailleurs concernés. Ainsi, ces derniers risquent fort de se voir couper les vivres s'ils ne se décident pas « à retourner ».

M. Loefer a précisé que la C.G.T. prendrait une « position très ferme » à la commission nationale de la main-d'œuvre étrangère, réunie ce mercredi.

Le P.C. et les handicaps. — Le parti communiste va proposer au P.S. et au Mouvement des « gauches » de prendre « une série d'engagements prioritaires » pour l'élaboration d'un programme commun en « qui concerne les handicaps. Cette décision a été prise au cours d'un colloque organisé par le P.C., du 17 au 19 juin, à Paris, sur le thème « Handicaps, société, libertés ». Les participants ont réclamé le retour au remboursement à 100 % de toutes les dépenses de santé pour les handicapés, la versement immédiat de l'allocation aux adultes au taux de 1 200 francs et le SMIC pour les handicapés qui travaillent.

Le Mouvement des travailleurs manuels, qui avait organisé le dimanche 19 juin une réunion groupant plusieurs centaines d'ouvriers dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris (18), publie un communiqué réclamant une fois de plus « la régularisation de la situation de tous les « sans-papiers » en France après le 1^{er} août 1978 ».

CONJONCTURE

CONFIRMANT QU'IL N'Y AURA PAS DE RELANCE

M. Raymond Barre incite les chefs d'entreprise à embaucher et à investir

Devant l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), qui était l'hôte à déjeuner mardi 21 juin, M. Raymond Barre a réaffirmé qu'il n'y aurait pas de relance, même si le gouvernement avait l'intention de prendre « en temps opportun, dans les mois qui viennent, toutes les mesures qui permettraient de soutenir l'activité économique sans remettre en cause le réajustement de nos équilibres fondamentaux » (nos dernières éditions du 21 juin).

Assurant qu'il fallait lutter à la fois contre l'inflation et le chômage, le premier ministre a également lancé un pressant appel, « en forme d'avertissement », aux chefs d'entreprise, afin que ceux-ci cessent, en matière d'emploi, d'investissements, de s'en tenir à une « attitude de prudente expectative » en attendant l'échéance du 1^{er} août. Ce serait là, a dit M. Raymond Barre, un comportement « à la fois irresponsable et inacceptable ».

En réponse à ces propos, M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., a déclaré mardi soir à T.P. : « Les chefs d'entreprise, dans leur immense majorité, sont décidés à entreprendre et à embaucher. Ils se sont engagés à créer trois cent mille emplois de plus d'ici à la fin de l'année. Nous avons mis en place les moyens nécessaires pour y parvenir : ce sont les délégués des entreprises pour l'emploi, qui se réunissent le 6 juillet et pour donner à l'Union de l'Action employeurs et à tout mettre en place avant les vacances ».

Voilà les principaux extraits du discours du premier ministre : « Les difficultés d'emploi et, en particulier, celles qui concernent de nombreux jeunes pour entrer dans la vie professionnelle, appellent une action énergique de la part de l'Etat et de la société ».

« Mais il faut comprendre, une fois pour toutes, que nous devons lutter à la fois contre l'inflation et le chômage et que ce n'est pas possible au même moment que la France retrouvera comme par enchantement la croissance et le plein emploi. Il faut l'accepter, nous sommes en présence d'un problème de protectionnisme que nous résolvons les problèmes de l'emploi ».

« Il est apparu nécessaire d'offrir à tous les jeunes sans emploi, qui le souhaitent, la possibilité de bénéficier d'un complément de formation assorti de stages en entreprise, en permettant pendant cette période une rémunération équitable. Je souhaite que chaque entreprise se sente concernée par cet effort et, dans la mesure de ses possibilités, elle accueille des jeunes en donnant à ces stages leur véritable sens, qui est d'assurer une préparation professionnelle aux intéressés ».

« J'insiste parfois dire que, dans le climat d'incertitude que certains se plaisent à dénoncer (et à entretenir en même temps), nos entreprises ont su en tenir à une attitude de prudente expectative. Comment prendre des initiatives, dit-on, alors que l'on craint le succès de l'union de la gauche et l'application du programme commun ? »

« Un tel comportement de la part des chefs d'entreprise serait à la fois irresponsable et suicidaire. Attitude irresponsable, car on ne peut à la fois se déclarer partisan de la liberté d'entreprise et en même temps refuser d'embaucher. Cette attitude, si elle était maintenue, ne pourrait que justifier ceux qui entendent remettre en cause l'initiative individuelle. Attitude suicidaire, car ce serait le meilleur moyen de faire se produire l'événement que l'on redoute ».

« Le gouvernement, par une action permanente, s'emploie à restaurer les conditions indispensables pour que l'activité économique puisse reprendre normalement. Il se propose d'apporter son soutien à des secteurs en difficulté. Il a pris des mesures pour faciliter l'embauche ».

« Cette action implique, en contrepartie, que les entreprises jouent le rôle qui doit être leur. Le gouvernement a choisi de faire appel au sens des responsabilités des chefs d'entreprise. J'espère qu'il sera entendu et que chaque chef d'entreprise se sentira concerné ».

« Les dépenses publiques inscrites au budget de l'Etat pour 1978 — actuellement en préparation — seront arrêtées au cours du conseil des ministres du mercredi 29 juin. On précise, toutefois, à l'occasion de ce sujet, à l'heure actuelle prématurée. La politique budgétaire sera définie de manière à permettre un développement de l'économie française compatible avec la poursuite du redressement économique et financier, et à contribuer à une amélioration de la situation de l'emploi ».

P. U. K.

en quelques mots...

A l'occasion de notre Assemblée Générale annuelle, nous souhaitons vous dire en quelques mots ce qu'est Pechiney Ugine Kuhlmann et comment nous avons traversé la période récente.

Une fédération d'entreprises

P.U.K. est une fédération d'entreprises qui sont rapprochées pour des raisons de complémentarité industrielle, et qui, pour la plupart, petites et moyennes à l'échelle mondiale.

« C'est à cette union nous avons pu, pendant la crise 1975-1976 : — sauvegarder l'emploi, — soutenir l'activité qui auraient disparu si nous avions été isolés. »

Dans l'ensemble décentralisé, le volume des affaires est essentiel : 54 millions de francs ont été investis l'année dernière pour leur formation.

Des produits indispensables

Aluminium, aciers, cuivre, produits chimiques font partie de notre univers quotidien : celui des équipements, collectifs, des moyens de transport, de l'habitat, de la santé, des loisirs, etc. Mais nos produits ont été le plus souvent transformés par d'autres industries : c'est pourquoi vous nous connaissez mal. Et pourtant P.U.K. répond jour après jour aux besoins de l'homme moderne. C'est sa vocation industrielle.

Le combat pour l'environnement

On dit de P.U.K. : c'est un pollueur massif et indifférent. Notre type d'activité et le nombre de nos usines sont autant de raisons qui expliquent cette réputation. Il est vrai que la pollution a été la conséquence du développement industriel. Mais nous sommes lancés dans une campagne méthodique pour réduire les nuisances. Et chaque année, le taux de pollution provoqué par nos usines régresse.

P.U.K. est le premier groupe — et le seul — à avoir, dès 1975, signé avec le ministère de la Qualité la Vie un programme considérable — à sa seule charge. L'effort peut être évalué à un milliard de francs sur dix ans. C'est pourquoi nous pourrions revendiquer le titre de « premier pollueur de France ».

Une présence française à l'étranger

P.U.K. est un groupe industriel français qui assure la présence de la France dans le monde. Prés de la moitié de notre chiffre d'affaires est réalisé par nos exportations et nos filiales hors de France. Nous participons à la bataille pour l'équilibre de la balance commerciale. En prenant des positions à l'étranger, nous renforçons en France notre compétitivité et donc notre capacité d'emploi. Nous donnons à notre pays un atout de plus pour garantir son rang de grande puissance industrielle moderne.

Quelques points de repères

- Groupe Industriel français au capital de 2.549.087.900 Francs
- Quelques 300.000 actionnaires
- 100.000 personnes salariées environ (dont plus de 80 % en France)
- Implantations industrielles ou commerciales dans 42 pays
- 226 usines en France et 94 à l'étranger (dont 23 aux Etats-Unis)
- Chiffre d'affaires consolidé 1975 : 18.741 millions de francs
- Chiffre d'affaires consolidé 1976 : 22.255 millions de francs
- Résultat net consolidé 1975 : (dont 47 % : exportation et filiales à l'étranger) perte de 159 millions de francs
- Résultat net consolidé 1976 : bénéfice de 153 millions de francs

Le redressement est surtout dû à l'aluminium et à nos usines à l'étranger. Les aciers traversent la crise que l'on connaît, le cuivre et la chimie sont en reprise lente.

**PECHINEY
UGINE
KUHLMANN**

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons notre rapport annuel pour compléter ces toutes premières informations.
Direction de l'Information 23, rue Babaz - 75008 PARIS



Membre FDIC



Londres : un groupe de gérants de portefeuille de Morgan Guaranty. Au premier plan : Nicholas Potter - Londres. De gauche à droite : Walter Zinner - Londres, Patrick Flavin - Tokyo, Pierre Daviron - Londres, Martin Harrison - Londres, Karl Van Horn - New York, Georges de Montebello - Genève, Dominique Robert - Paris, Charles Green - Londres, Alain Golaz - Paris.

Pour une gestion de portefeuille internationale, songez à Morgan Guaranty

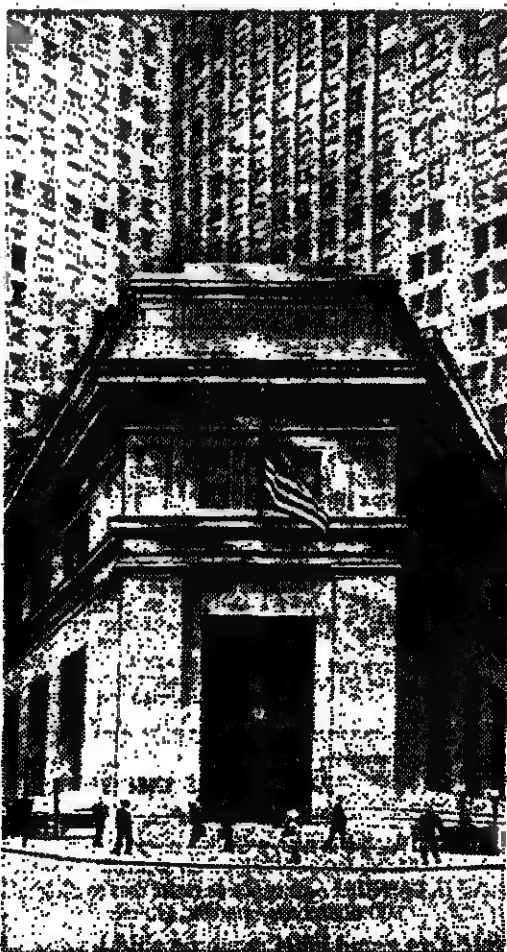
Morgan Guaranty Trust Company est aux Etats-Unis, la première banque pour la gestion de portefeuille. Elle offre à ses clients, en France comme dans le monde entier, le même service hautement spécialisé, par l'intermédiaire de ses bureaux et filiales.

Ce service de gestion de capitaux s'adresse à des investisseurs qui recherchent pour leurs fonds une perspective internationale : compagnies d'assurance, caisses de retraite, fondations, sociétés, fonds communs de placement, et particuliers disposant d'avoirs importants.

Lorsque vous choisissez Morgan Guaranty, votre compte bénéficie d'une approche à l'échelle mondiale. Nos gérants de portefeuille reçoivent en permanence un important volume d'informations et de prévisions provenant de notre propre service de recherche composé de 200 analystes. Le travail de chacun de ces spécialistes couvre un secteur industriel donné et est établi à partir de points d'observation aux Etats-Unis, en Europe et en Extrême-Orient.

Les économistes de Morgan procurent aux gérants de portefeuille des estimations prévisionnelles sur l'évolution des économies nationales. Les cambistes de la Banque leur communiquent en permanence les derniers cours de change des principales devises.

Ainsi vos gérants de portefeuille disposent, sur chaque place financière importante, d'une informa-



tion complète sur les opportunités d'investissement en valeurs mobilières, ce qui leur permet de prendre les décisions conformes à vos objectifs. Vos opérations d'achat et de vente sont menées avec le plus grand soin grâce à la compétence et à l'expérience de nos chefs de bourse locaux.

Lorsque vous nous chargez de gérer vos capitaux, votre compte fait l'objet d'une attention constante et personnelle. Notre organisation ainsi que les fonds que nous gérons sont considérables, mais le nombre de clients demeure délibérément limité.

Si vous êtes responsable de fonds importants, songez à Morgan Guaranty. Pour de plus amples informations sur nos services internationaux de gestion de portefeuille, prenez contact à Paris, avec M. Alain Golaz, Vice President, 14 place Vendôme, téléphone 265.05.19.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 265.05.19). AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Genève (Morgan Guaranty Investment Services), Milan, Rome (ouverture 1977), Tokyo, Singapour, Hong Kong, Manille, Sao Paulo, Caracas. FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES : San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

Morgan Guaranty Trust Company

LA VIE ÉCONOMIQUE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉNERGIE

LA HAUSSE DU PÉTROLE SAOUDIEN COÛTERAIT À LA FRANCE 650 MILLIONS DE FRANCS EN SIX MOIS

Le ministre saoudien du pétrole, cheikh Ahmed Zaki Yamani, a fait état le 21 juin d'une lettre du ministre français des Affaires étrangères, M. Valentin, concernant la hausse du prix du pétrole saoudien. Le cheikh Yamani a déclaré que la hausse du prix du pétrole saoudien de 10 % le 1^{er} janvier dernier, à laquelle devait s'ajouter une augmentation supplémentaire de 5 % le 1^{er} juillet, selon Radio-Riyad, les Onze membres du cartel des pays du pétrole ont décidé de ne pas accepter cette hausse. Ils ont décidé de maintenir le prix du pétrole saoudien à son niveau actuel jusqu'à la prochaine réunion du conseil ministériel de l'O.P.E.C. le 22 juillet à Stockholm.

Il y a trois jours, cheikh Yamani avait déclaré que son pays et les autres membres du cartel des pays du pétrole s'opposaient à la hausse du prix du pétrole saoudien de 10 % le 1^{er} janvier, à condition que leurs partenaires au sein de l'O.P.E.C. renouent la négociation supplémentaire prévue.

Il est donc probable que les prix seront maintenus à compter du 1^{er} juillet (même si l'annonce officielle n'est faite qu'à mi-juillet en juillet). Le pétrole saoudien est le plus léger d'Arabie Saoudite qui sert de référence pour l'établissement des prix des diverses qualités de pétrole, serait alors de 12,70 dollars le baril. Une telle augmentation du pétrole saoudien coûterait à la France — qui importe 43 % de ses approvisionnements de pays à mode de — de l'ordre de 650 millions de francs pour le second semestre de 1977.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Dans le Rhône

L'occupation des services informatiques du Crédit lyonnais bloque sept cents agences

De notre correspondant régional

Lyon. — Un conflit entraînant des perturbations dans la réalisation des opérations bancaires agit depuis plusieurs jours l'un des trois centres administratifs et informatiques du Crédit lyonnais, installé à Rillieux-la-Pape, dans la banlieue de Lyon, et qui assure le service informatique de sept cents agences appartenant au service informatique de la société, ont décidé le 15 juin, d'occuper la bibliothèque des bandes magnétiques et la salle des pupitres et ordinateurs, point névralgique du centre.

Leur action, suspendue pendant le week-end, a repris lundi 20 juin. Elle empêche les sept cents agences de fonctionner par télé-transmission d'interroger le centre de Rillieux ou de passer des écritures. La direction semble avoir pris des mesures pour faire travailler une partie des opérations dans d'autres centres et si un retard dans la comptabilisation a dû être enregistré, il ne devrait pas y avoir de conséquences au niveau des opérations de portefeuilles et des versements de masse. En revanche, certains virements individuels pourraient être enregistrés avec des retards plus ou moins importants.

Selon des représentants de la C.F.D.T., qui conduit ce mouvement avec la C.G.T. et F.O., la grève découle directement des conditions de travail imposées au personnel par l'application du plan informatique développé depuis 1975. En raison de la surcharge de travail provoquée, les syndicalistes demandent un accroissement des effectifs des équipes informatiques et une augmentation des salaires. — B. E.

(Il est significatif que ce conflit au sein d'une banque affecte les services informatiques, qui sont de véritables centres nerveux dont l'arrêt peut paralyser les autres services. Les employés peuvent ainsi exiger de meilleures conditions de travail, même s'ils jouissent déjà de certains privilèges par rapport à l'ensemble du personnel administratif. C'est la raison de l'information des banques, qui concentrent les données et assure une bonne part de leur autonomie aux agences et guichets. Une longue grève avait déjà eu lieu au Crédit lyonnais en 1976 et un conflit avait éclaté au début de cette année à la B.N.F.)

AU PRINTEMPS S.A.

L'assemblée générale ordinaire réunie le 17 juin 1977 sous la présidence de M. Jean Vignaux a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le chiffre d'affaires (T.T.C.) des magasins appartenant au groupe Printemps et des magasins qui lui sont affiliés ressort pour 1976 à 11,4 milliards de francs.

Les comptes consolidés se soldent par une perte d'exploitation de 27,5 MF contre 19,7 MF en 1975, et une perte au bilan de 48,4 MF contre 80,2 MF en 1975 après exclusion de la consolidation des hypermarchés regroupés dans Euro Expansion devenue Eurocarrefour.

Le groupe a mis en œuvre au début de 1977 un plan de redressement qui vise à améliorer les performances commerciales des magasins, à réduire les coûts d'exploitation et à améliorer la rentabilité. Pour les cinq premiers mois de l'exercice en cours, l'augmentation des chiffres d'affaires par rapport aux mois correspondants de 1976 a été de :

- 12 % pour les Grands Magasins (dont 2 % pour les magasins comparables) ;
- 6 % pour les magasins Printemps.

En outre, le président Vignaux a annoncé la démission de M. Pierre Lagouette et Pierre Dumont en raison de leur départ de la direction d'un des magasins du Printemps de 1977 à 1978. Il était président d'un magasin de la rue de la République à Paris, le conseil d'administration a nommé à sa place M. André Segal et Robert Jablon.

SIMCO

L'assemblée générale ordinaire réunie le 15 juin 1977 sous la présidence de M. Maurice Gonthier, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 44 781 483,2 F, dont 3 785 000 F de plus-values contre 38 300 000 F en 1975 dont 1 537 000 F de plus-values.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 18,10 F par action sur augmentation de 6,50 F sur celui de l'exercice précédent — et l'affectation de 6,50 F par action au report à nouveau. Le dividende sera mis en paiement le 4 juillet 1977, contre remise du coupon n° 12 A pour la somme de 7,50 F et du coupon n° 12 B pour la somme de 2,50 F (réservée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques).

Dans son allocution, le président a rappelé que la loi de finances rectificative pour 1976 avait institué, pour le quatrième trimestre 1976, un blocage des loyers et avait limité pour 1977 leur progression à 6,50 %. Ces mesures permettront le jeu de la parité de l'Etat et l'application des conventions passées avec la société pour la réalisation de ses programmes d'habitat.

Le président a également indiqué que la gestion du patrimoine n'avait pas posé de problème particulier : le taux d'occupation des logements s'est encore amélioré et le taux de rotation des locataires est en hausse sensible. Les locaux de bureaux et les locaux commerciaux sont tous loués à l'exception de 500 m² sur 2 850 qui composent le dernier immeuble de bureaux de la rue d'Hauteville à Paris livré en avril dernier.

La construction des immeubles de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la rue de l'Est à Paris se déroule normalement et la société met au point un nouveau programme d'habitat.

L'augmentation des recettes locatives à laquelle s'ajoutent les indemnités compensatoires dues par l'Etat devrait permettre d'envisager une nouvelle progression du dividende.

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue l'issue de l'assemblée générale ordinaire, elle a décidé de voter la conséquence de toutes mesures qui permettraient à la société d'avoir recours à l'aide financière de l'Etat sous forme de prêts sociaux et de recevoir des subventions ou prêts accordés au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction. Elle a, en conséquence, supprimé des statuts les dispositions qui restreignaient sa faculté de faire appel à ces modes de financement.

THE ROYAL BANK OF CANADA (FRANCE)

S.A. au capital de 30 000 000 de francs
Siège social :
3, rue de la Harpe, à Paris-5.

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 8 juin 1977 à Paris, a élu comme nouveau administrateur : M. Dominique N. Bonaldi, directeur général adjoint de The Royal Bank of Canada (France), Paris.

GROUPE PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

La S.A. du Palais de la Nouveauté a tenu son assemblée générale ordinaire sur l'exercice 1976 le lundi 20 juin 1977.

Le groupe qui exploite vingt-quatre magasins dont vingt magasins populaires à l'enseigne Monoprix et quatre hypermarchés à l'enseigne Super-M, a réalisé un chiffre d'affaires T.T.C. de 1 242 millions de francs.

Le bénéfice d'exploitation consolidé pour l'exercice 1976 se monte à 18,3 millions de francs, en progression de 10,5 % sur l'exercice précédent.

Le bénéfice net consolidé (part du groupe) s'élève, en 1976, à 5,4 millions de francs. Il ne peut être comparé à celui qui avait été dégagé à l'occasion de l'exercice précédent, soit 17,5 millions de francs, et qui comportait une plus-value exceptionnelle sur cession d'actif immobilisé de 13,4 millions de francs.

Les résultats de la société mère sont de 3,2 millions de francs, à parité de l'assemblée de l'exercice précédent d'un dividende de 4 114 460 F, soit 11,20 F par action, procurant, compte tenu de l'impôt d'un revenu net de 16,80 F par action.

Le dividende, en augmentation de 6,50 F par rapport à l'exercice précédent, sera mis en paiement le 27 juin 1977.

DÉBRAYAGE DES OUVRIERS DE LA R.A.T.P.

Des débrayages — qui n'ont pas eu de répercussions sur le trafic des voyageurs — ont eu lieu le mercredi matin 22 juin dans les ateliers de la R.A.T.P., notamment à l'atelier central de Champigny et dans les dépôts d'entretien. Cette grève, lancée par les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. et autonomes, a pour but d'obtenir de meilleures conditions de carrière pour les quelque six mille ouvriers de la R.A.T.P. La C.F.D.T. s'est dissociée de cette action, la jugeant « trop catégorielle ». Une manifestation s'est déroulée de 10 heures à 12 heures, quel que soit le lieu de la grève, devant le siège de la Régie.

L'autre part, les nettoyeurs du métro ont reconstruit la grève qu'ils ont déclenchée le 21 mai pour de meilleures conditions de travail et de salaire. La C.F.D.T. a décidé pour sa part d'engager une procédure contre l'une des entreprises de nettoyage, la société Onet, après le licenciement de l'un de ses salariés.

«jeunes artisans»

Revue trimestrielle

- ABONNEMENT : 30 F. — Le n° 1, 30 F. — ou en timbres-poste C.C.P. PARIS 14.525-54 C.I.A. Service 12, rue Victor-Hugo, 92150 DEBINS
- AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 55 - JUIN 1977
- Un artisan fait évoluer son entreprise vers un service de dépannage
 - L'artisan partenaire des collectivités locales
 - Compte-rendu des journées nationales 1977

PERNOD RICARD

Allocution de Monsieur Jean Hémar, Président, à l'Assemblée générale des actionnaires du 22 juin 1977

En cours de l'exercice 1976, l'environnement commercial, industriel, monétaire et fiscal, tant en France qu'à l'étranger, a été des plus défavorables. Les entreprises ont dû faire face à de nombreuses contraintes plus ou moins lourdes. PERNOD RICARD y a fait face par le biais de sa politique commerciale et financière. Le chiffre d'affaires consolidé est passé de 3,38 milliards à 3,71 milliards de F, ses résultats d'exploitation ont progressé de 14,3 % et ses bénéfices nets avant impôts de 1,43 à 1,52, 6 millions de F, en progrès de 7,6 %.

La manifestation de ces résultats ont été acquis confortablement et celle des chefs d'entreprise — qui ont réuni, depuis 1970, l'impérieuse nécessité de réunir leurs moyens financiers et commerciaux en vue de la création de nouvelles entreprises — ont été acquis confortablement. Nous remercions donc de nous réunir en France et de nous développer à l'étranger. Cette double volonté a marqué concrètement la vie du Groupe en 1976 au travers de la création de la Société CDC-CUSENIER et du développement important de la SEGMA à l'étranger.

Pour poursuivre vigoureusement notre croissance dans ces deux directions et constituer un des premiers groupes alimentaires contrôlés par des capitaux français, il devient nécessaire d'apporter à l'ensemble de la mise en place d'une réglementation européenne, que les Pouvoirs Publics réservent un accord favorable aux réformes qu'il est nécessaire d'entreprendre dans ce cadre.

Ces réformes concernent :

- le prix de l'alcool ;
- l'alcool neutre, base d'élaboration de nos principaux produits se vend sur le marché mondial au prix de 150 F l'hectolitre d'alcool pur ;
- PERNOD RICARD achète 420 F au monopole d'Etat.

Il est hautement souhaitable que le prix français soit aligné sur le marché mondial et, en tout état de cause, il est essentiel d'établir un prix européen uniforme pour tous les producteurs de spiritueux.

La fiscalité

La plupart des pays européens, sauf la France et le Danemark, appliquent une fiscalité des spiritueux simple et équitable qui repose sur la teneur en alcool. Il faut donc, dès que possible, appliquer une taxation basée sur cette seule base, ce qui rapprocherait progressivement les taux actuellement variables d'un pays à l'autre. Ceci implique la disparition du droit de fabrication et la création d'un droit unique appliqué à tous les produits, proportionnel à leur teneur en alcool.

La publicité

PERNOD RICARD a toujours admis la nécessité de réglementer la publicité des boissons alcoolisées. Cette réglementation, pour être applicable au niveau européen, doit être simple ; elle doit encore

être la même pour tous les produits quelle que soit leur composition, leur mode d'élaboration ou de consommation, de manière à les mettre sur un pied d'égalité face à la lutte anti-alcoolique.

Voilà pourquoi PERNOD RICARD y a fait face par le biais de sa politique commerciale et financière. Le chiffre d'affaires consolidé est passé de 3,38 milliards à 3,71 milliards de F, ses résultats d'exploitation ont progressé de 14,3 % et ses bénéfices nets avant impôts de 1,43 à 1,52, 6 millions de F, en progrès de 7,6 %.

La manifestation de ces résultats ont été acquis confortablement et celle des chefs d'entreprise — qui ont réuni, depuis 1970, l'impérieuse nécessité de réunir leurs moyens financiers et commerciaux en vue de la création de nouvelles entreprises — ont été acquis confortablement. Nous remercions donc de nous réunir en France et de nous développer à l'étranger. Cette double volonté a marqué concrètement la vie du Groupe en 1976 au travers de la création de la Société CDC-CUSENIER et du développement important de la SEGMA à l'étranger.

Pour poursuivre vigoureusement notre croissance dans ces deux directions et constituer un des premiers groupes alimentaires contrôlés par des capitaux français, il devient nécessaire d'apporter à l'ensemble de la mise en place d'une réglementation européenne, que les Pouvoirs Publics réservent un accord favorable aux réformes qu'il est nécessaire d'entreprendre dans ce cadre.

Ces réformes concernent :

- le prix de l'alcool ;
- l'alcool neutre, base d'élaboration de nos principaux produits se vend sur le marché mondial au prix de 150 F l'hectolitre d'alcool pur ;
- PERNOD RICARD achète 420 F au monopole d'Etat.

Il est hautement souhaitable que le prix français soit aligné sur le marché mondial et, en tout état de cause, il est essentiel d'établir un prix européen uniforme pour tous les producteurs de spiritueux.

La fiscalité

La plupart des pays européens, sauf la France et le Danemark, appliquent une fiscalité des spiritueux simple et équitable qui repose sur la teneur en alcool. Il faut donc, dès que possible, appliquer une taxation basée sur cette seule base, ce qui rapprocherait progressivement les taux actuellement variables d'un pays à l'autre. Ceci implique la disparition du droit de fabrication et la création d'un droit unique appliqué à tous les produits, proportionnel à leur teneur en alcool.

La publicité

PERNOD RICARD a toujours admis la nécessité de réglementer la publicité des boissons alcoolisées. Cette réglementation, pour être applicable au niveau européen, doit être simple ; elle doit encore

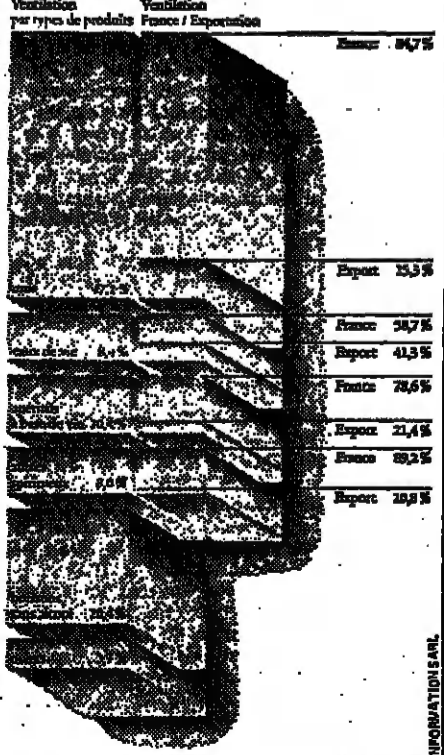
Les résultats consolidés

(en millions de francs)	1975	1976
Chiffres d'affaires hors TVA	3 385 900	3 707 822
Marge brute	1 139 253	1 268 596
Autres produits	21 561	32 305
Revenu brut	1 160 814	1 300 901
Frais de personnel	(367 846)	(434 112)
Autres charges	(384 990)	(423 456)
Frais et produits financiers	(30 448)	(39 301)
Amortissements	(59 263)	(63 140)
Résultat d'exploitation	298 266	340 802
Résultat avant impôts	297 256	330 441
Impôt sur les sociétés	(143 580)	(176 952)
Résultat net des sociétés intégrées	153 676	143 489

L'organigramme du groupe



Le chiffre d'affaires



ET CHIFFRES

Le Monde

asse des prix
mai : 0.9 %

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. LA VISITE A PARIS DU CHEF DE L'ETAT SOVIETIQUE
- 4. DIPLOMATIE
- 4-5. AFRIQUE
- « Orages sur la mer Rouge » (11), par J.-C. Guillebaud.
- 6. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : selon les premiers résultats des élections, les travaillistes gardent le contrôle de la Knesset, malgré une progression de Likoud.
- 6-7. EUROPE
- TURQUIE : M. Ecevit présente au Parlement un cabinet minoritaire.
- ALLEMAGNE FÉDÉRALE : malgré le rejet d'une motion de blâme contre le chancelier Schmidt, le S.P.D. ne retrouve pas sa cohésion.
- 8-10. POLITIQUE
- Les travaux parlementaires.
- 11. MÉDECINE
- Certains cancers pourraient être traités par des antioxydants.
- 12-13. ÉDUCATION
- Le ministre réorganise l'enseignement pré-professionnel.
- 13. RELIGION
- Le rassemblement eucharistique à Notre-Dame.
- 13. DÉFENSE
- 14-15. JUSTICE
- Le procès des drogués de Besençon en appel.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
PAGES 17 à 23

EXPOSITIONS : Grasse à Dijon.
DANSE : Un entretien avec Mats Wilander.
CINÉMA : Reproche de « Comment Yukawa déplaça le monde » : Le film de Jean-Louis Bory de Saint-Vincent.
THÉÂTRE : « George Dandin », à Dusseldorf.
MUSIQUE : Monteverdi au Festival de Zurich.

- 26. LÉGION D'HONNEUR
- 28. PRESSE
- 29. SPORTS
- 29. ÉQUIPEMENT
- 29. D'UNE RÉGION A L'AUTRE
- (Ile-de-France) : 1. série de mesures est annoncée par M. Chirac pour améliorer la qualité de la vie dans la capitale.

- 34 à 37. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- A L'ÉTRANGER : l'ouverture de l'Alaska pose de nombreux problèmes économiques et sociaux.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (35)
Annonces classées (29 à 33) : Aujourd'hui (33) ; Carat (16) ; Journal officiel (33) ; Médicaments (33) ; Mots croisés (33) ; Bourse (33).

RENTREE 77-78
B.T.S.
Comptabilité et gestion des entreprises
Gestion et exploitation de centres informatiques
Secrétariat de direction et trilingue

FAX
6, rue d'Amsterdam 87498.89
04, rue St-Lazare 87498.80

913 commerçants nous font confiance, pourquoi pas vous ?

PARLY 2-VELIZY 2-ROSNY 2-BOISSY 2-LA PART-DIEU-ÉVRY 2-ULIS 2-GRIGNY 2-BORIGNY 2-ET BIENTOT : LILLE-EST - ROUEN-SAINT-SEVER - BRUXELLES.
Magasins disponibles dans ces centres - Renseignez-vous.

SCC Société des centres commerciaux
20, pl. Vendôme *260.32.56
des années d'expérience au service des commerçants

Le numéro du « Monde » daté 22 juin 1977 a été tiré à 548 265 exemplaires.

CONFLIT A PROPOS DES EXAMENS A L'UNIVERSITÉ DE LYON-1

Des professeurs libèrent leurs collègues séquestrés par des étudiants

De notre correspondant régional

LYON. — Une soixantaine d'enseignants de l'université scientifique et médicale de Lyon-1, parmi lesquels se trouvait le vice-président M. Edgar Elbaz, ont été séquestrés dans la salle du conseil de l'université au campus de La Doua, à Villeurbanne, pendant toute la nuit du mardi 21 au mercredi 22 juin, par des étudiants mécontents des résultats de leurs examens. Mercredi matin, peu avant 10 heures, ils ont été libérés par une intervention en force d'un groupe d'une trentaine de leurs collègues, et une sérieuse bousculade avec les étudiants s'en est suivie.

En début de soirée, mardi, une trentaine d'étudiants avaient obstrué les portes d'accès à la salle du conseil. A l'aube de ce mercredi, M. Daniel Gervais, président de l'université, accompagné d'un commissaire de police à la tête d'un détachement, avait vainement demandé aux étudiants d'évacuer les lieux. Sur intervention du secrétaire de la fédération du Rhône, de la Fédération de l'éducation nationale, les forces de l'ordre s'étaient retirées du campus.

Pourquoi cette soudaine flambée de colère, sur un campus calme, et dans une université réputée par son sérieux ? La réponse est contenue dans les résultats des examens de première année du diplôme d'études universitaires générales scientifiques A (DEUG) : sur quatre cent soixante étudiants qui avaient participé aux épreuves écrites, cent quatre-vingts furent déclarés « admissibles » à l'oral. Or disent les étudiants — qui ne paraissent pas politisés, à l'exception de quelques militants de l'UNEF : Unité syndicale (travaillistes) — quarante d'entre eux seulement ont obtenu la moyenne de 10 et le jury a dû abaisser la barre à 7,5 pour retenir cent quatre-vingts admissibles.

Trente-trois étudiants ayant une moyenne supérieure à 7,5 ont néanmoins été écartés de l'oral par le jury. Ces résultats très médiocres sont la conséquence, selon les étudiants, d'un choix de sujets — en mathématiques et en physique, notamment — particulièrement difficiles et portant sur des questions « soit extrêmement mineures, soit n'ayant jamais été traitées dans le cadre du programme ».

Les étudiants avaient obtenu, le samedi 18 juin, du président du jury,

M. Roland Chery, que les trente-trois étudiants soient « repêchés ».

Leurs noms furent aussitôt publiés, accompagnés d'une note signée par le président du jury annonçant leur admission à l'oral.

Pourtant, mardi soir, le jury — souverain — désavouait son président, estimant qu'il n'était pas question de revenir sur une décision prise légalement ni de céder aux pressions des étudiants : « Ce serait la porte ouverte à tous les marchandages », commentait, dans la nuit, M. Elbaz, qui reconnaissait cependant qu'il avait « peur que nos collègues enseignants entraîneraient la décision (de repêchage) prise samedi dernier ».

Les enseignants affirment que les sujets retenus pour le DEUG A étaient « tout à fait normaux et qu'ils entraient bien dans le cadre du programme traité au cours de l'année ».

Pourtant, un commentaire signé du président du jury et affiché au lendemain de la contestation de l'examen, permet d'en douter : « Le jury a jugé également que les épreuves de septembre portant sur les matières traitées dans toutes les sections du cours magistral et les travaux dirigés ».

B. E.

POUR PROTÉGER LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC MOSCOU

Le parquet de Paris demande — en vain — la saisie de « Minute »

Le parquet de Paris a estimé mardi 21 juin que le numéro de « Minute » devant être mis en vente le lendemain contenait des articles offensants à l'égard de M. Leonid Brejnev, président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. Il a demandé au tribunal, afin d'être autorisé à saisir aux relations entre la France et l'U.R.S.S.

S'appuyant sur l'article 423 nouveau du code de procédure civile permettant au ministère d'agir d'office pour la défense de l'ordre public, le procureur de la République a déposé vers 19 heures une requête entre les mains de Mme Simone Rozet, président du tribunal, afin d'être autorisé à saisir aux relations entre la France et l'U.R.S.S.

Le procureur a demandé au tribunal de saisir aux relations entre la France et l'U.R.S.S. le numéro de « Minute » devant être mis en vente le lendemain.

Le tribunal a refusé la saisie.

En Allemagne fédérale

Seul le crime avec préméditation justifie la détention perpétuelle

estime le tribunal constitutionnel de Karlsruhe

De notre correspondant

Bonn. — Le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a déclaré, dans un arrêt rendu public mardi 21 juin, la détention à perpétuité conforme à la loi fondamentale. La question avait été posée par le tribunal de Vödingen, qui avait renvoyé devant le tribunal de Karlsruhe un policier impliqué dans une affaire de drogue et qui avait tué un jeune drogué.

Le président du tribunal avait estimé que la détention à perpétuité était inconstitutionnelle, d'une part parce que l'article 211 du code pénal prévoit cette peine indistinctement pour tout meurtre et, d'autre part, parce que cette peine porte atteinte à la dignité humaine.

Les juges constitutionnels n'ont pas suivi cette argumentation. Ils ont estimé que la détention à perpétuité ne méritait en cause ni la dignité ni l'intégrité de la personne humaine. Selon la loi de 1976, en effet, les maisons centrales sont obligées de préparer la « resocialisation » des détenus, même ceux des condamnés à vie, et de faire en sorte que la détention n'entraîne pas de troubles de la personnalité. D'autre part, il est exceptionnel, déclarent les juges, qu'un condamné à la détention à perpétuité purge effectivement sa peine (depuis 1945, deux mille personnes ont été condamnées en République fédérale à la prison à vie ; sept cents d'entre elles, ont fait l'objet d'une remise de peine à la suite d'une grâce).

Mais le principe du respect de la dignité humaine n'est pas violé si un condamné reste toute sa vie en prison, car la société a le droit de se protéger contre les individus dangereux, étant encore les juges de Karlsruhe.

Enfin, le tribunal constate que la détention à perpétuité est une sanction qui n'est pas démesurée pour le crime le plus grave, et qu'elle correspond aux « valeurs généralement admises par les citoyens de la République fédérale ».

Les juges constitutionnels ont cependant ajouté deux correctifs à leur arrêt. D'une part, ils considèrent que le droit de grâce laissé au ministre-président des Länder ne garantit pas un traitement égal à tous les détenus, ils demandent aux législateurs — sans toutefois citer de détails — de codifier, par une loi, les remises de peine afin que tout condamné à la détention à perpétuité ait, par principe, une chance

Les 25 et 26 juin à Paris

CONCERTS ET PARADES DE MUSIQUES MILITAIRES

Une parade des musiques militaires aura lieu à Paris les samedi 25 et dimanche 26 juin. Ce rassemblement groupera plus de huit cents musiciens des unités armées, de la gendarmerie et de la Légion étrangère.

Le samedi 25 juin, de 17 h à 19 h 30, une série de quatre concerts sera donnée dans des jardins publics : le jardin du Luxembourg (19), le parc Monceau (18), les jardins du Trocadéro (16), et le parc des Buttes-Chaumont (19).

Le dimanche 26 juin, après une répétition de 9 h à 11 h à la place de la Concorde, toutes les musiques militaires de 14 h 30 à 18 h de la place de la République au carrefour du boulevard Montmartre et le boulevard des Italiens. De 19 h 30 à 21 h 15, ces mêmes musiques défilent de la place de l'Étoile à la place de la Concorde où les huit cents musiciens se réunissent autour de l'Élysée pour une parade finale.

Madrid : N

Rome : l'Im

Paris : Nou

Seul le crime avec préméditation justifie la détention perpétuelle

estime le tribunal constitutionnel de Karlsruhe

De notre correspondant

Bonn. — Le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a déclaré, dans un arrêt rendu public mardi 21 juin, la détention à perpétuité conforme à la loi fondamentale. La question avait été posée par le tribunal de Vödingen, qui avait renvoyé devant le tribunal de Karlsruhe un policier impliqué dans une affaire de drogue et qui avait tué un jeune drogué.

Le président du tribunal avait estimé que la détention à perpétuité était inconstitutionnelle, d'une part parce que l'article 211 du code pénal prévoit cette peine indistinctement pour tout meurtre et, d'autre part, parce que cette peine porte atteinte à la dignité humaine.

Les juges constitutionnels n'ont pas suivi cette argumentation. Ils ont estimé que la détention à perpétuité ne méritait en cause ni la dignité ni l'intégrité de la personne humaine. Selon la loi de 1976, en effet, les maisons centrales sont obligées de préparer la « resocialisation » des détenus, même ceux des condamnés à vie, et de faire en sorte que la détention n'entraîne pas de troubles de la personnalité. D'autre part, il est exceptionnel, déclarent les juges, qu'un condamné à la détention à perpétuité purge effectivement sa peine (depuis 1945, deux mille personnes ont été condamnées en République fédérale à la prison à vie ; sept cents d'entre elles, ont fait l'objet d'une remise de peine à la suite d'une grâce).

Mais le principe du respect de la dignité humaine n'est pas violé si un condamné reste toute sa vie en prison, car la société a le droit de se protéger contre les individus dangereux, étant encore les juges de Karlsruhe.

Enfin, le tribunal constate que la détention à perpétuité est une sanction qui n'est pas démesurée pour le crime le plus grave, et qu'elle correspond aux « valeurs généralement admises par les citoyens de la République fédérale ».

Les juges constitutionnels ont cependant ajouté deux correctifs à leur arrêt. D'une part, ils considèrent que le droit de grâce laissé au ministre-président des Länder ne garantit pas un traitement égal à tous les détenus, ils demandent aux législateurs — sans toutefois citer de détails — de codifier, par une loi, les remises de peine afin que tout condamné à la détention à perpétuité ait, par principe, une chance

Le scandale du crédit suisse aurait fait l'objet d'une tentative d'étouffement

Berne (A.F.P.). — M. Helmut Rüsch, président du parti socialiste suisse, a déclaré, le mardi 21 juin, devant le Parlement helvétique, que 30 millions de francs suisses (environ 40 millions de francs français) avaient été distribués à 7 à 8 millions de personnes afin d'éviter que le scandale du Crédit suisse ne soit divulgué. (Le Monde du 17 mai).

Le dirigeant socialiste a dénoncé les « liens douteux » qui existent, selon lui, entre le monde de la finance helvétique et la classe politique. Il estime que les pratiques révélatrices par le scandale de Chassagnon ne constituent pas une exception, mais la règle. « Il y a eu et il y aura des conséquences graves du système bancaire », a-t-il déclaré.

M. Rüsch a appelé, à ce sujet, que son parti demandait que soit organisé un référendum sur le contrôle public des banques. Il a précisé qu'une initiative serait prise à cet égard avant l'automne prochain.

Le gouvernement suisse devait répondre, ce mercredi, aux différentes interventions qui ont eu lieu à la tribune du Parlement sur ce sujet depuis deux jours. La direction du Crédit suisse, de son côté, a convoqué une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de l'établissement pour vendredi.

M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, président du conseil général du Bas-Rhin, indique dans un communiqué que M. Georges Marchais « est venu faire en Alsace un extraordinaire numéro de comique ».

« Ne s'est-il pas prononcé en ruse, ajoute-t-il, pour une croissance forte, pour la spécificité et la culture régionale, pour l'accroissement des pouvoirs et des moyens des régions, et même pour le concordat et l'école libre ? Il ne me reste plus qu'une chose à faire : proposer de le nommer membre d'honneur du R.P.R. »

VOUS ENTENDREZ

à nouveau parleront grâce à ce minuscule appareil qui a fait retrouver l'AUDITION INTEGRALE à d'innombrables sourds dans le monde entier.

Venez essayer sans engagement le NOUVEL ACOVOX

ACOVOX 3 RUE DU CIRQUE, PARIS-VIII
Téléphone : 225.45.47

ÉTABLISSEMENTS FERMÉS LE LUNDI
Entrée ou téléphone EN VOUS RECOMMANDANT CE JOURNAL pour recevoir gratuitement la documentation REX.

ROSS

Le meilleur...
Il faut...
Pour...

ROSS

Le meilleur...
Il faut...
Pour...

مركز الاملا